



Ville de Tournai

Conseil Communal

Procès-verbal de la séance publique du 25 mars 2013

PRESENTS : M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée; M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD,
MM. V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, Echevins;
Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN,
J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, Mme M-C.LEFEBVRE, M. G.LECLERCQ,
Mme M.WILLOCQ, MM. R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, B.MAT,
Mme H.CLEMENT-COUPLET, M. J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE,
G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU,
L.BARBAIX, D.CLAEYSENS, MM. X.DECALUWE, L.COUSAERT, Mme C.LADAVID,
MM. A.MELLOUK, G.DENONNE, Conseillers communaux;
M. D.COUPPEZ, Secrétaire communal.

Excusé: Monsieur le Conseiller communal L-D.CASTERMAN

SEANCE PUBLIQUE

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 14 mars 2013.

La séance publique du Conseil communal est ouverte à 19 heures 30.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal des séances publiques des 14 janvier et 25 février 2013 en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, ils seront considérés comme adoptés.

Le Groupe ECOLO intervient par la voix de Madame la Conseillère communale **C.LADAVID** :

a) sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier 2013 :

" Au point 3, il est question de **l'octroi du titre honorifique de Bourgmestre et d'Echevin**. Il est écrit dans le rapport : *"qu'aucune opposition manifeste ne s'oppose à la démarche pour l'octroi du titre de Bourgmestre" et "qu'à défaut de réaction des Conseillers communaux, l'autorisation de porter le titre honorifique d'Echevin de la Ville de Tournai est considérée comme acceptée"*.

Je tiens à préciser que la parole n'a pas été donnée de façon explicite aux Conseillers pour donner leur avis sur la question. De plus, aucun vote n'a eu lieu. Je souhaite donc, et au nom de mes collègues également, stipuler que nous nous opposons à l'octroi du titre honorifique de Bourgmestre dans la mesure où celui-ci ne répond pas à l'ensemble des conditions requises à savoir une conduite irréprochable. Rappelons que l'intéressé a été reconnu coupable de faux et usage de faux dans l'affaire Singa, mais qu'il a bénéficié d'une suspension du prononcé.

Par contre, nous sommes favorables à l'octroi du titre honorifique d'Echevin pour M. G.LADAVID et Mme B.MATHIEU-DEMAY."

Ces propos étant tenus hors de la séance du 14 janvier 2013, il est convenu que le procès-verbal de ladite séance ne sera pas modifié.

b) sur le procès-verbal de la séance du 25 février 2013 :

" Il manque le début de mon intervention concernant le budget du CPAS. En effet, je reconnaissais le travail remarquable et le contexte difficile dans lequel le CPAS se trouve actuellement.

"Dans ce contexte d'austérité et de crise économique, où les plus vulnérables sont les plus touchés, le CPAS doit faire face à de nombreux défis et à des demandes de plus en plus importantes. Nous nous réjouissons que malgré ces difficultés, le CPAS de Tournai ait pour ambition de garder l'ensemble de ses services pour l'année 2013."

Nous devons reconnaître que la version, que nous vous avons envoyée, n'était pas la version définitive de notre intervention.

Le procès-verbal sera complété comme dit ci-dessus.

Monsieur le Conseiller communal **A.PESIN** intervient également :

" Le procès-verbal reprend bien mon intervention au point 13 de l'ordre du jour du Conseil communal du 25 février 2013 et, notamment, ma question : "pourrait-on me dire durant ces 6 années de 2006 à 2012, les travaux de réfection réalisés pour les chemins agricoles ?".

Jusqu'à présent je n'ai pas eu de réponse. Je me rappelle donc à votre bon souvenir."

1. Communications.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** communique aux Conseillers communaux la tenue d'une réunion d'information le 15 avril 2013 à 18 heures au Stade Luc Varenne, laquelle aura pour objectif de présenter la restructuration des intercommunales de gaz et d'électricité en Région wallonne.

Monsieur le Président de l'Assemblée sollicite l'introduction d'un point par urgence au nom du Collège communal :

* Objectif Convergence. Mise en lumière des voiries touristiques et du piétonnier. Programmation 2010. Avenant n° 1. Approbation.

L'urgence est motivée comme suit :

" L'urgence dans ce dossier résulte, d'une part, de l'application de l'article 135 de la nouvelle Loi communale :

« Les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics. »

La mise en lumière des voiries touristiques et du piétonnier est actuellement déficiente. Il est urgent de remédier rapidement à cette situation, qui est constitutive d'un danger pour la population et les commerçants (qui l'ont déjà déploré à de nombreuses reprises).

D'autre part, selon le vade mecum de l'Objectif Convergence, programmation 2007-2013, la Ville pourrait subir un préjudice financier en cas de non-respect de l'échéancier des dépenses prévues dans la fiche-projet, en application de la règle de désengagement N+2. En effet, les premières dépenses en matière d'éclairage public étaient prévues en 2010."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** intervient comme suit :

" Nous accepterons l'urgence pour éviter d'être taxés de procéduriers. Nous pensons qu'en justifiant l'urgence sur base de l'article 135 de la Loi communale

"les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics."

Vous reviendrez souvent auprès du Conseil communal en demandant l'urgence : en effet, les trous dans les voiries, l'état de nos trottoirs sont aussi des éléments d'urgence !"

L'urgence étant acquise, Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 29 mars 2010, vous avez décidé de passer, par adjudication publique, un marché ayant pour objet la mise en lumière des voiries touristiques et du piétonnier estimé à 232.680,00 € hors TVA soit 281.542,80 € TVA comprise.

Nous avons décidé, en date du 2 septembre 2010, de désigner l'Entreprise TEI SA, en qualité d'entrepreneur adjudicataire des susdits travaux au montant de son offre régulière et la plus basse s'élevant à 217.789,79 € TVA comprise.

Pour répondre aux exigences de l'Opérateur des Réseaux Gaz et Electricité (ORES) et pour être conformes à l'obligation de service public (O.S.P.), les prescriptions techniques du matériel commandé ont dû faire l'objet de modifications.

Le respect de la législation permet à la Ville de faire supporter le coût de la maintenance de l'éclairage public à ORES et de bénéficier d'une tarification avantageuse pour la fourniture d'électricité.

Un avenant a donc été établi, qui entraîne un supplément de l'ordre de 88.072,64 € hors TVA, soit 106.567,89 € TVA comprise, soit 48,93 % en plus par rapport au montant initial du marché.

Les subsides seront sollicités dans le cadre de l'Objectif Convergence au taux de 90 %, à concurrence de 40 % par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et de 50 % par la Région wallonne – Commissariat Général au Tourisme (C.G.T.).

Dès lors, l'avenant sera subventionné à 90 %, au même titre que le marché initial, la Ville devant supporter uniquement le reliquat de 10 %.

Des crédits complémentaires seront inscrits en exercice antérieur du budget extraordinaire par voie de modification budgétaire.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver le susdit avenant."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** intervient comme suit :

" Sur le marché public lui-même, une très grosse interrogation à nos yeux : un avenant de près de 50 % du prix d'adjudication ! Cela repose la question de la pertinence de tels marchés, où les avenants gonflent à ce point la note.

"Pour répondre aux exigences d'ORES et pour être conformes à l'obligation de service public (O.S.P.), les prescriptions techniques du matériel commandé ont dû faire l'objet de modifications ?".

Quelles sont les différences entre 2010 et 2013 en la matière ? Toutes ces exigences étaient-elles à ce point ignorées en septembre 2010 ?"

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** rappelle que l'éclairage public se subdivise en deux parties :

- d'une part l'éclairage public (sur poteau) au sens propre du terme soumis à l'obligation d'entretien par ORES
- d'autre part, l'éclairage dit décoratif (non pris en charge par ORES au niveau de l'entretien) :
" L'auteur de projet Agence Nicolas MICHELIN et Associés (ANMA) privilégiait l'éclairage décoratif. Au terme d'une négociation avec ORES, il a été convenu de placer un éclairage répondant aux critères de l'obligation de service public (O.S.P.) répondant à des prescriptions techniques d'étanchéité, de solidité, mais aussi des prescriptions techniques nouvelles (disjoncteur sur chaque appareil...). Les coûts d'installation sont plus importants, mais ils sont couverts par un subside de 90 %. C'est surtout au niveau de l'entretien que les coûts seront diminués pour la Ville."

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** rappelle que le travail relatif à cet éclairage avait bien été préparé par la majorité précédente. Deux questions cependant l'inquiètent :

- 1) Tous les points seront-ils considérés en obligation de service public ?
- 2) Les subsides sont certes demandés, mais seront-ils obtenus ?

Madame la Première Echevine **MC.MARGHEM** précise :

- "1) tous les luminaires du Quartier cathédral et du piétonnier entrent dans l'obligation de service public
- 2) je vous invite à être prudent dans vos réflexions. On verra avec le compte de l'exercice 2012 si tous les subsides ont été obtenus, quel sera le déficit du budget extraordinaire ? "

Monsieur le **Président de l'Assemblée** rappelle que le plus important reste un éclairage de qualité et sécurisant pour les citoyens.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que l'obligation de service public (OPS) fait supporter à l'Opérateur des Réseaux Gaz et Electricité (ORES) les frais de maintenance de l'éclairage public;

Considérant, par ailleurs, que la Ville bénéficie d'une tarification avantageuse pour la fourniture d'électricité pour l'éclairage public;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5 relatifs aux compétences du Collège communal et L3111-1 et suivants relatifs à la Tutelle;

Vu l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment les articles 7 et 8;

Vu sa décision prise en date du 29 mars 2010 de passer, par adjudication publique, un marché ayant pour objet la mise en lumière des voiries touristiques et du piétonnier estimé à 232.680,00 € hors TVA soit 281.542,80 € TVA comprise;

Vu la décision du Collège communal prise en date du 2 septembre 2010 de désigner l'entreprise TEI SA en qualité d'entrepreneur adjudicataire des susdits travaux au montant de son offre régulière et la plus basse s'élevant à 217.789,79 € TVA comprise;

Considérant que pour répondre aux exigences d'ORES et pour être conformes à l'obligation de service public (O.S.P.), les prescriptions techniques du matériel commandé ont dû faire l'objet de modifications;

Considérant qu'un avenant a donc été établi, qui entraîne un supplément de l'ordre de 88.072,64 € hors TVA, soit 106.567,89 € TVA comprise, soit 48,93 % de plus par rapport au montant initial du marché;

Considérant que les subsides seront sollicités dans le cadre de l'Objectif Convergence au taux de 90 %, à concurrence de 40 % par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et de 50 % par la Région wallonne – Commissariat Général au Tourisme (C.G.T.);

Considérant, dès lors, que l'avenant sera subventionné à 90 % au même titre que le marché initial, la Ville devant supporter uniquement le reliquat de 10 %;

Considérant que des crédits complémentaires seront inscrits en exercice antérieur du budget extraordinaire par voie de modification budgétaire;

Considérant que, selon l'article 135 de la nouvelle Loi communale, les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sûreté dans les rues, lieux et édifices publics;

Considérant qu'un éclairage public efficient contribue à assurer cette sûreté;

Considérant que l'éclairage public a été démantelé lors des travaux de rénovation du quartier cathédral et qu'il convient de le remplacer sans plus tarder;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver l'avenant n° 1 au marché de travaux ayant pour objet la mise en lumière des voiries touristiques et du piétonnier, s'élevant au montant total de 88.072,64 € hors TVA, soit 106.567,89 € TVA comprise, soit 48,93 % de plus par rapport au montant initial du marché. Ces travaux seront réalisés par l'entreprise adjudicataire du marché initial.

Article 2 : les crédits permettant de supporter cette dépense supplémentaire seront inscrits en exercice antérieur au budget extraordinaire 2013 par modification budgétaire.

Article 3 : les subsides seront sollicités dans le cadre de l'Objectif Convergence au taux de 90 %, à concurrence de 40 % par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et de 50 % par la Région wallonne – Commissariat Général au Tourisme (C.G.T.).

Article 4 : conformément au Décret modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation du 22 novembre 2007, la présente délibération sera soumise à la Tutelle générale d'annulation.

Le **Conseil communal** prend ensuite connaissance de l'approbation en date du 5 mars 2013 par le Gouverneur de la Province de Hainaut, M. Guy BRACAVAL, de la contribution financière de la Ville au budget 2013 de la Zone de police votée en séance du 25 février 2013 :

"Vu la délibération en date du 25 février 2013, entrée au Gouvernement provincial le 28 février 2013, par laquelle le Conseil communal de Tournai arrête le montant de la contribution financière de la Commune à la zone de police pluricommunale de Tournai, Antoing, Brunehaut et Rumes pour l'exercice 2013;

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, notamment les articles 40, 66, 71 et 76;

Vu l'Arrêté royal du 7 avril 2005 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale, tel que modifié par les Arrêtés royaux des 29 juin 2008 et 19 décembre 2012;

Considérant que la tutelle spécifique telle que définie dans le chapitre V de la susdite Loi du 7 décembre 1998 veille au respect des normes en matière de contribution financière communale;

Considérant que la contribution financière de Tournai prévue aux articles n° 33001/485-48 "dotation communale Tournai" et 33008/485-48 "dotation complémentaire Tournai" du budget 2013 de la zone de police du Tournais s'élève respectivement à 10.384.161,79 € et 324.085,37 €, soit un total de 10.708.247,16 €;

Considérant qu'en vertu de l'article 66 de la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'approbation de la décision relative à la contribution d'une commune à la zone pluricommunale de police ne peut être refusée que pour violation des dispositions comprises dans la susdite loi ou prises sur base de cette loi;

Considérant que le montant global arrêté par le Conseil communal de Tournai en séance du 25 février 2013, à titre de contribution financière à la zone de police, est conforme aux montants inscrits au budget 2013 de la zone de police de Tournai, Antoing, Brunehaut et Rumes;

Considérant en conséquence que la susdite délibération peut être approuvée;

Par ces motifs;

DECIDE :

Article 1^{er} : la délibération du 25 février 2013, par laquelle le Conseil communal de Tournai arrête la contribution financière de la Commune à la zone pluricommunale de Tournai, Antoing, Brunehaut et Rumes pour l'exercice 2013 à un montant global de 10.708.247,16 € est approuvée dans la limite tracée par l'article 66 de la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 2 : le présent Arrêté sera porté à la connaissance du Conseil communal, lors de sa prochaine séance, conformément à l'article 72 § 2, alinéa 3, de la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 3 : le présent arrêté sera notifié sous pli ordinaire :

- à Monsieur le Bourgmestre de 7500 Tournai
- à Madame la Ministre de l'Intérieur, Direction générale Sécurité et Prévention, Direction Gestion policière, boulevard de Waterloo, 76 à 1000 Bruxelles
- au Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle 5, Direction de Mons, "Site du Béguinage", rue Achille Legrand, 16 à 7000 Mons."

Monsieur le **Président de l'Assemblée** précise enfin que les questions orales posées par les Conseillers communaux trouveront réponse en fin de séance publique :

- Hall des Sports de Kain (M. B.MAT) : réponse par Monsieur l'Echevin des Travaux A.BOITE
- ASBL Les Verts Horizons (Mme M-C.LEFEBVRE) : réponse conjointe par Madame l'Echevine L.LIENARD et Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale P-O.DELANNOIS
- Les plantes invasives (M. G.DENONNE) : réponse par Monsieur l'Echevin des Espaces verts P.ROBERT.

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal.

Après lecture des rapports introductifs par Monsieur le **Président de l'Assemblée** concernant :

- 1) Tournai, rue des Puits l'Eau. Création d'un sas de vire à gauche.
- 2) Tournai, Vieux Chemin de Bouvignes. Mise en sens unique limité.
- 3) Tournai, rue de la Citadelle. Réglementation du stationnement.
- 4) Tournai rue de Lannoy. Réglementation du stationnement.
- 5) Tournai rue des Bastions. Réglementation du stationnement.
- 6) Tournai, rue de l'Yser. Réglementation du stationnement.

- 7) Tournai, rue de Warchin. Création d'emplacements de stationnement pour personnes handicapées.
- 8) Tournai, rue des Croisiers. Création d'emplacements de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu la décision du Conseil communal du 21 mai 2012 d'établir une zone de rencontre dans la rue des Puits l'Eau (partie basse) à Tournai;

Attendu que, dans le cadre de la réouverture de cette rue à la circulation, il est nécessaire d'établir un sas de vire à gauche au niveau de la jonction entre la rue des Puits l'Eau et la rue des Clairisses;

Considérant le rapport du Service de Police;

Considérant l'avis favorable du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue des Puits l'Eau à Tournai**, un sas de vire à gauche est établi à son carrefour et pour la rue des Clairisses.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal F13 et des marques au sol appropriées.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Attendu que la Ville est inscrite dans le microprojet transfrontalier EUROPIAT sur la valorisation de l'ancien chemin de Bouvignes;

Attendu que l'idée de ce projet est d'encourager la fréquentation transfrontalière de ce chemin historique à pied et à vélo;

Attendu que lorsqu'on vient de France, il est impossible d'emprunter à vélo le dernier tronçon du Vieux chemin de Bouvignes, situé entre la rue du Tir à la Cible et la rue de la Culture, à cause d'un panneau de sens interdit;

Considérant que suite à une visite sur place du Service de Police et du Service Mobilité, il apparaît que la mise en sens-unique limité de ce tronçon peut être envisagé;

Considérant l'avis favorable du service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans le **Vieux chemin de Bouvignes, dans le sens interdit existant depuis la rue de la Culture, à et vers la rue du Tir à la Cible**, les cyclistes sont admis à contresens.

Cette mesure sera matérialisée par le placement des signaux C1 avec panneau additionnel M2 et F19 avec additionnel M4.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant le courrier de Madame la Présidente du Centre Public d'Action sociale, sollicitant une interdiction de stationnement devant l'entrée de la crèche « le Clair Matin », rue de la Citadelle, 149 à Tournai ainsi que la création d'un dépose minute de part et d'autre de l'accès;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police;

Considérant l'avis favorable du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de la Citadelle à Tournai**, du côté impair, la durée de stationnement est limitée à 15 minutes sur les deux emplacements situés de part et d'autre de l'accès au n° 149.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux E9a avec panneau additionnel « 15 minutes ».

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant que le magasin Louis Delhaize situé à l'angle de l'avenue de Maire et de la rue de Lannoy à Tournai est approvisionné chaque jour de la semaine, samedi compris, entre 8 et 17 heures;

Attendu que cet approvisionnement s'effectue à l'aide de très longs camions avec remorques au niveau de la rue de Lannoy;

Considérant que lors de cet approvisionnement, le camion de livraison stationnant généralement en double file, les véhicules automobiles doivent emprunter le trottoir pour passer, mettant en danger les piétons et les riverains sortant de leur habitation;

Considérant que ce stationnement en double file rend totalement impossible le passage des camions de pompiers, sachant que la rue de Lannoy permet un accès rapide à la rue Saint-Eleuthère et à la cité Carbonnelle;

Attendu que dans la rue de Lannoy, à côté du magasin Louis Delhaize, il n'y a plus d'activité commerciale et qu'il est donc possible de mettre en place une signalisation interdisant le stationnement entre 8 et 17 heures sauf le dimanche, du côté pair, à hauteur du second garage et du carrefour avec l'avenue de Maire;

Considérant l'avis favorable du service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de Lannoy à Tournai**, du côté pair, le stationnement est interdit le long du n° 2 jusqu'au carrefour avec l'avenue de Maire, sur une distance de 15 mètres.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E1 avec panneaux additionnels « 15 m », « entre 8 et 17 heures » et « sauf le dimanche ».

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande d'une riveraine domiciliée rue des Bastions, 15 à 7500 Tournai sollicitant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant le rapport du service de Police relatif à cette demande;

Considérant que cette personne n'est pas dans les conditions requises par le Service Public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement car elle possède un garage face à son domicile;

Considérant que cette personne souffre toutefois d'un lourd handicap;

Considérant que le service de Police propose, dès lors, d'interdire le stationnement et non l'arrêt face à son domicile par le marquage d'une ligne jaune discontinue, cette solution permettant qu'elle puisse être embarquée ou débarquée du véhicule conduit par son époux;

Considérant l'avis favorable du service de Police compétent;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue des Bastions à Tournai**, du côté impair, le stationnement est interdit le long du n° 15, sur une distance de 6 mètres.

Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Attendu que, depuis la réouverture de la rue Perdue à Tournai, il est constaté des problèmes de circulation et de stationnement face au n° 1 de la rue de l'Yser, à Tournai;

Attendu que les véhicules stationnés face à cette adresse gênent la circulation des bus ou autres véhicules imposants;

Considérant que pour résoudre ce problème il serait nécessaire d'interdire le stationnement à cet endroit par le marquage d'une ligne jaune discontinue sur la bordure du trottoir longeant le n° 1 de la rue de l'Yser;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police;

Considérant l'avis favorable du Service Mobilité

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de l'Yser à Tournai**, du côté impair, le stationnement est interdit sur 16 mètres le long du n° 1.

Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande d'une riveraine domiciliée 5, rue de Warchin à 7500 Tournai, sollicitant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions requises par le Service Public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de Warchin à Tournai, face au n° 5**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié 21, rue des Croisiers à 7500 Tournai, sollicitant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service Public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue des Croisiers à Tournai, face au n° 21**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante « 6 m ». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

9) Tournai, chaussée de Willemeau. Création d'emplacements de stationnement pour personnes handicapées.

Ce point est retiré de l'ordre du jour. Le demandeur étant décédé, ce règlement n'a plus aucune utilité.

10) Tournai, rue Allard l'Olivier. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

11) Béclers, rues de Wirie, du Bois, du Pont, de l'Abbaye et de Liberchies. Limitation de tonnage.

Le Conseil Communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant l'emplacement de stationnement pour personnes handicapées situé face au n° 28, de la rue Allard l'Olivier à 7500 Tournai;

Considérant que suite à un décès, cet emplacement n'a plus de raison d'être;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue Allard Olivier à Tournai**, l'emplacement de stationnement pour personnes handicapées situé **face au n° 28** est abrogé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Attendu que des riverains de la rue de Liberchies à Béclers signalent le passage régulier de véhicules lourds circulant à vive allure;

Attendu qu'un signal de limitation de tonnage est placé à l'entrée du chemin du Pont à Béclers et que, par conséquent, les véhicules lourds empruntent la rue de Liberchies qui est peu adaptée à ce type de charroi;

Considérant qu'il serait opportun de limiter le tonnage des véhicules empruntant le réseau de voiries reliant la N7 et le Grand Chemin à Béclers;

Attendu que les véhicules lourds pourraient être redirigés vers la rue d'Havennes, plus adaptée à ce type de charroi;

Attendu que l'accès serait ainsi interdit à tout véhicule dont la masse en charge excède 5 tonnes, excepté pour la desserte locale et le charroi agricole, dans les rues suivantes :

- la rue de Wirie au départ de la N7
- la rue du Bois au départ de la N7
- la rue du Pont au départ du Grand Chemin
- la rue de l'Abbaye au départ du Grand Chemin
- la rue de Liberchies au départ du Grand Chemin;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police;

Considérant l'avis favorable du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : L'accès à la **rue de Wirie à Gaurain-Ramecroix, au départ de la RN7** est interdit à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 5 tonnes, sauf pour la desserte locale et l'usage agricole.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal C21 (5 T) avec un panneau additionnel reprenant les mentions « sauf desserte locale et usage agricole ».

Article 2 : L'accès à la rue du Bois à Gaurain-Ramecroix, au départ de la RN7 est interdit à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 5 tonnes, sauf pour la desserte locale et l'usage agricole.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal C21 (5 T) avec un panneau additionnel reprenant les mentions « sauf desserte locale et usage agricole ».

Article 3 : L'accès à la rue du Pont à Béciers, au départ du Grand Chemin est interdit à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 5 tonnes, sauf pour la desserte locale et l'usage agricole.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal C21 (5 T) avec un panneau additionnel reprenant les mentions « sauf desserte locale et usage agricole ».

Article 4 : L'accès à la rue de l'Abbaye à Béciers, au départ du Grand Chemin est interdit à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 5 tonnes, sauf pour la desserte locale et l'usage agricole.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal C21 (5 T) avec un panneau additionnel reprenant les mentions « sauf desserte locale et usage agricole ».

Article 5 : L'accès à la rue de Liberchies à Béciers, au départ du Grand Chemin est interdit à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 5 tonnes, sauf pour la desserte locale et l'usage agricole.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal C21 (5 T) avec un panneau additionnel reprenant les mentions « sauf desserte locale et usage agricole ».

Article 6 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

12) Chercq, rue Carlos Gallaix. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Ce point est retiré de l'ordre du jour. Le demandeur n'ayant plus de véhicule, ne répond plus aux critères d'octroi d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

13) Kain, rue de Breuze, rond-point de Tournai-Expo. Réglementation de la circulation.

Monsieur le Conseiller communal **G.DENONNE**, au nom du Groupe ECOLO, intervient comme suit :

" Un nouveau parking a été créé, un rond-point est mis en place afin de fluidifier le trafic lors des entrées et sorties du parking. C'est très bien, mais qu'en est-il pour les personnes souhaitant se rendre autrement à Tournai Expo ou dans ses environs. En effet, sur ces tronçons de route menant à Kain, il n'y a ni trottoir ni piste cyclable. De plus, malgré le parking, le stationnement anarchique aux alentours continue. Si on ajoute à cela la vitesse de certains véhicules, il est important de penser aux usagers doux. Nous sommes sur un axe qui dessert plusieurs écoles.

Cette situation est représentative de la Ville de Tournai. Il est temps de prendre en compte tous les usagers afin d'inciter les gens à limiter l'usage de leur voiture. Beaucoup hésitent à laisser leurs enfants aller à l'école à pied ou en vélo !".

Madame la Conseillère communale **H.CLEMENT-COUPLET** intervient au nom du cdH :

" Monsieur le Bourgmestre,

Je me permets d'insister sur le fait que ce rond-point n'est qu'un aménagement parmi tant d'autres dans cet axe d'entrée dans Tournai que sont devenues la rue du Follet et la rue de Breuze.

En effet, vous n'êtes pas sans savoir que les riverains se plaignent du manque de sécurité, d'absence de pistes cyclables et du non-respect du stationnement quand il y a un salon au Hall Expo.

Dernièrement, lors du salon Déco et Jardins, de nombreuses voitures étaient garées devant les habitations de la rue du Follet et la rue de Breuze alors qu'il y a un nouveau parking gratuit à quelques centaines de mètres !! Les panneaux d'interdiction n'ayant, une fois encore, servi à rien. 3 millions d'euros ont été investis ! Dès lors, se pose la question de l'utilité de cet investissement s'il n'est pas accompagné d'une politique efficace face au parking sauvage. De

plus, nous restons très sceptiques face au projet de gratuité de ce parking. Qu'en sera-t-il du parking sauvage si les visiteurs doivent payer pour garer leur voiture ?

A l'avenir, il faudra donc prendre des dispositions claires, tant pour permettre la tenue d'activités économiques au Hall Expo que pour permettre aux riverains de retrouver un cadre de vie agréable les week-ends de manifestations."

Le Conseil Communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant que la création du rond-point rue de Breuze à Kain, face à l'entrée du parking de Tournai-Expo, modifie profondément les règles de circulation en vigueur sur cette partie de voirie;

Attendu qu'il est dès lors urgent de réglementer pour mettre la nouvelle signalisation mise en place en conformité avec le règlement communal sur la police de circulation;

Considérant le rapport du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la rue de Breuze à Kain, à son carrefour avec elle-même, à hauteur de l'accès à « Tournai-Expo », la circulation est organisée par un rond-point avec sens giratoire prioritaire en conformité avec le plan terrier, ci-joint :

- 14) Kain, rue du Stade Communal. Réglementation du stationnement.
- 15) Orcq, rue de l'Eglise Sainte-Agathe. Réglementation du stationnement.
- 16) Thimougies. Mise en agglomération.
- 17) Vaulx. Limitation de tonnage.
- 18) Warchin, rue Boucher. Instauration de nouvelles règles de priorité.
- 19) Warchin, Vieux Chemin d'Ath. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil Communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Attendu que la rue du Stade Communal est une rue en sens unique limité où le stationnement est permis à l'exception de certains endroits;

Considérant le rapport du service de Police;

Attendu que les camions de livraison éprouvent des difficultés à sortir de l'école de la Sainte-Union en raison de l'organisation actuelle du stationnement;

Attendu que le même problème se pose aux riverains des numéros 13 et 15 pour accéder à leur garage;

Considérant sa décision du 24 septembre 1990 interdisant le stationnement à hauteur de l'entrée particulière de l'école de la Sainte-Union et sur 10 m en deçà, de part et d'autre de la chaussée;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la rue du Stade Communal à Kain, l'interdiction de stationner à hauteur de l'entrée particulière de l'école de la Sainte-Union et sur 10 m en deçà, de part et d'autre de la chaussée est abrogée.

Article 2 : dans la rue du Stade Communal à Kain, le stationnement est interdit :

- de chaque côté de la chaussée : sur une distance de 30 m répartie de part et d'autre de l'accès à l'arrière de l'Ecole de la Sainte-Union
- à l'opposé du garage attenant au n° 15 sur une distance de 5 m
- à l'opposé du garage attenant au n° 13 sur une distance de 5 m.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux E1 avec flèches montantes et descendantes ainsi que par le tracé de deux lignes jaunes discontinues.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant la demande du Service des Travaux concernant le placement d'éventuels signaux routiers interdisant le stationnement et permettant le passage d'un charroi important entrant et sortant dans la rue de l'Eglise Saint-Agathe à Orcq;

Attendu que ce charroi est constitué de véhicules particulièrement encombrants, à savoir des tracteurs avec remorque;

Attendu qu'à plusieurs reprises le coin de la façade du n° 11 ainsi que le mur d'enceinte de l'église ont été percutés par ce charroi suite au stationnement de véhicules face à cette habitation ou à proximité;

Considérant l'avis favorable du service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de l'Eglise Sainte-Agathe à Orcq**, du côté pair, le stationnement est interdit entre le vis-à-vis de l'entrée piétonne du n° 9 et le poteau d'éclairage n° 255/12816.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E1 avec panneaux additionnels, flèche vers le haut à hauteur de l'entrée piétonne du n° 9 et flèche vers le bas au niveau du poteau d'éclairage n° 255/12816.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant que le Service de Police constate que des véhicules circulent à vive allure dans la rue Le Bas à Thimougies;

Attendu que cette rue ne fait l'objet d'aucune limitation de vitesse;

Attendu que cette rue est non seulement étroite mais qu'elle est encadrée de nombreuses habitations impliquant une circulation pedestre assez régulière en bord de route;

Considérant qu'en conséquence un projet de mise en agglomération du village de Thimougies a été étudié par le Service de Police;

Attendu que la mise en agglomération du village de Thimougies permettra plus d'homogénéité dans la signalisation routière et augmentera ainsi la sécurité routière;

Considérant sa décision du 13 novembre 2006 limitant la vitesse à 50 km/heure dans l'axe formé par la rue Saucelle, la place de Thimougies, la rue du Haut et la rue Le Bas, entre le n° 1 de la rue Saucelle et le n° 63 de la rue Le Bas à Thimougies;

Attendu que les limites d'agglomération seraient fixées comme suit :

- dans la rue Le Bas à hauteur du n° 64
- dans la rue Marie Renard avant son débouché sur la rue Le Bas venant des champs
- dans le chemin sans nom partant du n°18 de la place de Thimougies, juste avant celle-ci, venant des champs

- dans la rue de Melles, à hauteur du n° 9
- dans la rue Saucelle, à hauteur du n° 1
- dans la rue Saucelle, à hauteur du n° 3
- dans la rue du Moulin, avant son débouché dans la rue Le Haut, venant des champs;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police;

Considérant l'avis favorable du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : la limitation de la vitesse à 50 km/heure dans l'**axe formé par la rue Saucelle, la place de Thimougies, la rue du Haut et la rue Le Bas, entre le n° 1 de la rue Saucelle et le n° 63 de la rue Le Bas à Thimougies** est abrogée.

Article 2 : Les limites de l'agglomération de Thimougies sont fixées comme suit :

- dans la rue Le Bas à hauteur du n° 64
- dans la rue Marie Renard avant son débouché sur la rue Le Bas venant des champs
- dans le chemin sans nom partant du n° 18 de la place de Thimougies, juste avant celle-ci, venant des champs
- dans la rue de Melles, à hauteur du n° 9
- dans la rue Saucelle, à hauteur du n° 1
- dans la rue Saucelle, à hauteur du n° 3
- dans la rue du Moulin, avant son débouché dans la rue Le Haut, venant des champs;

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F1 et F3.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu l'accident de circulation survenu le vendredi 25 janvier 2013, au cours duquel un véhicule de transport exceptionnel de 48 tonnes circulant par erreur dans le centre du village de Vault, limité à 5 tonnes excepté desserte locale, a sectionné un poteau électrique entraînant la chute de 5 autres poteaux;

Attendu que cet accident a engendré une importante coupure de courant dans le village;

Vu l'état de vétusté et le manque de visibilité de la plupart des panneaux de signalisation actuellement en place;

Attendu que suite à une réunion en urgence des différents Services concernés, il a été jugé opportun de remplacer et de compléter la signalisation interdisant l'accès au village de Vault à tout conducteur de véhicules dont la masse en charge dépasse 3,5 tonnes, excepté pour la desserte locale;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : l'**accès au village de Vault** est interdit aux véhicules dont la masse en charge dépasse 3,5 tonnes.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C21 (3,5 t).

Les signaux seront placés aux entrées des rues suivantes :

- rue de l'Orient à Tournai
- Chemin d'Antoing (rond-point de l'Orient) à Tournai
- rue de la Trondeloire à Vault
- rue des Abiaux à Vault
- rue Communale à Vault
- rue de la Buissonnière à Vault

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant les doléances de riverains et autres usagers à propos de la dangerosité du passage à niveau de la rue Boucher à Warchin;

Attendu qu'il apparaît qu'un véhicule pourrait rester bloqué sur les voies suite à la priorité de droite dont bénéficient les véhicules provenant du Logis Paul Carette;

Attendu que les véhicules venant de cette résidence ont priorité sur les véhicules venant de la rue Boucher d'où une possible formation de file pouvant bloquer des véhicules sur les voies de chemin de fer;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police;

Considérant l'avis favorable du Service Mobilité;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : la **rue Boucher à Warchin** est rendue prioritaire par rapport aux rues des Propriétaires, Paul Carette et de l'Hôpital.

Cette mesure sera matérialisée par le placement des signaux B1 et B15 et les marques au sol appropriées.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant sa décision du 28 avril 1997 créant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n° 45, du Vieux Chemin d'Ath à Warchin;

Considérant que, suite au décès des bénéficiaires de cet emplacement, celui-ci n'a plus raison d'être;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police ;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans le **Vieux Chemin d'Ath à Warchin**, l'emplacement de stationnement pour personnes handicapées situé face au n° 45 est abrogé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service Public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

3. Plan de Cohésion Sociale (PCS) 2009-2013. Rapport d'activités et rapports financiers. Approbation.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 7 septembre 2009, vous avez approuvé le Plan de Cohésion Sociale 2009-2013 conclu entre la Ville de Tournai et la Région wallonne.

Ce Plan, qui a pris ses effets le 1^{er} avril 2009, implique que le rapport d'activités et les rapports financiers annuels soient envoyés à la Région wallonne après avoir reçu dans un premier temps l'avis de la Commission d'accompagnement et, dans un second temps, votre approbation.

Lors de sa séance du 21 février 2013, la Commission d'accompagnement a examiné le rapport d'activités 2012 et les rapports financiers 2012 ainsi que les prévisions budgétaires pour l'année 2013, et a marqué son accord sur l'ensemble des documents présentés.

Il revient à votre Assemblée d'approuver ces rapports."

Monsieur le Conseiller communal **A.MELLOUK** donne lecture du rapport de la 1^{ère} Section :

" Mesdames, Messieurs,

La 1^{ère} Section du Conseil communal s'est réunie le 19 mars 2013 sous la présidence de Monsieur le Conseiller communal J.DEVRAY. La réunion a été consacrée à la présentation du Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.) 2009/2013, rapport d'activités et rapports financiers.

Le rapporteur était Monsieur le Conseiller communal A.MELLOUK.

En plus des Conseillers communaux, cette réunion a été élargie aux Conseillers de l'Action sociale.

Madame la Présidente du Centre Public d'Action Sociale (C.P.A.S.), R.DESENCLOS-LECLERCQ, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux J-M.VANDENBERGHE, M-C.LEFEBVRE, G.LECLERCQ, J-L.CLAUX, B.MAT, S.LIETAR, B.LAVALLEE, G.HUEZ et J-L.VIEREN et C.LADAVID, Monsieur le Secrétaire communal adjoint T.LESPLINGART, Monsieur le Secrétaire du CPAS L.LEROY, Mme I.DEFROYENNES, M. P.MEURIS, Mme Y.THIRY et M. M.FROMONT, Mesdames et Messieurs les Conseillers de l'Action sociale B.LEFEBVRE, I.DECHAMPS, J-P.CABY et M-L.COLIN assistaient à cette séance.

Madame l'Echevine L.DEDONDER, Mesdames et Messieurs les Conseillers de l'Action sociale D.LAMBRICKX, S.DESCARPENTRY, J-A.DEBOUVERIE-VANDECAVEYE, F.SCHILLINGS, M-J.FONTAINE et M-H.BERTON étaient excusés.

Ouverture de la séance :

Accueil du Président, lecture de l'ordre du jour et rappel des intervenants.

Introduction par M. M.FROMONT :

M. M.FROMONT a rappelé les définitions, droits fondamentaux et grands axes qui encadrent l'esprit du Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.) ainsi que les sources de financement.

Coordination (M. M.FROMONT) :

Deux équivalents temps plein pris en charge par le Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.) et 1 temps plein bénéficiant d'un subside de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées (AWIPH).

Les missions de coordination consistent :

- 1) à assurer l'intendance des mesures mises en place tout en respectant les délais fixés;
- 2) à coordonner les projets et les partenariats;
- 3) à assurer les fonctions de chef de projet.

Il a été souligné que cette année a été caractérisée par la mise en œuvre de l'évaluation globale du dispositif des Plans de Cohésion Sociale et de la formation des chefs de projets.

*** Axe I. Insertion socioprofessionnelle**

- Personnel inter quartier (M. M.FROMONT)

Le Projet « personnel inter quartier » a pour objectif la prévention de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion sociale par la réinsertion socioprofessionnelle. Huit personnes maximum peuvent y être occupées simultanément.

Les stagiaires du PIQ sont affectés au service « Travaux » de la Ville de Tournai en fonction de leurs compétences.

En 2012, cinq personnes ont travaillé dans 4 services différents: Propreté, Voirie, Chauffage et Parachèvement.

Ces 5 stagiaires ont donné satisfaction à leurs tuteurs, qui souhaitent les voir engagés par la Ville. L'accent a été mis sur la qualité de la sélection afin d'éviter de nombreux problèmes d'encadrement.

- Tremplin 2000 : aucun représentant n'étant présent, M. M.FROMONT donne un bref résumé.

Avec 15.250 heures, le projet a atteint le total d'heures exigées par l'agrément «Organisme d'Insertion Socioprofessionnelle» de 15.000 heures.

Subsistent cependant quelques problèmes tels que le placement des stagiaires en entreprise surtout depuis la crise, des difficultés liées à un public carcéral relevant de la Défense sociale, ainsi qu'à un public parfois âgé de plus de 50 ans.

« Tremplin 2000 » est en attente d'un nouveau Décret en 2013 qui permettra de cibler les publics par rapport à des critères sous régionaux.

- Accès au permis de conduire (Projet introduit dans le cadre de l'article 18 du Décret) :

Plus de 100 jeunes ont participé à ce projet. Une brochure a été réalisée avec des informations relatives à l'examen théorique ainsi qu'un triptyque sur le permis deux-roues. Les jeunes ont eu un accès gratuit au logiciel Feu Vert au sein du centre «Infor Jeunes» et au sein des Maisons de quartier.

Une nouvelle formation sera réalisée au mois de mai, dès la mise en vigueur de la nouvelle législation sur les deux-roues.

* **Axe II. Logement**

- Logements de transit (M. M.FROMONT) :

Vu le manque de logements à loyer modéré à Tournai, la principale difficulté du projet réside dans le fait que les bénéficiaires ont tendance à rester le plus longtemps possible dans le logement.

Les mesures prises en 2011 portant sur le recadrage de la méthodologie, sur la stricte limitation du public cible aux victimes de cas de force majeure et sur une perception correcte des loyers ont porté leurs fruits. Ainsi, tous les logements ont été libérés afin de pouvoir y installer d'autres familles.

- Travail de rue (logement - Axe 2 et lutte contre l'exclusion sociale -Axe 3) :

Le projet occupe 4 éducateurs équivalant à 3 temps plein et demi.

Pour l'année 2012 :

- 182 dossiers individuels ont été ouverts contre 139 en 2011; soit une augmentation de 31 % par rapport à l'exercice antérieur.
- 958 demandes ont été formulées auprès des travailleurs sociaux de rue dont 222 en matière de logement. On note qu'en 2011, 493 demandes avaient été recueillies, soit une augmentation de plus de 90 %.
- 719 entretiens ont été effectués

Les demandes de logement s'effectuent davantage en période hivernale.

Les partenaires du projet relaient également beaucoup de demandeurs. Les éducateurs sont amenés à accompagner plusieurs d'entre eux « physiquement » vers les lieux concernés.

* **Axe III. Santé et assuétudes**

- PRISM (Prévention, réduction des risques et information dans les lieux de sorties et de mégadancings de Tournai et Mouscron) :

Ce projet vise à réduire les risques en matière de comportements à risques et de consommation de substances psychotropes en milieu festif. Le projet tournaisien "Périscopie" est un des partenaires, mais l'action s'étend jusque Mouscron, en collaboration avec le service de Prévention du lieu et, comme les années précédentes, des actions ont été organisées afin de distribuer des brochures adaptées, des préservatifs et des bouchons d'oreilles au public.

- Tournai Télé Assistance : Mme I.DEFROYENNES (projet introduit dans le cadre de l'article 18 du Décret) :

Cette action favorise le maintien des bénéficiaires à domicile. Le projet prévoit le placement des appareils de téléassistance chez des personnes dépendantes. Ces appareils sont reliés à la centrale téléphonique des pompiers et permettent de prévenir immédiatement les personnes de référence (famille, voisins,...) et/ou d'envoyer rapidement les secours sur place, en cas de problèmes de santé, chutes, etc.

- Maisons de quartier de Gaurain et de Templeuve (Mme Y.THIRY) :

Les maisons de quartier de Templeuve et de Gaurain s'attellent à un travail quotidien d'accueil et d'écoute avec les jeunes basé sur la responsabilisation, la lutte contre le décrochage scolaire, la lutte contre la délinquance, la diversification des centres d'intérêt, d'un travail sur la confiance en soi...

Après une identification des besoins, plusieurs projets individuels ou collectifs ont été mis en place tels que : bibliothèque de rue, atelier musique, atelier marionnette, atelier média, atelier de jeux de rôle, atelier fresque urbaine.

Après une identification des besoins, plusieurs projets individuels ou collectifs ont été mis en place tels que :

Médiation :

Pour rappel, ce service offre aux Tournaisiens en conflit une alternative à la Police et à la Justice. Il s'agit d'une démarche volontaire facilitant la communication grâce à l'intervention de médiateurs professionnels assurant le rôle de tiers neutre et impartial et visant à susciter chez les parties des accords à l'amiable.

« Infor Jeunes » se rend dans chaque maison de quartier une fois par mois et participe notamment à une animation sur l'éducation aux média.

*** le rapport financier relatif au Plan de Cohésion sociale 2012**

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, une subvention de 521.750,64 € a été allouée à la Ville de Tournai.

La participation financière minimale à charge de la Ville est de 25 %, soit 130.437,66 €, pour pouvoir percevoir l'intégralité des subsides.

Le montant total des dépenses pour l'exercice est de 715.067,59 €. La participation de la Ville est donc de 193.316,95 €. Par rapport à l'exercice précédent, on constate une augmentation des dépenses de 31.391,46 €.

De même que pour l'exercice précédent, des efforts ont été accomplis afin de diminuer les dépenses. Ainsi, pour l'ensemble des dépenses autres que celles relatives au personnel, une économie de 4.017,19 € a été réalisée, soit 2,97 %, par rapport à 2011. Malheureusement, elle ne compense pas l'augmentation des frais de personnel qui a été de 35.408,65 €, soit 6,45 %. Les investissements ont porté sur l'achat d'ordinateurs pour un montant de

1.340,68 €. Remarquons que les dépenses relatives au personnel inter quartier dépendent du taux de présence des bénéficiaires (incontrôlable).

*** le rapport financier 2012 relatif à l'article 18 du Décret annexé et expliqué comme suit :**

Le Gouvernement wallon a décidé d'allouer, en 2012, à la Ville de Tournai un montant de 41.300,63 € pour la mise en œuvre des actions présentées dans le cadre de l'article 18 du Décret.

A cet égard, on constate qu'aucune participation financière n'est demandée à la Ville.

Le premier projet soutenu dans ce cadre consiste en l'achat d'appareils de télé vigilance afin de renouveler les appareils défectueux et d'augmenter l'offre de service de Tournai Télé Assistance de façon à poursuivre le développement de l'action.

Pour l'exercice 2012, le budget prévu pour ce projet est de 4.900,60 €.

Le second projet, mis en œuvre par "Infor Jeunes", vise à favoriser l'accès au permis de conduire. Il s'agit d'un apprentissage accompagné (individuellement ou collectivement) du permis de conduire à partir d'un logiciel approprié et destiné à un public en besoin d'insertion socioprofessionnelle. Cette action bénéficie d'un subside de 6.400,00 € qui ont servi à prendre en charge les frais de fonctionnement (secrétariat, animations,...).

Questions - réponses

Question de Mme Isabelle Deschamps : Quels sont les critères d'acceptation pour bénéficier du Plan de Cohésion sociale ?

M. Michel FROMONT : Il faut se trouver dans les quatre axes d'orientation et dans les domaines de compétences et de priorités fixés par la Ministre de tutelle.

Question de Mme Coralie LADAVID : Comment ont été sélectionnés les dossiers de Téléassistance et Infor Jeunes ?

M. Philippe MEURIS signale que ce sont des dossiers qui ont été retenus dans la mandature précédente et rappelle que le projet Téléassistance permet le maintien à domicile de presque 700 personnes (personnes âgées, personnes handicapées) et que le projet Infor Jeunes vise à faciliter l'insertion professionnelle en permettant au candidat d'avoir accès à une formation pour le permis de conduire.

Question de Mme Marie-Line COLIN : elle constate que le public visé par le projet d'insertion socioprofessionnelle est un public masculin et se pose la question sur la présence des femmes dans ce projet.

M. Michel FROMONT répond que le projet personnel inter quartier est bien entendu ouvert à la gente féminine et que rien ne s'oppose à l'intégration de femmes dans ce projet.

Mme Marie-Line COLIN fait la remarque que l'accent a été mis sur la qualité de la sélection des candidats et demande qu'on soit moins exigeant dans les critères de sélection, car le public visé souffre déjà de marginalisation.

M. Michel FROMONT fait remarquer que la sévérité dans les exigences de critères de sélection est une demande unanime des services concernés et que cela facilite l'intégration des candidats au sein des services accueillants de la Ville.

Question de M. Amine MELLOUK : concernant le personnel inter-quartier, bien qu'il y avait une possibilité d'engager 8 personnes au maximum susceptibles d'être occupées

simultanément au Service Travaux de la Ville, seulement 5 stagiaires ont pu bénéficier en 2012 de ce projet. Cela est-il dû à un problème de financement, de manque de candidature ou autre ?

M. Michel FROMONT répond : C'est principalement dû à des problèmes organisationnels, maladie...

Mme Marie-Christine LEFEBVRE demande des précisions sur le montant, le timing du nouveau Plan de Cohésion sociale.

M. Michel FROMONT explique que les nouveaux dossiers doivent être déposés avant le 15 septembre 2013.

Mme Yasmina THIRY précise que le Gouvernement utilise principalement un indicateur qui synthétise les problématiques pour déterminer le profil des villes et prend aussi en compte le nombre d'habitants, à la suite de quoi un classement est effectué en fonction des demandes faites par les villes.

Mme Rita DESENCLOS-LECLERCQ annonce qu'il faudra s'attendre à un montant moindre qu'avant car il y a plus de villes qui sont demandeuses.

Mme Marie-Christine LEFEBVRE demande sur quelle base les projets du Plan de Cohésion sociale de Tournai ont été choisis.

M. Thierry LESPLINGART rappelle qu'historiquement le Plan de Cohésion sociale a suivi le Plan de Prévention Proximité et que, par exemple, le projet Télé assistance a pu voir le jour grâce au subventionnement à 100 % par les Plans de prévention et de proximité (P.P.P.) et, donc, les Plans de Cohésion Sociale (P.C.S.) élargissent un peu les champs d'actions mais englobent les anciens Plans de prévention et de proximité (P.P.P.).

Mme Marie-Christine LEFEBVRE se demande si on ne devrait pas d'abord établir des besoins prioritaires afin d'avoir un débat politique et d'établir les choix des projets dans le nouveau Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.).

M. Philippe MEURIS rappelle que c'était la volonté du Collège de présenter le rapport d'activités des Plans de Cohésion Sociale (P.C.S.) comme préalable à l'élaboration du prochain Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.) et propose, après diagnostic et réunions de travail avec les autres partenaires, de revenir en section pour en discuter.

M. Amine MELLOUK désire être informé sur le nombre de logements de transit dont dispose la Ville, et les conditions de bail.

M. Michel FROMONT lui répond : un bâtiment dans lequel il y a deux appartements et un studio. Le logement est accordé pour un bail de maximum 3 mois, renouvelable une fois.

Mme Coralie LADAVID intervient pour signaler que l'accès au logement de transit est fort limité, qu'il faut avoir une perspective de relogement pour pouvoir y accéder.

M. Michel FROMONT rappelle que les logements de transit sont destinés en priorité aux cas de force majeure (incendie, décret d'insalubrité,...).

En fin de réunion, la décision a été prise de suivre la proposition de M. Philippe MEURIS de tenir une autre réunion consacrée au nouveau Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.)."

Monsieur le **Président de l'Assemblée** remercie Monsieur le Conseiller communal A.MELLOUK pour la rédaction de son premier rapport de section et rappelle que :

- le Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.) représente 520.000,00 € de subsides, ce qui n'est pas une question secondaire
- la confection du prochain Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.) sera réalisée à l'intervention du Relais Social Urbain composé des principaux acteurs sociaux
- ce futur plan sera présenté au Collège puis en section et, enfin, au Conseil communal.

Mesdames les Conseillères communales **M-C.LEFEBVRE** et **C.LADAVI**D interviennent successivement comme suit, au nom du Groupe ECOLO :

" Nous tenons tout d'abord à remercier le Collège qui a consacré une réunion de section sur le sujet afin de mieux connaître le dossier, ses enjeux et d'envisager ensemble des perspectives d'avenir. Cette démarche augure, nous l'espérons, un esprit d'ouverture et de transparence. Nous avons également pu prendre connaissance de l'ensemble des activités effectuées dans le cadre de l'action et qui ont certainement leur utilité auprès de la population.

Quelle est la finalité du Plan de Cohésion Sociale (P.C.S.) ?

"Il vise à soutenir les communes de Wallonie qui s'engagent à promouvoir la cohésion sociale. La cohésion sociale y est définie comme l'ensemble des processus qui contribuent à assurer à tout individu, l'égalité des chances et des conditions, l'accès effectif aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu, et ce quels que soient son origine nationale ou ethnique, son appartenance culturelle, religieuse ou philosophique, son statut social, son niveau socio-économique, son âge, son orientation sexuelle, sa santé ou son handicap".

Ce plan est donc destiné aux plus démunis. A partir de là, nous nous interrogeons sur la volonté de sélection désirée ou appliquée par le SAIS et l'ASBL Tremplin 2000. A deux reprises, ce terme est écrit et explicité dans le rapport. Comment peut-on parler de sélection quand on doit viser les personnes les plus démunies ? Tout le monde n'est pas en mesure d'occuper un travail ou de suivre une formation certes, mais orientons chacun aux endroits les plus appropriés pour qu'elles puissent le devenir. Parler de sélection c'est créer de l'exclusion.

Pour les logements de transit, la logique exercée est un peu la même. Il a été demandé à des personnes candidates, qui sont la plupart du temps sans domicile fixe (SDF) et parfois même avec des enfants, d'avoir une solution pour une sortie dans les 6 mois avant même de rentrer dans le logement de transit. On a, par exemple, demandé au Logis Tournaisien d'attester que l'intéressé aurait un logement dans les 6 mois. Opération impossible. De plus, l'état des logements de transit est plus que limite et il faudrait de façon urgente envisager une rénovation de ces logements. Il n'y a pas de vanne thermostatique et les radiateurs tournent à plein rendement toute la journée. En termes économique et écologique, c'est un non-sens. Ce n'est pas non plus très éducatif pour les locataires.

Actuellement, ces logements sont gérés par la Ville, ce qui pose des problèmes dans la capacité à répondre aux urgences puisque tout doit passer par le Collège. Un exemple anecdotique : passer par le Collège pour pouvoir faire un double des clés, remplacer un néon...

Quelles sont encore les intentions de ce Plan de Cohésion Sociale ?

"Promouvoir l'accès de tous aux droits fondamentaux, en veillant au respect de contraintes telles que :

- une cohérence à maintenir avec le dispositif précédent [Plan de prévention et de proximité (P.P.P.)]*
 - une implication des partenaires locaux et un processus d'évaluation adapté et participatif*
- Le Plan de Cohésion Sociale (P.S.C.) s'élabore au départ d'un diagnostic local de cohésion sociale construit par les acteurs locaux en concertation avec les acteurs régionaux. Les actions réalisées et les besoins restant à satisfaire sont identifiés afin de construire le cadre de la stratégie d'actions. Le travail en réseau et la conclusion de convention de partenariat sont encouragés pour la réalisation des actions. Le diagnostic doit être effectué par les communes, avec les associations, services et institutions concernés afin de faire apparaître les atouts, les faiblesses et les besoins locaux.*

Le travail en réseau pour renforcer la cohésion sociale est une condition sine qua non. Une commission d'accompagnement veille au bon déroulement du Plan de Cohésion Sociale (P.S.C.).

Ce plan inclut donc la participation de l'ensemble des acteurs sociaux de Tournai. A notre connaissance, ce travail n'a pas été fait au départ du Plan de Cohésion Sociale (P.S.C.) en 2009. En tout cas pas suffisamment. De nombreuses associations [dans les secteurs très divers : maisons de jeunes, Aide en Milieu Ouvert (AMO), maisons médicales,...] nous disent ne pas avoir été invitées à la démarche. D'ailleurs, nous ne pouvons que constater le manque de partenariat dans les projets en cours. Les seuls services mentionnés en dehors du SAIS sont Tremplin 2000, Infor Jeunes et Tournai Télé Assistance. Toutes les trois des ASBL paracommunales. Or, pour les axes d'actions qui doivent être couverts à savoir la santé, le logement, l'insertion socioprofessionnelle et les liens sociaux, intergénérationnels et interculturels, de nombreuses associations font déjà un travail remarquable à Tournai. Pourquoi ne pas mobiliser des synergies pour offrir un meilleur service à la population ?

La composition de la commission d'accompagnement devrait d'ailleurs être élargie à d'autres acteurs et pourquoi pas créer les synergies avec l'Assemblée générale du Relais Social Urbain où de nombreux acteurs sociaux sont présents ? Il faut penser à économiser les heures de réunion de chacun et rendre les lieux existants plus opérationnels.

Pour le projet personnel inter-quartier, nous nous posons la question du faible taux de participation. Seules 5 personnes sur 8 ont été engagées dans ce cadre alors que nous connaissons tous le nombre important de personnes en recherche d'emploi. Pouvez-vous nous éclairer sur la question ?

Des travailleurs de rue sont engagés pour faire un travail de proximité envers les plus démunis et ceux qui ne frappent pas toujours à la porte des institutions ou associations. Ne serait-il pas pertinent que ces éducateurs de rue soient présents durant les soirées (jusque 22 heures par exemple) quand les problèmes de "rue" sont sans doute les plus criants ?

Enfin, nous demandons que pour le futur Plan de Cohésion Sociale (P.S.C.), la pertinence des projets actuels puisse être posée en regard d'un diagnostic construit avec l'ensemble des acteurs sociaux. Finie l'ère du chacun son terrain d'action, nous devons construire tous ensemble la cohésion sociale de demain.

Nous demandons que l'ensemble des acteurs sociaux soient invités à participer au diagnostic parce que chacun connaît les réalités sociales de façon différente suivant son champ d'action et son secteur d'activités."

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE**, au nom du groupe cdH, intervient en ces termes :

" Nous sommes positivement étonnés de la transparence apportée lors de cette réunion de section. Toutes les questions posées ont obtenu réponse. De plus, les acteurs communaux sont apparus motivés pour mettre en place des projets.

Nous n'allons pas idéaliser : il faudra à l'avenir faire le maximum avec les institutions et associations, mais aussi avec les moyens financiers du possible.

Elargir le panel des contacts sociaux sera primordial pour établir le prochain Plan de Cohésion Sociale et avoir un débat enrichissant.

Nous espérons cependant que le débat aura lieu avant que le prochain Plan de Cohésion Sociale ne soit introduit.

Pour conclure et par référence à l'intervention de Madame la Conseillère communale C.LADAVID, nous ne sommes pas opposés à une sélection des projets. Une sélection de projets peut être positive et n'est pas nécessairement porteuse de sanction ou de discrimination à l'égard d'un projet qui ne serait pas sélectionné."

Monsieur le **Président de l'Assemblée** souhaite aller vite, mais en concertant les acteurs sociaux "sous la coupole" du Réseau Social Urbain selon une méthodologie efficace à élaborer en son sens :

" Idéalement le nouveau projet devrait revenir devant le Conseil communal avant fin juin, début juillet, celui-ci devant être déposé en septembre 2013."

Par 35 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 visant à remplacer les Plans de Prévention de Proximité par les Plans de Cohésion Sociale (P.C.S.) pour une première période de 2009 à 2013;

Vu l'appel à projets lancé le 17 décembre 2008 par la Région wallonne aux communes afin "d'inviter celles-ci à élaborer un projet de Plan de Cohésion Sociale en vue de promouvoir la Cohésion Sociale et l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux";

Vu le Plan de Cohésion Sociale approuvé en séance du 7 septembre 2009 (incluant les Projets de Tournai Télé Assistance et d'Infor Jeunes, concernés par l'Article 18 du Décret);

Considérant que les dispositions du Décret prévoient l'établissement d'un rapport annuel d'activités et d'un rapport financier qui doivent être impérativement transmis à la Région wallonne pour le 31 mars 2013 au plus tard;

Considérant que ces rapports doivent préalablement avoir reçu, d'une part, l'avis de la Commission d'accompagnement et, d'autre part, l'approbation du Conseil communal;

Considérant qu'en séance du 21 février 2013, la Commission d'accompagnement a examiné et approuvé le rapport d'activités et les rapports financiers;

Considérant que le rapport d'activités et les rapports financiers portent sur tous les projets mis en œuvre dans le cadre du P.C.S. en 2012, à savoir :

- Cellule de gestion (coordination de projets et secrétariat)
- AXE I : Insertion socio- professionnelle :
 - * Projet Personnel inter quartier (PIQ) ;
 - * Tremplin 2000 ;
 - * Accès au permis de conduire (projet déposé par «Infor Jeunes » dans le cadre de l’art.18 du Décret.
- AXE II : Logement :
 - * Projet « Logement de transit » ;
 - * Travail de rue (approche logement).
- AXE III : accès à la santé et traitement des assuétudes :
 - * Projet « P.R.I.S.M. » (réduction des risques en milieux festifs) ;
 - * Travail de rue (approche : prévention des assuétudes et de l’exclusion sociale) ;
 - * Achat d’un central téléphonique (projet déposé par Télé Assistance dans le cadre de l’art.18 du Décret).
- AXE IV : Retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels :
 - * Animations dans les villages (maisons de quartier de Templeuve et de Gaurain) ;
 - * Médiation de proximité ;
 - * Accès à l’information sans condition (par Infor Jeunes).

Sur proposition du Collège communal;

Par 35 voix pour et 3 abstentions;

APPROUVE :

1) le rapport d’activités 2012 annexé et résumé comme suit :

" Coordination :

Deux équivalents temps plein pris en charge par le P.C.S., auquel il convient d’ajouter 1 temps plein bénéficiant d’un subside Agence Wallonne pour l’Intégration des Personnes Handicapées (AWIPH).

Les missions de coordination consistent :

- 1) à assurer l’intendance des mesures mises en place tout en respectant les délais fixés
- 2) à coordonner les projets et les partenariats
- 3) à assurer les fonctions de chef de projet.

Cette année a été caractérisée par la mise en œuvre de deux activités majeures dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale, à savoir : l’évaluation globale du dispositif des Plans de Cohésion Sociale et la formation des chefs de projets.

Axe I. Insertion socioprofessionnelle

Personnel inter quartier :

Le projet « Personnel inter quartier » a pour objectif la prévention de la précarité, de la pauvreté et de l’exclusion sociale par la réinsertion socioprofessionnelle. Huit personnes maximum peuvent y être occupées simultanément.

Les stagiaires du PIQ sont affectés au service « Travaux » de la Ville de Tournai en fonction de leurs compétences, ce qui leur permet d’en acquérir d’autres enrichissantes et valorisantes.

En 2012, cinq personnes ont travaillé dans 4 services différents : Propreté, Voirie, Chauffage et Parachèvement. L'un d'entre eux a l'intention d'approfondir les connaissances acquises au sein du service « Chauffage » par une formation qualifiante.

Ces 5 stagiaires donnent satisfaction à leurs tuteurs, qui souhaitent les voir engagés par la Ville. L'accent a été mis sur la qualité de la sélection afin d'éviter de nombreux problèmes d'encadrement.

Tremplin 2000 :

Le total des heures exigées a été atteint, en l'occurrence 15.250 heures alors que 15.000 heures étaient exigées par l'agrément « Organisme d'Insertion Socioprofessionnelle ». Depuis la crise, « Tremplin 2000 » est confronté à un problème de placement des stagiaires en entreprise, particulièrement dans les PME. Le partenariat avec le « Logis » permet le placement d'une partie des stagiaires. D'autres sont intégrés dans un emploi d'un an grâce au service Insertion du CPAS et à la VILLE (via le PIQ).

La crise amène des profils improbables à « Tremplin 2000 » (exemple : un chef d'équipe travaillant depuis 30 ans). De même, on constate que les jeunes en recherche d'emploi ont des difficultés à se positionner par rapport à la globalisation du marché de l'emploi.

« Tremplin 2000 » rencontre des difficultés liées à un public carcéral relevant de la Défense sociale, ainsi qu'à un public parfois âgé de plus de 50 ans. Le projet 107 ne répond pas à l'urgence.

« Tremplin 2000 » est en attente d'un nouveau Décret en 2013, qui permettra de cibler les publics par rapport à des critères sous-régionaux. D'où le possible effet pervers de déplacement des publics vers les sous-régions aux critères leur étant plus favorables.

Enfin, la régionalisation des compétences en matière d'emploi est prévue en 2015.

Perspectives :

« Tremplin 2000 » est en attente du budget communal 2013 afin, d'une part, de pouvoir mettre sur pied les chantiers, notamment celui d'Havennes et, d'autre part, d'être en mesure - avant la relance saisonnière du secteur de la construction - d'organiser les stages qui commencent pour les derniers arrivés, fin mai.

Accès au permis de conduire : (projet introduit dans le cadre de l'article 18 du Décret)
Plus de 100 jeunes ont participé à ce projet. Une brochure a été réalisée avec des informations relatives à l'examen théorique ainsi qu'un triptyque sur le permis deux-roues. Les jeunes ont eu un accès gratuit au logiciel Feu Vert au sein du centre « Infor Jeunes » et au sein des Maisons de quartier.

Depuis janvier, les formations pour le permis deux roues destinées aux jeunes de 15 ans et plus ont été adaptées. La Maison de quartier de Templeuve est celle où cette animation est la plus pertinente au vu de la moyenne d'âge.

Perspectives : des discussions sont en cours afin de développer des collaborations avec les OISP (Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle) et autres publics demandeurs d'emploi.

Une nouvelle formation sera réalisée au mois de mai, dès la mise en vigueur de la nouvelle législation sur les deux roues.

Une prime sera disponible à partir du 1^{er} janvier 2013 en vue de l'apprentissage du permis pour les demandeurs d'emploi.

Axe II. Logement

Logements de transit :

La principale difficulté du projet réside dans le fait que les bénéficiaires sont principalement des personnes précarisées, qui ont tendance à rester le plus longtemps possible dans le logement étant donné le manque de logements à loyers modérés à Tournai. En outre, ce public tend à ne pas payer le loyer.

Les mesures prises en 2011 portant sur le recadrage de la méthodologie, sur la stricte limitation du public cible aux victimes de cas de force majeure et sur une perception correcte des loyers ont porté leurs fruits. Ainsi, tous les logements ont été libérés afin de pouvoir installer d'autres familles.

En tout, 20 personnes ont pu être logées durant l'année 2012.

Seule, une famille ne s'est pas acquittée du loyer. Elle n'a d'ailleurs occupé ce logement que durant un mois et a dû le quitter suite aux troubles causés.

Il ne s'agit donc pas d'un logement d'urgence. Des solutions de dépannage sont mises en place à cet effet par le CPAS.

Travail de rue (logement - Axe 2 et lutte contre l'exclusion sociale -Axe 3)

Le projet occupe 4 éducateurs équivalant à 3 temps plein et demi.

Cette année, un important travail de réflexion a été mené et porte sur une meilleure définition du public cible, sur la pertinence d'une permanence ainsi que sur son organisation et sur le recueil des données.

Pour l'année 2012 :

- 182 dossiers individuels ont été ouverts contre 139 en 2011; soit une augmentation de 31 % par rapport à l'exercice antérieur.
- 958 demandes ont été formulées auprès des travailleurs sociaux de rue, dont 222 en matière de logement. On note qu'en 2011, 493 demandes avaient été recueillies, soit une augmentation de plus de 90 %.
- 719 entretiens ont été effectués auxquels il convient d'ajouter 148 démarches complémentaires, c'est-à-dire des démarches accomplies hors de la présence du bénéficiaire (demandes de renseignements, contacts avec les administrateurs de biens,...).

Les demandes de logement s'effectuent davantage en période hivernale. L'ouverture de la Caserne Saint-Jean depuis deux ans amène un public demandeur de logement ainsi que des requêtes liées à la remise en ordre tant des documents administratifs que des situations de domicile.

Les partenaires du projet relaient également beaucoup de demandes. Les éducateurs sont amenés à accompagner plusieurs d'entre eux « physiquement » vers les lieux concernés. Certains demandeurs s'adressent aux éducateurs comme personne de confiance, n'osant pas se rendre seuls dans les institutions.

La réflexion méthodologique menée a permis d'améliorer la visibilité du projet tant vis-à-vis du public que vis-à-vis des partenaires. La participation des membres de l'équipe aux réseaux du *Relais Social Urbain de TOURNAI* et du *Projet 107* est devenue de plus en plus importante et devrait s'accroître encore davantage.

En termes de description du profil des demandeurs, les données n'ont pas encore été enregistrées systématiquement, mais cela sera bientôt le cas à la demande de la Région wallonne. Cependant, cela risque d'être difficile, car, en rue, les éducateurs ne peuvent pas être trop intrusifs et certains problèmes ponctuels se posent.

L'augmentation du travail administratif n'a pas lésé le travail en rue grâce à l'instauration d'un système de permanence.

Une partie du public touché correspond à un public complètement désaffilié. Certains ont des ressources, mais ont besoin d'une relance. Il s'agit d'un public déstructuré, qui a des contacts avec les institutions puis qui, parfois, les perd. La langue peut également être à l'origine du problème.

Axe III. Santé et assuétudes

Prévention, Réduction des risques et Information dans les lieux de sorties et de Mégadancings de Tournai et Mouscron (PRISM) :

Il s'agit d'un projet de réduction des risques en matière de consommation de substances psychotropes en milieu festif. L'action s'étend jusqu'à Mouscron, en collaboration avec le service de Prévention de cette Ville et le projet tournaisien « *Périscopes* ». L'action vise une présence sur les lieux et une réduction des comportements à risques.

Comme les années précédentes, des actions ont été organisées afin de distribuer des brochures adaptées, des préservatifs et des bouchons d'oreille au public.

Perspectives :

En 2013, une réflexion avec les partenaires est à envisager dans la mesure où « Modus Vivendi », association bruxelloise en matière de réduction des risques, qui remet des avis en la matière à la Fédération Wallonie-Bruxelles, entend imposer le recours à l'intervention de pairs, c'est-à-dire d'usagers de produits y compris illicites.

Tournai Télé Assistance : (projet introduit dans le cadre de l'article 18 du Décret)

Le projet prévoit le placement des appareils de télé-assistance (télé-vigilance) chez des personnes dépendantes. Ces appareils sont reliés à la centrale téléphonique des pompiers, ce qui permet de prévenir immédiatement les personnes de référence (famille, voisins,...) et/ou d'envoyer rapidement les secours sur place, en cas de problèmes de santé, chutes, etc. Cette action favorise le maintien des bénéficiaires à domicile. Un renouvellement régulier du stock des appareils de télé-vigilance a été effectué afin de remplacer les appareils défectueux et d'augmenter le nombre de personnes bénéficiant de ce service.

Perspectives :

- poursuite du projet par une augmentation de l'offre.

Axe IV. Liens sociaux, intergénérationnels et interculturels

Maisons de quartier de Templeuve et de Gaurain :

Pour rappel, les deux actions visent toutes deux un public d'adolescents âgés de 12 à 18 ans issus de milieux défavorisés dans les villages de Tournai, dont, notamment, Gaurain et Templeuve qui disposent de deux Maisons de quartier. Elles s'adressent aux jeunes après les heures scolaires afin de leur proposer des animations collectives éducatives et un suivi individuel adapté aux problématiques qu'ils rencontrent.

La Maison de quartier de Gaurain a développé des axes de travail liés à l'accrochage scolaire, à l'expression artistique, au développement des liens intergénérationnels, au développement de l'esprit de coopération et d'intérêt général, à l'ouverture socioculturelle, à la responsabilisation et à la socialisation.

Un accent particulier a été mis sur un travail éducatif global en lien direct avec les parents et les écoles.

La Maison de quartier de Templeuve est présentée plus en détail, celle de Gaurain l'ayant été en avril 2012, lors d'une précédente réunion de la Commission.

77 jeunes ont fréquenté le local en 2012 (51 garçons et 26 filles). La répartition en termes d'âge est similaire à celle de 2011 : les 16-18 ans sont les plus représentés. 67 d'entre eux vont à l'école [filières techniques-professionnelles et Centre d'Education et de Formation en Alternance (CEFA) plus représentées]. Une « vague » de passages vers le CEFA a été constatée cette année.

Parmi ces jeunes :

- 40 ont été suivis individuellement par les éducateurs, dont 16 pour le décrochage scolaire ou des difficultés liées à leur orientation scolaire
- 12 pour des problèmes de violence
- 25 concernant leur consommation de cannabis et/ou d'alcool
- 6 en raison de « démêlés » avec la Police ou avec la Justice
- 7 à cause de leurs relations problématiques avec leurs parents.

Les éducateurs ont constaté, d'une part, une augmentation de la consommation de cannabis chez les jeunes en 2012 et, d'autre part, la banalisation de celle-ci.

La situation de certains jeunes tendant à se dégrader, une collaboration sera mise en place fin mars avec les éducateurs de rue et/ou de « *Périscope* ».

En matière de violence, une collaboration est programmée avec les médiateurs de proximité, dont certains ont une expérience d'éducateur avec des adolescents. Un des médiateurs s'investira dès le mois de mars dans la prévention des conflits et de la violence dans les deux maisons de quartier. Il exploitera pour ce faire les outils propres à sa discipline.

En termes de décrochage scolaire ou de difficultés d'orientation scolaire, des animations ciblées sont prévues en juin et septembre 2013 avec Infor Jeunes sur les orientations possibles des jeunes. D'autre part, le PCS de Tournai participe activement au projet du CSEF (Comité subrégional de l'emploi et de la formation) « Tremplin vers une vie active ».

En matière de délinquance, l'accompagnement des jeunes et parfois des parents ainsi que la mise en place d'un cadre pour les jeunes et leur responsabilisation sont au centre de l'action des éducateurs.

Le Service Provincial de la Jeunesse (SPJ) et le Service d'Aide à la Jeunesse (SAJ) ont sollicité la Maison de quartier dans deux cas particuliers.

L'attention est attirée sur l'inconvénient de ce genre de collaboration par rapport au maintien du lien de confiance. Dans le cas de la Maison de quartier, l'équipe y est très attentive.

L'atelier "graphes" s'est développé au rythme des jeunes et en fonction des exigences de finition et de préparation. Les supports proposés aux jeunes ont été multipliés (toiles, pochoirs, t-shirts et casquettes).

« *Été solidaire, je suis partenaire* » a été mené pour la première fois et avec succès. Les effets bénéfiques : l'image positive des jeunes, le rapport entre les jeunes et les adultes bénéficiaires qui ont apprécié l'implication des jeunes, leur sérieux et leur respect. Autres conséquences : la mise en évidence de côtés positifs méconnus de certains jeunes (valorisation de ceux-ci), l'image positive de la Maison de quartier, l'affranchissement de certains jeunes par leurs contacts avec les bénéficiaires de 60 ans et plus, etc.

Médiation :

Pour rappel, ce service offre aux Tournaisiens en conflit une alternative à la Police et à la Justice. Il s'agit d'une démarche volontaire facilitant la communication grâce à l'intervention de médiateurs professionnels assurant le rôle de tiers neutre et impartial et visant à susciter chez les parties des accords à l'amiable.

Autant de dossiers ont été ouverts en 2012 qu'en 2011 malgré l'absence de promotion. La Police reste le plus important relais de cas. Une nouvelle promotion sur base des nouveaux modèles d'affiches et de tracts est prévue en 2013.

Perspectives : un axe de travail en prévention des conflits et de la violence chez les jeunes en Maison de quartier, sera développé dès le mois de mars par l'un des trois médiateurs qui exploitera dans ce sens les outils propres à sa discipline.

Information de proximité (action d'Infor Jeunes)

Divers thèmes d'animations ont été développés. Une collaboration avec la Ville via le site Internet a été mise en œuvre.

La collaboration en termes de médiation par rapport au service Logement et en termes d'animations en Maison de quartier se poursuit avec le S.A.I.S.. Les jeunes des Maisons de quartier ont participé à des projets d'Infor Jeunes.

« Infor Jeunes » se rend dans chaque Maison de quartier une fois par mois et participe notamment à une animation sur l'éducation aux médias.

Perspectives générales :

Pour 2013, tous les subsides seront identiques à ceux de 2012.

Des investissements sont prévus, à savoir 34.900,63 € en achat de matériel pour Tournai-Télé-Assistance et 2.600,00 € pour les ordinateurs.

La Commission marque son accord sur ce point.

La Région wallonne appelle les Villes qui le désirent à manifester pour le 31 mars 2013 leur volonté de s'inscrire dans les prochains Plans de Cohésion Sociale (2014 – 2019).

Les mêmes critères d'attribution des subsides seront appliqués. Reste à voir combien de Villes voudront participer en tenant compte que le budget total restera inchangé.

Pour être recevable, le projet devra s'appuyer sur un diagnostic réactualisé. Il sera fait appel aux partenaires comme ce fut le cas pour le précédent PCS. Le délai pour réaliser cet exercice est fixé au 27 mai 2013, de façon à pouvoir présenter le projet du Plan 2014-2019 à l'approbation du Conseil communal du 17 juin 2013 puis de l'envoyer à la Région wallonne pour le 15 septembre 2013 au plus tard.

Divers :

Les services de « Tremplin 2000 » et du personnel » inter quartier » soulignent l'importance de sélectionner des candidats aux stages de façon appropriée. En effet, les tuteurs ont des responsabilités de plus en plus grandes et n'ont pas toujours la formation requise dans la mesure où ils sont de plus en plus jeunes (renouvellement du personnel et son non remplacement partiel). Ils n'ont donc pas toujours « les reins suffisamment solides » pour assumer ces responsabilités. Il est donc important de choisir des bénéficiaires au profil le plus approprié possible afin de s'adapter à ce contexte et de ne pas risquer une future fin de non-recevoir de la part des lieux de stage.";

2) le rapport financier relatif au Plan de Cohésion Sociale 2012 joint en annexe et expliqué comme suit :

"Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, le Plan de Cohésion Sociale alloue à la Ville de Tournai une subvention de 521.750,64 €.

La participation financière minimale à charge de la Ville est de 25 %, soit 130.437,66 €, pour pouvoir percevoir l'intégralité des subsides.

Le montant total des dépenses pour l'exercice est de 715.067,59 €. La participation de la Ville est donc de 193.316,95 €. Par rapport à l'exercice précédent, on constate une augmentation des dépenses de 31.391,46 €.

Bien que l'enveloppe budgétaire accordée par la Région soit indexée, l'augmentation du subside par rapport à l'année passée ne suffit pas à couvrir l'accroissement des frais liés à l'ancienneté du personnel. Comme pour les exercices précédents, ce phénomène est la cause principale de l'augmentation de la participation communale.

De même que pour l'exercice précédent, des efforts ont été accomplis afin de diminuer les dépenses. Ainsi, pour l'ensemble des dépenses autres que celles relatives au personnel, une économie de 4.017,19 € a été réalisée, soit 2,97 %, par rapport à 2011.

Malheureusement, elle ne compense pas l'augmentation des frais de personnel qui a été de 35.408,65 €, soit 6,45 %.

Les investissements ont porté sur l'achat d'ordinateurs pour un montant de 1.340,68 €
Remarquons que les dépenses relatives au personnel inter quartier dépendent du taux de présence des bénéficiaires (incontrôlable).";

3) le rapport financier 2012 relatif à l'article 18 du Décret annexé et expliqué comme suit :

"Dans la mesure où les projets sont toujours susceptibles d'évoluer avec la réalité sur le terrain, il serait dommage de ne pouvoir procéder à des adaptations à cause d'un texte trop rigide ou d'un type de dépenses trop ciblé.

Par conséquent, une modification des conventions a été introduite afin de permettre plus de souplesse dans l'utilisation des subsides de l'article 18.

Les conventions ont été libellées de façon plus générale. Ces modifications ont été approuvées par le Conseil communal du 18 juin 2012.

Le Gouvernement wallon a décidé d'allouer, en 2012, à la Ville de Tournai un montant de 41.300,63 € pour la mise en œuvre des actions présentées dans le cadre de l'article 18 du Décret.

A cet égard, on constate qu'aucune participation financière n'est demandée à la Ville.

Le premier projet soutenu dans ce cadre consiste en l'achat d'appareils de télé-vigilance afin de renouveler les appareils défectueux et d'augmenter l'offre de service dans le but de poursuivre le développement de l'action.

Pour l'exercice 2012, le budget prévu pour ce projet est de 34.900,63 €.

Le second projet, mis en œuvre par Infor Jeunes, vise à favoriser l'accès au permis de conduire. Il s'agit d'un apprentissage accompagné (individuellement ou collectivement) du permis de conduire à partir d'un logiciel approprié et destiné à un public en besoin d'insertion socioprofessionnelle. Cette action bénéficie d'un subside de 6.400,00 € qui ont servi à prendre en charge les frais de fonctionnement (secrétariat, animations,...).

Ce rapport n'appelle pas d'autres commentaires puisque la participation financière de la Ville n'est pas requise."

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN, J-M.VANDENBERGHE, C.MICHEZ, G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, B.MAT, Mme H.CLEMENT-COUPLET, M. J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAVEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. X.DECALUWE, L.COUSAERT, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M-C.LEFEBVRE, C.LADAVID, M. G.DENONNE

4. Convention de partenariat "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" entre l'ASBL Culture.Wapi et la Ville de Tournai. Avenant n° 2. Approbation.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La volonté de la Ville de Tournai est de refonder sa politique culturelle à partir de la mise sur pied d'"Etats généraux de la Culture" selon la logique d'émancipation par la culture impulsée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Dans ce contexte, il est à noter que le développement culturel occupe une place prépondérante dans la "Déclaration de Politique communale" que vous avez adoptée le 18 décembre 2012 où la culture est en étroite relation avec plusieurs lignes directrices tracées pour l'essor de la Ville de Tournai.

Outre les aspects décrits ci-dessus, la Ville de Tournai jouit également d'un statut de première Ville et capitale de Wallonie picarde au regard de son implication historique, géographique, démographique et administrative dans la construction de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai.

C'est au travers de cette dynamique supracommunale que la dimension culturelle a été confiée à l'ASBL Culture.Wapi afin de dynamiser les capacités créatives présentes sur le territoire s'étendant de Comines à Enghien.

Dans ce contexte et en vue d'organiser les "Etats généraux de la Culture" de la Ville de Tournai, il vous est proposé d'approuver les termes du projet d'avenant n° 2 à la convention de partenariat "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" établi entre la Ville de Tournai et l'ASBL Culture.Wapi visant à confier à cette dernière l'organisation de ladite manifestation. Cette initiative permettra de reconnaître et de soutenir de manière optimale les organismes œuvrant au développement culturel de notre commune dans la perspective de la candidature de la Ville de Tournai au titre de Métropole culture en 2018.

La contribution financière à l'organisation des "Etats généraux de la culture" de la Ville de Tournai se fera ainsi au départ de la subvention annuelle prévue dans le cadre de la convention de partenariat signée entre la Ville de Tournai et l'ASBL Culture.Wapi relative au Projet "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" que vous avez approuvée le 25 avril 2012.

Enfin pour votre parfaite information, ce projet d'avenant à la Convention a été élaboré en concertation entre les intervenants à celle-ci et le Service Juridique de la Ville."

Monsieur le Conseiller communal **X.DECALUWE** découvre le projet et la convention de partenariat et souhaiterait qu'un comité d'accompagnement puisse "faire régulièrement le point" sur ce dossier ainsi que sur les Assises de la Culture".

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** intervient au nom du Groupe ECOLO :

" Cette convention octroie un subside annuel de 69.000,00 € à l'ASBL Culture.Wapi, dans la perspective de la candidature tournaisienne comme métropole culturelle en Fédération Wallonie picarde en 2018. Pour rappel, Culture.Wapi est déjà réceptacle de la cotisation de Tournai pour la participation de la Wallonie picarde à Mons 2015, 40.000,00 €. Nous savons que la majorité est sensible au développement culturel de notre ville, nous aussi ! Mais nous ne comprenons plus vos montages financiers.

Fédérer les communes en vue d'un projet phare qui les mette en évidence lors de Mons 2015, c'est le rôle de Culture.Wapi de réaliser ce projet ambitieux. Nous avons marqué notre accord pour que la Ville s'implique financièrement. Cependant, nous n'avons aucun retour de ce qui

se prépare pour Mons 2015. Nous voudrions que les mandataires communaux, et donc, les Tournaisiens obtiennent une réunion explicite à ce sujet.

Par contre, sur le projet Tournai Métropole culturelle en 2018, nous restons plus sceptiques. Tout d'abord, parce que cela reste une candidature et non une certitude. Des fonds importants sont injectés chaque année par la ville jusqu'à cette année "mythique" 2018 !

Face à cela, de nombreux besoins ne sont pas rencontrés : la culture à Tournai, ce sont aussi de multiples acteurs culturels à différents niveaux qui ont bien besoin de soutien et d'aides dès maintenant et non dans une perspective d'événements-phare en 2018 !

Nous avons aussi un questionnement sur l'organisation des Etats généraux de la culture remis entre les mains de Culture.Wapi. Tout d'abord, dans votre déclaration de politique communale, vous faites référence à l'organisation d'états généraux de l'associatif et non de la culture (page 26 : "les états généraux de l'associatif permettront de dresser l'inventaire et de connaître les attentes du secteur associatif.").

Parlez-vous de la même chose aujourd'hui ? Pour nous, c'est différent car le tissu associatif regroupe bien plus que les acteurs dits culturels, au sens où on l'entend généralement.

Dans votre déclaration de politique communale, vous mettez aussi en évidence le rôle clef de l'échevinat de la culture dans la perspective de dresser l'inventaire des ressources en matière culturelle et de développer la collaboration entre les acteurs. Alors, pourquoi l'"Echevinat de la Culture" n'est-il plus l'organisateur d'états généraux ?

Pour rappel, Culture.Wapi est déjà l'acteur principal de l'organisation des assises culturelles de la Wallonie picarde prévues aussi en 2013 : les 2 organisations seront-elles fusionnées ?

Notre vision politique de la culture est d'en faire un élément d'émancipation par la création artistique, par la création de projets, par le développement de projets collectifs des habitants. Nous pensons que la politique culturelle a un lien direct avec la cohésion sociale dont nous parlions au point précédent et c'est d'ailleurs aussi dans cette perspective que s'inscrivent les états généraux de la culture en Fédération Wallonie-Bruxelles. Je cite la Ministre "*La nouvelle politique culturelle prend des mesures pour garantir la diversité, des actions pour assurer la participation de tous et des moyens pour soutenir l'action remarquable de nos acteurs culturels et sociaux.*"

C'est pour nous, l'élément essentiel lorsque les moyens budgétaires sont limités."

Monsieur le **Président de l'Assemblée** note que l'ASBL Culture.Wapi joue le rôle d'ensemblier, ayant en son sein des experts de la culture, experts judiciaires et disposant du recul nécessaire :

" Les Assises de la Culture en Wallonie picarde, projet porté par l'ASBL Culture.Wapi et les assises culturelles de la Ville ne sont pas parallèles ni entièrement liées. Mais il y a un sens à donner du crédit aux projets portés par l'ASBL Culture.Wapi dans l'objectif de reconnaissance de Tournai comme Métropole culture en Fédération Wallonie Bruxelles, une culture ayant besoin, bien entendu, d'un adjuvant social."

Monsieur l'**Echevin de la Culture T.BOUZIANE** complète l'intervention du Président de l'Assemblée :

" Les Etats Généraux de la Culture s'intituleront "Le printemps de la culture". Ils devaient débuter début mars, mais les conditions climatiques de ce début de printemps nous ont conduits à reporter leur lancement début mai 2013.

Ils seront basés sur un processus participatif associant tant les opérateurs de la culture que les associations et les citoyens.

Des réunions se dérouleront dans les villages.

Seul le côté opérationnel est confié à l'ASBL Culture.Wapi.

Dix thématiques sectorielles et transversales seront identifiées.

Une séance plénière se tiendra en septembre 2013 au cours de laquelle un rapport de synthèse sera présenté.

La répartition financière de ce partenariat s'organise principalement comme suit :

* 30.000,00 € jusqu'en 2015 pour "Les inattendues"

* 21.500,00 € pour les Etats Généraux de la Culture."

Pour conclure, Monsieur l'Echevin de la Culture s'adresse à Madame la Conseillère communale M-C.LEFEBVRE :

" Pour répondre à votre question, Madame LEFEBVRE, l'associatif culturel fera partie intégrante des Etats Généraux, mais tout le monde associatif n'y sera pas associé."

Et Monsieur le **Président de l'Assemblée** de conclure : "Ce sera pour le futur".

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la convention de partenariat signée entre la Ville de Tournai et l'ASBL Culture.Wapi relative au Projet "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" approuvée par le Conseil communal du 25 avril 2012;

Considérant la volonté de la Ville de Tournai de refonder sa politique culturelle à partir de la mise sur pied d'"Etats généraux de la Culture" selon la logique impulsée par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que les objectifs de la Fédération Wallonie-Bruxelles se traduisent au travers d'une volonté d'émancipation par la culture et par la concrétisation de deux missions principales que sont garantir la diversité et l'accessibilité à la culture;

Considérant que le développement culturel occupe une place prépondérante dans la "Déclaration de Politique communale" adoptée en séance du 18 décembre 2012;

Considérant que la Ville de Tournai est positionnée en tant que première Ville et capitale de Wallonie picarde de par son implication historique, géographique, démographique et administrative dans la construction de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai;

Considérant que la dynamique de développement culturel de la Wallonie picarde a été confiée à l'ASBL Culture.Wapi;

Considérant que d'une manière globale et à travers les "Etats généraux de la Culture", il s'agit de reconnaître et de soutenir de manière optimale les organismes œuvrant au développement culturel et d'en dresser l'inventaire des associations, institutions, organismes,... culturels repris sur notre territoire ainsi que de mettre en concordance les attentes de ces dernières avec celles de la population;

Considérant en outre que les "Etats généraux de la Culture de Tournai" ont notamment pour objectif de construire la candidature de la Ville de Tournai au titre de Métropole culture en 2018;

Considérant que la contribution financière à l'organisation des "Etats généraux de la culture" de la Ville de Tournai se fera au départ de la subvention annuelle prévue dans le cadre de la convention de partenariat signé entre la Ville de Tournai et l'ASBL Culture.Wapi relative au Projet "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" approuvée par le Conseil communal du 25 avril 2012;

Considérant que l'article 3 point n° 1 la convention de partenariat "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" stipule que dans "le cadre des projets de la dynamique "Métropole Culture en Fédération Wallonie – Bruxelles" et de la dynamique culturelle dans le développement du projet de territoire Wallonie picarde 2025 et leur valorisation pour la Ville de Tournai doivent se préciser chaque année dans une note explicative des projets liés à la présente convention; ceux-ci font l'objet d'un avenant annuel à la présente convention, accompagnés d'une perspective d'utilisation budgétaire";

Considérant dès lors que, dans ce contexte, un Comité d'Accompagnement, en exécution de l'article 3 point 2c. de ladite convention, sera organisé;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- **d'approuver** les termes du projet d'avenant n° 2 à la convention de partenariat "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" établi entre l'ASBL Culture.Wapi et la Ville de Tournai :

" Entre :

l'ASBL CULTURE POINT WAPI (Culture•Wapi),
boulevard des Frères Rimbaut, 2 à 7500 Tournai,
représentée par son Président, Raphaël DEBRUYN,
ci-après dénommée "Culture•Wapi"

et :

la Ville de Tournai,
rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai,
représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale,
et par M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du
Conseil communal du 25 mars 2013,
ci-après dénommée "la Ville de Tournai".

Préambule

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de l'exécution des articles 3.1 et 4.a de la convention de partenariat "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" conclue le 26 octobre 2012 entre la Ville de Tournai et Culture.Wapi lesquels stipulent :

Article 3.1 : "Le cadre des projets de la dynamique "Métropole Culture en Fédération Wallonie – Bruxelles" et de la dynamique culturelle dans le développement du projet de territoire Wallonie picarde 2025 et leur valorisation pour la Ville de Tournai doivent se préciser chaque année dans une note explicative des projets liés à la présente convention. Ceux-ci font l'objet d'un avenant annuel à la présente convention, accompagnés d'une perspective d'utilisation budgétaire. Cet avenant devra être approuvé chaque année par la Ville de Tournai selon les modalités fixées ci-après.

Article 4.a : "La Ville de Tournai s'engage à verser une subvention de 69.000,00 € par an durant la présente convention, en ce compris pour l'année 2011, sur le compte bancaire XXXX ouvert au nom de Culture.Wapi et dédié à être le réceptacle de l'ensemble des cotisations de la dynamique "Métropole Culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" en Wallonie picarde.

Cette subvention sera affectée conformément aux perspectives budgétaires précisées dans l'avenant annuel dont question à l'article 3.1 ci-avant.

Le projet faisant l'objet du présent avenant s'inscrit à la fois dans le cadre de la volonté de la Ville de Tournai de refonder sa politique culturelle à partir de la mise sur pied d'"Etats généraux de la culture" selon la logique impulsée par la Fédération Wallonie-Bruxelles se traduisant par un objectif principal qui est l'émancipation par la culture, et impliquant deux missions sous-jacentes que sont : la garantie de la diversité et de l'accessibilité, au travers de six principes d'actions : la transversalité, la qualité, l'équité, l'interculturalité, la participation et les chaînes culturelles.

Les contours de la nouvelle politique culturelle en Fédération Wallonie-Bruxelles sont tournés vers l'émancipation du citoyen, réservant une place accrue aux publics, aux artistes, aux créateurs et aux associations d'éducation permanente et de jeunesse.

Aussi, la culture occupe une place importante dans la "Déclaration de Politique communale" adoptée par le Conseil communal du 18 décembre 2012. La culture est en relation avec plusieurs des lignes directrices tracées pour le développement de la Ville.

En outre, les "Etats généraux de la culture" de la Ville de Tournai ont également pour objectif de construire la candidature de la Ville au titre de Métropole culture en 2018.

Le présent avenant a pour objet d'inclure ce projet de mise en œuvre des "Etats généraux de la culture" dans le programme "Métropole Culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" en exécution de la convention dont question ci avant et d'y associer à cet effet Culture.Wapi, de préciser la mission de cette dernière pour ce projet et de fixer le montant de la subvention y affecté conformément à l'article 4.a reproduit ci-avant.

Gouvernance du projet commun

En exécution des articles 3.1 et 4.a de la convention de partenariat "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" conclue entre les parties le 26 octobre 2012 en exécution d'une décision du Conseil communal du 25 avril 2012, les parties marquent leur accord sur le développement du projet suivant :

- Mise sur pied des états généraux de la culture avec notamment pour objectif de construire la candidature de la Ville au titre de Métropole culture en 2018.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet :

- i. Culture.Wapi prendra tous les contacts utiles pour garantir la mise en œuvre de ce projet
- ii. Culture.Wapi est, en tant que structure d'appui du Conseil de Développement de Wallonie picarde et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'ingénieur institutionnel régional pilote des "Etats généraux de la Culture de Tournai"
- iii. Culture.Wapi assurera la coordination de l'opérationnalisation des Etats généraux de la culture de Tournai
- iv. Culture.Wapi s'engage à ce que les actions dans le cadre de la dynamique "Etats généraux de la culture de Tournai" veillent à solliciter les opérateurs et acteurs culturels-clés de la Ville de Tournai

Culture.Wapi s'engage à produire un document de synthèse à l'issue du processus de consultation du monde culturel, artistique et associatif, dont la publication coïncidera avec la plénière de clôture des "Etats généraux de la culture de Tournai" fixée le 21 septembre 2013.

Un Comité d'Accompagnement composé du Bourgmestre ou de son représentant, de l'Echevin de la Culture, du Directeur de l'Observatoire des Politiques culturelles, de l'inspecteur/trice du Ministère de la Culture qui a la charge du territoire de la Ville de Tournai, d'un représentant du secteur tourisme de la Ville de Tournai, d'un représentant du Conseil de développement de Wallonie picarde, d'un représentant de la SMART, ainsi que de la directrice de l'Agence culturelle de Wallonie picarde, sera chargé de rédiger un document-cadre précisant les objectifs et la méthodologie des Etats généraux de la Culture de Tournai et du suivi de la présente convention. Son secrétariat sera assuré par le Service des Affaires culturelles de la Ville.

Culture.Wapi exercera sa mission dans le strict respect des modalités contractuelles fixées par la convention de partenariat "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles".

La Ville de Tournai s'engage à affecter la somme de 21.500,00 € au départ de la subvention annuelle prévue par l'article 4.a de la convention de partenariat dont question ci-avant.

Les dispositions prévues par la convention de partenariat "Métropole culture en Fédération Wallonie-Bruxelles" sont d'application pour l'application du présent avenant.";

- **de désigner** l'ASBL Culture.Wapi pour l'organisation des "Etats généraux de la Culture" à Tournai ainsi que la remise d'un document de synthèse à l'issue du processus de consultation du monde culturel, artistique et associatif, dont la publication coïncidera avec la plénière.

5. Tournai, place Paul-Emile Janson. Conventions de mise à disposition entre la Ville et, d'une part, le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai » et, d'autre part, l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai ». Approbation.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai a acquis, en date du 19 décembre 2008, le bâtiment sis à Tournai, place Paul-Emile Janson, 1, cadastré ou l'ayant été Section F n° 332 f, d'une contenance cadastrale de 8 a 79 ca afin d'y installer l'Office du Tourisme et le spectacle « Le Couloir du Temps ».

Nous avons souhaité mettre des locaux de ce bâtiment à disposition de divers organismes, dont l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai » et le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai ».

Selon les plans d'aménagement du bâtiment communal en question, il appert que :

- deux locaux situés au 1^{er} étage de l'immeuble sont destinés à accueillir le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai »
- un local situé au 2^{ème} étage de l'immeuble est destiné à accueillir l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai »

Lors de notre séance du 24 mai 2012, nous avons marqué notre accord sur les termes des projets de convention entre, d'une part, la Ville de Tournai et le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai » et, d'autre part, l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai », dont les modalités peuvent se résumer comme suit :

a) groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai »

- la mise à disposition est conclue pour une durée de trois ans
- chacune des parties peut y mettre fin à l'échéance de la période de trois ans moyennant un préavis donné par lettre recommandée au moins 6 mois à l'avance
- la mise à disposition est consentie à titre gratuit
- l'occupant prend directement en charge les frais liés à ses consommations individuelles relatives aux espaces qui lui sont réservés, notamment :
 - * eau et électricité
 - * téléphonie et internet
 - * les frais de nettoyage
- l'occupant paiera à la Ville de Tournai un montant forfaitaire annuel de 900,00 € indexé (et qui peut être revu en fonction de la consommation et des prix du marché) pour ce qui concerne les frais de chauffage des espaces réservés
- l'occupant a accès aux espaces réservés et aux espaces partagés sans limitation d'heures moyennant le respect des conditions suivantes :
 - * l'occupation de la salle LACASSE et de l'auditorium se fera sur base d'un planning annuel transmis au responsable de l'Office de Tourisme
 - * pour toute occupation en dehors des heures d'ouverture de l'Office de Tourisme, l'occupant devra prévoir, à sa charge, la présence d'une société de gardiennage agréée. Cet organisme se chargera de la fermeture et de la sécurisation de l'ensemble du bâtiment
- l'occupant prend en charge les droits d'enregistrement et autres frais éventuels résultant de la convention
- l'occupant prend également en charge tous les impôts et taxes frappant les espaces réservés

b) ASBL « Association des Guides de la Ville de Tournai »

- la mise à disposition est conclue pour une durée indéterminée
- chacune des parties peut y mettre fin à tout moment moyennant un préavis de trois mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois qui suit sa notification
- la mise à disposition est consentie à titre gratuit
- l'occupant prend directement en charge les frais liés à ses consommations individuelles relatives aux espaces qui lui sont réservés, notamment :
 - * eau et électricité
 - * téléphonie et internet

- * les frais de nettoyage
- l'occupant paiera à la Ville de Tournai un montant forfaitaire annuel de 360,00 € indexé (et qui peut être revu en fonction de la consommation et des prix du marché) pour ce qui concerne les frais de chauffage des espaces réservés.
- l'occupant a accès aux espaces réservés uniquement durant les heures d'ouverture de l'Office de Tourisme fixées par l'Autorité communale.
- l'occupant prend en charge les droits d'enregistrement et autres frais éventuels résultant de la convention
- l'occupant prend également en charge tous les impôts et taxes frappant les espaces réservés.

Il a également été convenu que les frais de nettoyage (effectué par le personnel communal), de consommation de chauffage, eau et électricité afférents aux « espaces partagés » seront pris en charge par la Ville.

Le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai » a marqué son accord sur les modalités de la convention à intervenir aux termes d'un e-mail daté du 26 septembre 2012.

A l'inverse, l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai » a informé l'Administration communale des remarques formulées par son Conseil d'Administration sur ledit projet.

Suite aux divers contacts entre Madame l'Echevine L.DEDONDER et Monsieur le Président de ladite ASBL, il est apparu que ce dernier marquerait son accord sur la convention à condition que la redevance inhérente aux frais de chauffage (360,00 €/an indexée) ne soit ni indexée ni revue en fonction de la consommation et des prix du marché.

Nous avons décidé d'accéder à la requête de l'ASBL lors de notre séance du 1^{er} février 2013. L'alinéa 4 de l'article 3 a été modifié en conséquence :

" En ce qui concerne les frais de chauffage pour l'espace réservé, l'occupant paiera à la Ville un montant forfaitaire annuel s'élevant à 360,00 €.
Il ne sera ni indexé ni revu en fonction de la consommation et des prix du marché. (...)".

Les autres clauses du projet de mise à disposition, que nous avons arrêtées le 24 mai 2012, restent inchangées.

En notre séance du 8 mars 2013, nous sommes revenus sur notre décision du 1^{er} février 2013 en ce sens que la redevance annuelle due par l'ASBL « Association des Guides de la Ville de Tournai » pour les frais de chauffage sera finalement indexée et que le subside octroyé à ladite ASBL sera adapté en conséquence.

Nous vous invitons à marquer votre accord sur les termes des conventions de mise à disposition entre, d'une part, la Ville de Tournai et le groupement européen de coopération territoriale "Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai" et, d'autre part, l'ASBL "Association des guides de la Ville de Tournai".

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai a acquis, en date du 19 décembre 2008, le bâtiment sis à Tournai, place Paul-Emile Janson, 1, cadastré ou l'ayant été Section F n° 332 f, d'une contenance cadastrale de 8 a 79 ca afin d'y installer l'Office du Tourisme et le spectacle « Le Couloir du Temps »;

Considérant le souhait du Collège communal de mettre des locaux de ce bâtiment à disposition de divers organismes, dont l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai » et le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai »;

Considérant qu'il s'agit conformément aux plans d'implantation du bâtiment communal :

- de deux locaux situés au 1^{er} étage de l'immeuble destinés à accueillir le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai »
- d'un local situé au 2^{ème} étage de l'immeuble destiné à accueillir l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai »;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 24 mai 2012, a marqué son accord sur les termes des projets de convention entre, d'une part, la Ville de Tournai et le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai » et, d'autre part, l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai », dont les modalités peuvent se résumer comme suit :

a) groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai »

- la mise à disposition est conclue pour une durée de trois ans
- chacune des parties peut y mettre fin à l'échéance de la période de trois ans moyennant un préavis donné par lettre recommandée au moins 6 mois à l'avance
- la mise à disposition est consentie à titre gratuit
- l'occupant prend directement en charge les frais liés à ses consommations individuelles relatives aux espaces qui lui sont réservés, notamment :
 - * eau et électricité
 - * téléphonie et internet
 - * les frais de nettoyage
- l'occupant paiera à la Ville de Tournai un montant forfaitaire annuel de 900,00 € indexé (et qui peut être revu en fonction de la consommation et des prix du marché) pour ce qui concerne les frais de chauffage des espaces réservés
- l'occupant a accès aux espaces réservés et aux espaces partagés sans limitation d'heures moyennant le respect des conditions suivantes :
 - * l'occupation de la salle LACASSE et de l'auditorium se fera sur base d'un planning annuel transmis au responsable de l'Office de Tourisme
 - * pour toute occupation en dehors des heures d'ouverture de l'Office de Tourisme, l'occupant devra prévoir, à sa charge, la présence d'une société de gardiennage agréée. Cet organisme se chargera de la fermeture et de la sécurisation de l'ensemble du bâtiment
- l'occupant prend en charge les droits d'enregistrement et autres frais éventuels résultant de la convention
- l'occupant prend également en charge tous les impôts et taxes frappant les espaces réservés

b) ASBL « Association des Guides de la Ville de Tournai »

- la mise à disposition est conclue pour une durée indéterminée
- chacune des parties peut y mettre fin à tout moment moyennant un préavis de trois mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois qui suit sa notification

- la mise à disposition est consentie à titre gratuit
- l'occupant prend directement en charge les frais liés à ses consommations individuelles relatives aux espaces qui lui sont réservés, notamment :
 - * eau et électricité
 - * téléphonie et internet
 - * les frais de nettoyage
- l'occupant paiera à la Ville de Tournai un montant forfaitaire annuel de 360,00 € indexé (et qui peut être revu en fonction de la consommation et des prix du marché) pour ce qui concerne les frais de chauffage des espaces réservés.
- l'occupant a accès aux espaces réservés uniquement durant les heures d'ouverture de l'Office de Tourisme fixées par l'Autorité communale.
- l'occupant prend en charge les droits d'enregistrement et autres frais éventuels résultant de la convention
- l'occupant prend également en charge tous les impôts et taxes frappant les espaces réservés;

Considérant que les frais de nettoyage (effectué par le personnel communal), de consommation de chauffage, eau et électricité afférents aux « espaces partagés » seront pris en charge par la Ville;

Considérant que le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai » a marqué son accord sur les modalités de la convention aux termes d'un e-mail daté du 26 septembre 2012;

Considérant, au contraire, que l'ASBL « Association des Guides de la Ville de Tournai » a informé l'Administration communale des remarques formulées par le Conseil d'Administration;

Considérant que, suite aux divers contacts intervenus entre Madame l'Echevine L.DEDONDER et le Président de ladite ASBL, il est apparu que ce dernier marquerait son accord sur la convention à condition que la redevance inhérente aux frais de chauffage (360,00 €/an indexée) ne soit ni indexée ni revue en fonction de la consommation et des prix du marché;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 1^{er} février 2013, a décidé d'accéder à la requête de l'asbl et que l'alinéa 4 de l'article 3 a été modifié en conséquence :

" En ce qui concerne les frais de chauffage pour l'espace réservé, l'occupant paiera à la Ville un montant forfaitaire annuel s'élevant à 360,00 €.
Il ne sera ni indexé ni revu en fonction de la consommation et des prix du marché. (...)";

Considérant que les autres clauses du projet de mise à disposition arrêtées le 24 mai 2012 par le Collège communal restent inchangées;

Considérant qu'en sa séance du 8 mars 2013, le Collège communal est revenu sur sa décision du 1^{er} février 2013 en ce sens que la redevance annuelle due par l'asbl « Association des Guides de la Ville de Tournai » pour les frais de chauffage sera finalement indexée et que le subsidie octroyé à ladite asbl sera adapté en conséquence;

Considérant les articles L1122-30 et L1222-1 du code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes des projets de convention de mise à disposition entre, d'une part, la Ville et le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai » et, d'autre part, l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai », portant sur des locaux situés dans le bâtiment communal sis à Tournai, place Paul Emile Janson, 1 :

a) le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai »

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

" ENTRE :

La VILLE DE TOURNAI dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation par :

1) M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale

2) M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal

agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du vingt-cinq mars deux mille treize, dont un extrait demeurera ci-annexé, et après avoir obtenu l'approbation de l'Autorité de tutelle.

ci-après dénommée « La Ville »

ET

.....
coordonnées de l'occupant, représenté par

ci-après dénommé(e) « l'occupant »

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

1. Depuis le 19 décembre 2008, la Ville de Tournai est propriétaire du bâtiment situé place Paul-Emile Janson, 1 dénommé « ancien Hôtel Dexia ».
2. Le bâtiment abrite le nouvel Office du Tourisme et y sont aménagés un accueil, une boutique, des salles de réunion et de conférences, des zones d'animation et d'exposition ainsi qu'un espace réservé aux Services touristiques comme indiqué sur le plan en annexe.
3. Plusieurs espaces du bâtiment sont mis à la disposition de divers occupants et repris sous l'appellation « espaces partagés » et « espaces réservés ». Les « espaces partagés » sont communs à l'Office du Tourisme et à l'occupant. Les « espaces réservés » sont destinés à l'usage de l'occupant qui est, en principe, le seul à y avoir accès.

Article 1^{er} : OBJET – MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT

La Ville met à disposition de l'occupant, à titre gratuit¹ (à l'exception des frais, impôts et taxes dont question aux articles 3, 9, 12 et 13) deux locaux situés au 1^{er} étage du bâtiment sis place Paul-Emile Janson, 1 à 7500 Tournai.

Ces espaces réservés à l'occupant, représentés sur le plan joint en annexe, sont accessibles par l'entrée principale de l'Office du Tourisme.

L'occupant peut profiter d'espaces partagés avec les autres utilisateurs du bâtiment, dans le respect de leur destination. Ces espaces partagés (représentés sur le plan joint en annexe) se décomposent en un espace convivial, muni d'une cuisine, de tables et de chaises, ainsi que d'une terrasse. Les sanitaires communs sont également mis à disposition.

Le bâtiment sera sécurisé par des alarmes anti-intrusion et des caméras dont l'installation s'effectuera en dehors du planning de fin de chantier.

L'occupant veillera à refermer à clef les espaces qui lui sont réservés dès qu'il quitte ceux-ci.

Article 2 : DESTINATION – TRANSFORMATIONS

Les espaces réservés à l'occupant sont destinés à des activités administratives en rapport avec son objet social.

L'occupant ne peut ni changer la destination des lieux ni céder ses droits à des tiers ni conférer aucun droit (notamment droit d'occupation) à des tiers.

Toute transformation, toute amélioration, tout embellissement apportés aux espaces réservés doivent être préalablement autorisés par la Ville. A l'expiration de la présente convention, ils sont acquis à la Ville sans indemnité compensatoire à moins que celle-ci ne préfère que l'immeuble ne soit remis dans l'état initial.

Un état des lieux contradictoire sera effectué lors de l'emménagement de l'occupant dans le bâtiment et avant le départ de celui-ci.

L'occupant apportera, s'il le souhaite, le matériel nécessaire à son fonctionnement tel qu'ordinateur, imprimante, fax, et assumera les frais liés à leur utilisation.

Article 3 : TRAVAUX – ENTRETIEN – FRAIS DE CONSOMMATION

- L'occupant s'engage à occuper les espaces mis à sa disposition au sein du nouvel Office du Tourisme, en « bon père de famille ». Les espaces réservés doivent être correctement entretenus et l'occupant doit avertir la Ville, dans les meilleurs délais, s'il constate que des réparations incombant au propriétaire doivent être effectuées. L'occupant doit permettre l'accès à la Ville aux espaces réservés à toute demande afin de visiter ceux-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté. De même, la Ville se réserve le droit de pénétrer dans les espaces réservés mis à disposition de l'occupant dans le cas où des réparations urgentes devraient être effectuées ou pour des raisons de sécurité. A cet effet, la Ville disposera d'une clef des espaces réservés.

- L'occupant ne peut poser aucune réclamation ni prétendre à aucune indemnité en cas d'inconvénients ou de suppression momentanée de la jouissance des espaces réservés ou

¹ Conformément au Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le montant estimatif de la subvention a été fixé à 900,00 €/mois (indexé).

partagés à la suite de réparations, transformations, même lorsque les travaux durent plus de quarante jours.

- L'occupant prend directement en charge les frais liés à ses consommations individuelles relatives aux espaces qui lui sont réservés notamment:

- * eau et électricité;

- * téléphonie/internet;

et assure à ses frais le nettoyage des mêmes espaces.

- En ce qui concerne les frais de chauffage pour les espaces réservés, l'occupant paiera à la Ville un montant forfaitaire annuel s'élevant à 900,00 € indexé.

Ce dernier sera payé chaque année pour le 15 juillet au plus tard.

Si la convention de mise à disposition prend cours pendant l'année civile, le montant forfaitaire sera dû au prorata de l'occupation.

Le montant du forfait sera versé sur le compte n° ouvert au nom de la Ville de Tournai avec les références « Office de Tourisme – GECT – Frais de chauffage – année ».

Ce montant pourra être revu chaque année, à la hausse, comme à la baisse, en fonction de la consommation et des prix du marché.

Au début de chaque année, la Ville communiquera à l'occupant, par lettre recommandée, le nouveau montant des frais de chauffage.

Ce nouveau montant sera applicable à partir du premier jour du quatrième mois qui suit l'envoi de la lettre recommandée.

Toutefois, en cas d'augmentation de plus de trente pour cent par rapport au montant en cours, l'occupant aura la faculté de résilier la convention :

- par lettre recommandée envoyée dans le délai d'un mois à dater de la réception de la lettre recommandée adressée par la Ville l'informant de l'augmentation

- moyennant préavis de trois mois prenant cours le premier jour du mois qui suit l'envoi de la lettre recommandée de résiliation.

En cas de résiliation, le montant des frais de chauffage ne sera pas augmenté jusqu'à l'expiration du délai de préavis.

A défaut de réaction dans le délai d'un mois à dater de la réception de la lettre recommandée relative à l'augmentation des frais, la Ville considérera que l'occupant a marqué son accord sur l'augmentation.

- La Ville assurera à ses frais le nettoyage des espaces partagés et prendra en charge le coût du chauffage, de l'électricité et de l'eau afférent à ces espaces.

Article 4 : RESPONSABILITE

Pendant la durée de la convention, l'occupant utilise les espaces réservés et partagés à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages (corporels, matériels ou immatériels) subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des espaces réservés, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'occupant, à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'occupant déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 5 : ASSURANCES

La Ville déclare que le bâtiment communal repris à l'article 1^{er} est couvert en assurance « incendie et périls connexes » avec abandon de recours envers les occupants.

L'occupant s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes :

- assurance « incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes » couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des tiers)
- assurance – loi couvrant son personnel.

A cet égard, la Ville s'engage à informer sans délai l'occupant de tout changement dans la couverture d'assurances.

L'occupant ne pourra résilier les polices qu'il est tenu de souscrire sans en aviser préalablement la Ville et devra justifier à celle-ci, lors de toute demande, la preuve du paiement régulier des primes.

Article 6 : DUREE - RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans prenant cours le jour de sa signature. Chacune des parties peut y mettre fin à l'échéance de la période de 3 ans moyennant préavis donné par lettre recommandée au moins 6 mois à l'avance.

A défaut d'un préavis envoyé dans ce délai et si l'occupant continue à occuper les espaces mis à sa disposition sans opposition de la Ville, la convention d'occupation sera reconduite pour la même durée et aux mêmes conditions.

La présente convention est résiliée de plein droit sans indemnité et sans préavis dans les cas suivants :

- si l'occupant ne respecte pas la destination prévue à l'article 2 ;
- si l'occupant n'occupe pas le bien en bon père de famille et/ou n'entretient pas les espaces réservés conformément à l'article 3 de la présente;
- si l'occupant ne respecte pas son objet social ;
- En cas de dissolution du G.E.C.T..

Article 7 : ASCENSEUR

L'utilisation de l'ascenseur est limitée pour le public au rez-de-chaussée et au sous-sol. L'occupant disposera d'une clef permettant l'accès aux étages.

Article 8 : FREQUENTATION - SALLE DE REUNION LACASSE ET AUDITORIUM

L'occupant aura accès aux espaces réservés et aux espaces partagés, sous son entière responsabilité, sans limitation d'heures, moyennant le respect des conditions énoncées ci-après.

L'occupant pourra utiliser la salle de réunion LACASSE et l'auditorium sur base d'un planning annuel transmis au responsable de l'Office de Tourisme et ce, pour la première fois au plus tard un mois après la signature de la convention.

Ce calendrier sera soumis au Collège communal. Pour la première année, la décision de cette instance sera transmise à l'occupant au plus tard deux mois après la signature de la convention.

Pour les années ultérieures, ce calendrier sera transmis pour le 30 novembre au plus tard et soumis à l'examen du Collège communal dans le mois.

Toute occupation supplémentaire devra être soumise au Collège communal. La demande devra être introduite au plus tard un mois avant cette occupation.

L'occupant reconnaît avoir reçu une clef des espaces réservés et une clef de l'ascenseur. Il est interdit de reproduire ces clefs.

En cas de perte d'une clef/des clefs, l'occupant en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du/des barillet(s).

Les conditions d'accès aux espaces réservés et partagés sont fixées comme suit :

1. Occupation pendant les heures d'ouverture de l'Office du Tourisme

L'occupant aura accès sans restriction aux espaces réservés et partagés sous réserve de ce qui est précisé ci-avant en ce qui concerne la salle de réunion Lacasse et l'Auditorium.

2. Occupation en dehors des heures d'ouverture de l'Office du Tourisme ou susceptible de s'achever après la fermeture de l'Office du Tourisme

L'occupant devra prévoir, à sa charge, la présence d'un service de gardiennage agréé pour toute occupation des espaces réservés et/ou des espaces partagés.

Cet organisme se chargera de la fermeture et de la sécurisation de l'ensemble du bâtiment.

Article 9 : DROITS D'AUTEUR ET DROITS VOISINS

En cas de diffusion de musique dans les espaces réservés, l'occupant sera seul responsable du paiement des droits d'auteur et de la rémunération équitable.

Article 10 : BUDGETS ET COMPTES

L'occupant s'oblige à respecter les obligations du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

La Circulaire du 14 février 2008 relative au contrôle de l'octroi et l'emploi de certaines subventions précise que l'article L 3331-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation vise également les subventions indirectes, par exemple la mise à disposition d'un local (estimation de la valeur sur la base du revenu cadastral ou par référence à d'autres locaux similaires).

Dès lors, l'occupant s'engage à fournir à la Ville, à la demande de celle-ci, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

Article 11 : INTERDICTION DE FUMER

Conformément à la Loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, il est interdit de fumer dans les espaces réservés ainsi que dans les espaces partagés.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter cette interdiction.

Article 12 : ENREGISTREMENT - FRAIS

Les droits d'enregistrement et autres frais éventuels résultant de la présente convention sont à charge de l'occupant.

Article 13 : IMPOTS ET TAXES

Toute taxe, impôt, précompte éventuels frappant les espaces réservés en vertu de l'article 1^{er} sont à charge de l'occupant.

L'occupant s'engage à rembourser à la première demande de la Ville, le précompte immobilier frappant le bien et ce, à concurrence du montant correspondant aux espaces réservés.

Article 14 : CLAUSE DE JURIDICTION

Les tribunaux de l'Arrondissement judiciaire de Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai en trois exemplaires le »;

b) l'ASBL « Association des guides de la Ville de Tournai »

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

" ENTRE :

La VILLE DE TOURNAI dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation par :

- 1) M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
- 2) M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal

agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du vingt-cinq mars deux mille treize, dont un extrait demeurera ci-annexé, et après avoir obtenu l'approbation de l'Autorité de tutelle.

ci-après dénommée « La Ville »

ET

.....
coordonnées de l'occupant, représenté par

ci-après dénommé(e) « l'occupant »

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

1. Depuis le 19 décembre 2008, la Ville de Tournai est propriétaire du bâtiment situé place Paul Emile Janson, 1 dénommé « ancien Hôtel Dexia ».
2. Le bâtiment abrite le nouvel Office du Tourisme et y sont aménagés un accueil, une boutique, des salles de réunion et de conférences, des zones d'animation et d'exposition ainsi qu'un espace réservé aux services touristiques comme indiqué sur le plan en annexe.
3. Plusieurs espaces du bâtiment sont mis à la disposition de divers occupants et repris sous l'appellation « espaces partagés » et « espaces réservés ». Les « espaces partagés » sont communs à l'Office du Tourisme et à l'occupant. Les « espaces réservés » sont destinés à l'usage de l'occupant qui est, en principe, le seul à y avoir accès.

Article 1^{er} : OBJET – MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT

La Ville met à disposition de l'occupant, à titre gratuit² (à l'exception des frais, impôts et taxes dont question aux articles 3, 9, 12 et 13) un local situé au 2^{ème} étage du bâtiment sis place Paul Emile Janson, 1 à 7500 Tournai.

Cet espace réservé, représenté sur le plan joint en annexe, est accessible par l'entrée principale de l'Office du Tourisme.

L'occupant peut profiter d'espaces partagés avec les autres utilisateurs du bâtiment, dans le respect de leur destination. Ces espaces partagés (représentés sur le plan joint en annexe) se limitent aux sanitaires et aux moyens accès au local réservé.

Le bâtiment sera sécurisé par des alarmes anti-intrusion et des caméras dont l'installation s'effectuera en dehors du planning de fin de chantier.

L'occupant veillera à refermer à clef l'espace qui lui est réservé dès qu'il quitte celui-ci.

Article 2 : DESTINATION – TRANSFORMATIONS

L'espace réservé à l'occupant est destiné à des activités administratives en rapport avec son objet social.

L'occupant ne peut ni changer la destination des lieux ni céder ses droits à des tiers ni conférer aucun droit (notamment droit d'occupation) à des tiers.

² Conformément au Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le montant estimatif de la subvention a été fixé à 360,00 €/ mois (indexé).

Toute transformation, toute amélioration, tout embellissement apportés à l'espace réservé doivent être préalablement autorisés par la Ville. A l'expiration de la présente convention, ils sont acquis à la Ville sans indemnité compensatoire à moins que celle-ci ne préfère que l'immeuble ne soit remis dans l'état initial.

Un état des lieux contradictoire sera effectué lors de l'emménagement de l'occupant dans le bâtiment et avant le départ de celui-ci.

L'occupant apportera, s'il souhaite, le matériel nécessaire à son fonctionnement tel qu'ordinateur, imprimante, fax, et assumera les frais liés à leur utilisation.

Article 3 : TRAVAUX – ENTRETIEN – FRAIS DE CONSOMMATION

- L'occupant s'engage à occuper les espaces mis à disposition au sein du nouvel Office du Tourisme, en « bon père de famille ». L'espace réservé doit être correctement entretenu et l'occupant doit avertir la Ville, dans les meilleurs délais, s'il constate que des réparations incombant au propriétaire doivent être effectuées. L'occupant doit permettre l'accès à la Ville à l'espace réservé à toute demande afin de visiter celui-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté. De même, la Ville se réserve le droit de pénétrer dans l'espace réservé à l'occupant dans le cas où des réparations urgentes devraient être effectuées ou pour des raisons de sécurité. A cet effet, la Ville disposera d'une clef du local réservé.
- L'occupant ne peut poser aucune réclamation ni prétendre à aucune indemnité en cas d'inconvénients ou de suppression momentanée de la jouissance des espaces réservés ou partagés à la suite de réparations, transformations, même lorsque les travaux durent plus de quarante jours.
- L'occupant prend directement en charge les frais liés à ses consommations individuelles relatives à l'espace réservé notamment:
 - * eau et électricité;
 - * téléphonie/internet;et assure à ses frais le nettoyage de cet espace
- En ce qui concerne les frais de chauffage pour l'espace réservé, l'occupant paiera à la Ville un montant forfaitaire annuel s'élevant **à 360,00 € indexé.**
Ce montant ne pourra être revu en fonction de la consommation et des prix du marché.

Ce dernier sera payé chaque année pour le 15 juillet au plus tard.

Si la convention de mise à disposition prend cours pendant l'année civile, le montant forfaitaire sera dû au prorata de l'occupation.

Le montant du forfait sera versé sur le compte n° ouvert au nom de la Ville de Tournai avec les références « Office de Tourisme – ASBL
« Association des guides de la Ville de Tournai » – Frais de chauffage – année ».

- La Ville assurera à ses frais le nettoyage (effectué par le personnel communal) des espaces partagés et prendra en charge le coût du chauffage, de l'électricité et de l'eau afférent à ces espaces.

Article 4 : RESPONSABILITE

Pendant la durée de la convention, l'occupant utilise les espaces réservés et partagés à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages (corporels, matériels ou immatériels) subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien de l'espace réservé, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'occupant, à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'occupant déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 5 : ASSURANCES

La Ville déclare que le bâtiment communal repris à l'article 1^{er} est couvert en assurance « incendie et périls connexes » avec abandon de recours envers les occupants.

L'occupant s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes :

- assurance « incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes » couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des tiers)
- assurance – loi couvrant son personnel.

A cet égard, la Ville s'engage à informer sans délai l'Association de tout changement dans la couverture d'assurances.

L'occupant ne pourra résilier les polices qu'il est tenu de souscrire sans en aviser préalablement la Ville et devra justifier à celle-ci, lors de toute demande, la preuve du paiement régulier des primes.

Article 6 : DUREE - RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée prenant cours le jour de sa signature. Chacune des parties peut y mettre fin moyennant un préavis de trois mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois qui suit sa notification.

La présente convention est résiliée de plein droit et sans préavis dans les cas suivants :

- si l'occupant ne respecte pas la destination prévue à l'article 2 ;
- si l'occupant n'occupe pas le bien en bon père de famille et/ou n'entretient pas le bien conformément à l'article 3 de la présente;
- si l'occupant ne respecte pas son objet social.
- En cas de dissolution de l'association sans but lucratif « Les guides de la Ville de Tournai ».

Article 7 : FREQUENTATION

L'occupant a accès aux espaces réservés uniquement durant les heures d'ouverture de l'Office du Tourisme fixées par l'Autorité communale.

A titre exceptionnel, l'occupant pourra accéder au bâtiment en dehors de ces heures moyennant une autorisation préalable et écrite du Collège communal.

Dans ce cas, des dispositions précises seront prises par l'occupant, à ses frais, pour assurer la sécurité du bâtiment et de son contenu.

L'occupant reconnaît avoir reçu une clef du local et une clef de l'ascenseur.

Il est interdit de reproduire ces clefs.

En cas de perte d'une clef/des clefs, l'occupant en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du/des barillet(s).

Article 8 : ASCENSEUR

L'utilisation de l'ascenseur est limitée pour le public au rez-de-chaussée et au sous-sol. L'occupant disposera d'une clef permettant l'accès aux étages.

Article 9 : DROITS D'AUTEUR ET DROITS VOISINS

En cas de diffusion de musique dans l'espace réservé, l'occupant sera seul responsable du paiement des droits d'auteur et de la rémunération équitable.

Article 10 : BUDGETS ET COMPTES

L'occupant s'oblige à respecter les obligations du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

La Circulaire du 14 février 2008 relative au contrôle de l'octroi et l'emploi de certaines subventions précise que l'article L 3331-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation vise également les subventions indirectes, par exemple la mise à disposition d'un local (estimation de la valeur sur la base du revenu cadastral ou par référence à d'autres locaux similaires).

Dès lors, l'occupant s'engage à fournir à la Ville, à la demande de celle-ci, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

Article 11 : INTERDICTION DE FUMER

Conformément à la Loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, il est interdit de fumer dans les espaces réservés ainsi que dans les espaces partagés.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter cette interdiction.

Article 12 : ENREGISTREMENT - FRAIS

Les droits d'enregistrement et autres frais éventuels résultant de la présente convention sont à charge de l'occupant.

Article 13 : IMPOTS ET TAXES

Toute taxe, impôt, précompte éventuels frappant le bien mis à disposition en vertu de l'article 1^{er} sont à charge de l'occupant.

L'occupant s'engage à rembourser à la première demande de la Ville, le précompte immobilier frappant le bien et ce, à concurrence du montant correspondant à l'espace réservé.

Article 14 : CLAUSE DE JURIDICTION

Les tribunaux de l'Arrondissement judiciaire de Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai en trois exemplaires, le ».

6. Convention entre le Comité départemental du Tourisme du Nord de la France et la Ville de Tournai. Guide des voyages scolaires. Approbation.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En collaboration avec la Maison du Tourisme de Wallonie picarde, le Comité Départemental du Tourisme du Nord de la France (CDT Nord), est à l'origine du guide scolaire 2013 intitulé « J'adore le Nord ».

Cette brochure, réalisée chaque année à 8.000 exemplaires depuis plus de 10 ans, reprend des idées de journée de détente dans le département du Nord de la France et dans certains territoires voisins tels que la Wallonie picarde. Elle représente l'outil de référence des enseignants et des directeurs d'école du Nord de la France pour l'organisation de voyages scolaires.

Dans le cadre du programme européen INTERREG IV intitulé Kid Wapi Nord, le CDT Nord a permis, cette année, à plusieurs villes de Wallonie Picarde de proposer des offres de voyage scolaire à destination des enseignants et directeurs d'écoles du Nord de la France.

Une sortie sur Tournai a été incluse dans la brochure 2013.

Le partenariat est entièrement gratuit. En effet, pour l'année 2013, le CDT Nord ne prendra aucune commission sur les prestations vendues (le commissionnement sur les prestations proposées étant habituellement de 10 %).

Le produit proposé « *Tournai ou l'odyssée de 2000 ans d'histoire* » permettra aux élèves de découvrir l'histoire de la Ville selon différentes options possibles : spectacle audiovisuel Couloir du Temps, visite de la Ville en train touristique, visite du Beffroi, animation pédagogique dans les musées, etc.

Le partenariat couvrira la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013. Les tarifs, qui seront appliqués, sont ceux que vous avez définis en séance du 18 décembre 2012, à savoir les tarifs groupes scolaires hors entité.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les termes du protocole d'accord liant la Ville au Comité départemental du Tourisme du Nord de la France."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en collaboration avec la Maison du Tourisme de Wallonie picarde, le Comité départemental du Tourisme du Nord de la France (CDT Nord) est à l'origine du guide scolaire 2013 intitulé « J'adore le Nord »;

Considérant que cette brochure, réalisée chaque année à 8.000 exemplaires depuis plus de 10 ans, reprend des idées de journée de détente dans le département du Nord de la France et dans certains territoires voisins tels que la Wallonie picarde, et qu'elle représente l'outil de

référence des enseignants et des directeurs d'école du Nord de la France pour l'organisation de voyages scolaires;

Considérant que, dans le cadre du programme européen INTERREG IV intitulé Kid Wapi Nord, le CDT Nord a permis, cette année, à plusieurs villes de Wallonie picarde de proposer des offres de voyage scolaire à destination des enseignants et directeurs d'écoles du Nord de la France;

Considérant qu'une sortie sur Tournai a été incluse dans la brochure 2013;

Considérant que le partenariat est entièrement gratuit pour l'année 2013 (le commissionnement sur les prestations proposées étant habituellement de 10 %);

Considérant que le produit proposé « *Tournai ou l'odyssée de 2000 ans d'histoire* » permettra aux élèves de découvrir l'histoire de la Ville selon différentes options possibles (soit spectacle audiovisuel Couloir du Temps, visite de la Ville en train touristique, visite du Beffroi, animation pédagogique dans les musées, etc.);

Considérant que le partenariat couvrira la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 et que les tarifs seront ceux définis en séance du 18 décembre 2012, à savoir les tarifs groupes scolaires hors entité;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le protocole d'accord liant la Ville de Tournai au Comité départemental du Tourisme du Nord de la France pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013, dont les termes suivent :

”



PROTOCOLE D'ACCORD

Entre les soussignés :

L'organisateur :

L'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord,

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901,

Domiciliée : 6 rue Gauthier de Châtillon

B.P. 1232

59013 LILLE Cedex

Téléphone : 03.20.57.59.59

E-mail : contact@cdt-nord.fr

Fax : 03.20.57.52.70

N° de SIRET : 305 813 610 00030

Autorisation AU 059970001 délivrée par Préfecture du Nord.

Garantie Financière APS, pour un montant de 38.112,00 € à la date de signature de la présente.

Assurance Responsabilité Civile Professionnelle souscrite auprès d'AXA ASSURANCE, sous le numéro 00000028781987604, agent : M. MOUFLARD

Guy-Claude – 2, rue Gauthier de Châtillon – B.P. 1083 – 59012 LILLE Cedex

Représentée par M. Bertrand RINGOT, agissant en qualité de Président, habilité à cet effet,

D'une part,

Et,

Le prestataire :

Nom/raison sociale : **Administration communale de Tournai**

Adresse : 52, rue Saint-Martin

7500 Tournai

Tél. : 069/ 22 20 45 (Office du Tourisme)

E-mail :

RCS ou n° de SIRET

Représentée par : M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal.

Personne à contacter : Office du Tourisme (069/ 22 20 45)

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE I^{ER} – OBJET

La mission confiée à l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord par le Conseil Général du Nord est la conception, l'organisation et la commercialisation des produits touristiques du Département du Nord, à destination des groupes adultes, des groupes scolaires et des clientèles individuelles.

Le prestataire autorise, via cet écrit, l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord à démarcher de nouveaux clients, à organiser et planifier les réservations nécessaires auprès de lui, pour les produits touristiques identifiés en annexe.

Sans la signature du présent document, aucune démarche de commercialisation ne sera entreprise par les commerciaux de l'ADRT en faveur du prestataire. La contractualisation de ce protocole d'accord est impérative pour missionner l'ADRT dans son rôle de démarchage commercial et de vente, afin de lui reconnaître la légitimité de vendre une prestation qui ne lui appartient pas auprès de ses clients et prospects individuels et groupes.

ARTICLE II – DROIT DE CONTRÔLE DE LA CENTRALE DE RESERVATION

Au vu de la responsabilité qu'il encourt et en sa qualité de garant de la bonne exécution des prestations touristiques offertes aux consommateurs, dans le cadre de la Loi du 13 juillet 1992, l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord est expressément autorisée à effectuer tout contrôle qu'elle jugera utile, sur pièces et sur place, à tout moment, relatif aux informations diffusées dans le public, ainsi qu'à la réalité des prestations fournies.

ARTICLE III – LA DUREE

L'accord est conclu du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve de respecter un préavis d'une durée de quatre mois avant l'échéance annuelle du 31 décembre. Toute modification fera l'objet d'un avenant signé par les différentes parties.

Il pourra être dénoncé également à tout moment par l'une ou l'autre des parties, en cas de manquement à l'une des clauses du mandat, ayant causé un préjudice.

ARTICLE IV – LES TARIFS

Les tarifs donnés par le prestataire (ci-après définis), devront être valables durant toute la durée du mandat, à savoir du 1^{er} janvier au 31 décembre.

La remise des tarifs s'accompagnera chaque année de la fourniture d'un Relevé d'Identité Bancaire comprenant un IBAN.

En aucun cas, les prix de vente proposés par le prestataire à sa clientèle directe ne pourront être inférieurs à ceux proposés à l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord durant la durée du mandat.

ARTICLE V – REMUNERATION

Pour l'accomplissement de ces prestations, l'Agence de Développement et de Réservation touristiques du Nord aura droit à une rémunération de 0 % de commission sur le tarif toutes taxes comprises affiché, tel que négocié entre les partenaires, et ce durant toute la durée du mandat.

La commission est habituellement de :

- () Groupes adultes : 10 % de commission
- () Groupes scolaires : 10 % de commission
- () Individuels : 10 % de commission

sur le tarif toutes taxes comprises affiché.

Cette commission doit s'appliquer sur le tarif toutes taxes comprises affiché. Le prestataire ne pourra en aucun cas majorer son tarif toutes taxes comprises affiché pour inclure la commission.

ARTICLE VI – GRATUITES

Le prestataire s'engage à accorder des gratuités selon le principe suivant :

- Groupes scolaires et centres aérés :
- Primaires : une gratuité accompagnateur pour dix élèves payants
- Maternelles : une gratuité accompagnateur pour huit élèves payants.

ARTICLE VII – RESERVATION

Avant toute réservation, l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord consultera le prestataire ou son planning pour s'informer des disponibilités et confirmera la prise d'option dans un premier temps par e-mail ou fax.

Dans un second temps, l'Agence de Développement et de Réservation touristiques du Nord enverra au prestataire une confirmation de réservation quand le contrat et les arrhes seront revenus signés du client.

Cette confirmation précisera le nombre de personnes préinscrites, les dates et heures de la ou des prestations et les services détaillés à fournir par le prestataire.

Le prestataire s'engage, dès cette confirmation, à maintenir la réservation effectuée par l'Agence de Développement et de Réservation touristiques du Nord au titre de son client et à assurer sa prestation ainsi qu'il s'y est engagé.

ARTICLE VIII – BON D'ECHANGE

Au plus tard 15 jours avant l'accueil, le prestataire et le client recevront un bon d'échange précisant le contenu précis de la prestation, le déroulé du programme et le nombre de personnes attendues (le nombre définitif pouvant encore varier jusqu'à 48 heures avant pour les groupes).

A l'arrivée, le prestataire pourra contrôler ce bon d'échange remis par le client.

ARTICLE IX – ANNULATION

En cas d'annulation du fait du client, le prestataire en sera informé immédiatement par téléphone puis confirmée par e-mail ou fax.

En cas d'annulation tardive, des frais pourront éventuellement être versés au prestataire qui subit un préjudice, selon les conditions générales de réservation figurant sur le contrat du client, à savoir :

- annulation entre le 20^{ème} et le 8^{ème} jour précédent le voyage : 30 % de la facture
- annulation entre le 8^{ème} et le 2^{ème} jour précédent le voyage : 50 % de la facture
- annulation à moins de 2 jours précédents le voyage : 70 % de la facture.

ARTICLE X – FACTURE ET REGLEMENT

Le prestataire s'engage à adresser sa facture à l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord, accompagnée du double du bon d'échange dans les 30 jours suivant la prestation.

L'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord effectuera le règlement au prestataire par virement bancaire du montant total des séjours réalisés, en fonction des tarifs et des commissions établies (cfr article IV et V), dès lors que le client l'aura payé.

ARTICLE XI – OBLIGATIONS DE LA CENTRALE DE RESERVATION

L'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord s'engage à :

- avoir pour but principal d'augmenter le plus possible la fréquentation chez le prestataire
- assurer, à travers les brochures ou d'autres types d'actions, la promotion et la commercialisation des produits touristiques qui lui sont confiés
- conseiller les prestataires qui le souhaitent sur l'évolution possible de leur produit en fonction de la demande touristique
- régler au prestataire le montant des séjours réalisés.

Dans le souci de valoriser l'ensemble des hébergements et produits qui lui sont confiés et de leur assurer une image de marque irréprochable auprès du public, l'Agence de

Développement et de Réservation Touristiques du Nord se réserve le droit de refuser à tout moment un hébergement ou produit touristique qui ne lui semblerait pas conforme aux souhaits et exigences de la clientèle ciblée.

ARTICLE XII – AVENANTS

Toute modification du présent document (modalités de réservation, modification de la législation,...) fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE XIII – LITIGES

En cas de litiges portant sur l'exécution de la prestation et si le litige est imputable à l'une des parties, celle-ci prendra en charge les conséquences financières occasionnées par ce litige (notamment : dédommager le client, lui proposer une autre prestation de même nature, le remboursement total en dernier recours...).

Tout litige ne pouvant trouvé d'accord amiable, sera porté devant le Tribunal de Grande Instance de LILLE.

Fait en deux exemplaires, à Tournai,

LE

7. Froyennes, rue des Combattants de Froyennes. Avenant à l'acte authentique de vente sous conditions suspensives d'une parcelle communale conjointement avec une parcelle du Centre public d'Action sociale. Approbation.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par acte authentique du 8 février 2012, la Ville de Tournai et le Centre public d'Action sociale de Tournai ont aliéné, conjointement, à la Société anonyme VLASIMMO, les biens sis à Froyennes, au lieu-dit « Village », rue des Combattants, cadastrés ou l'ayant été Section B n° 258 C d'une contenance de 1 ha 73 a [propriété du Centre Public d'Action Sociale (C.P.A.S.) et Section B n° 251 A d'une contenance de 4 a 90 ca (propriété de la Ville de Tournai) moyennant le prix de 725.000,00 € hors frais et sous les conditions suspensives suivantes :

- l'obtention du permis de lotir exécutoire, à charge de l'acquéreur
- campagne d'essais de sol satisfaisante (portance et karstique à charge de l'acquéreur).

Ces conditions devaient être réalisées dans un délai de douze mois à compter de la signature de l'acte authentique (soit à partir du 8 février 2012), sauf si l'acquéreur pouvait prouver que le retard était imputable à l'Administration.

Pour mémoire, la parcelle communale permet l'accès au terrain appartenant au Centre public d'Action sociale de Tournai.

Par e-mail du 21 janvier 2013, M. Christian FOUCART, directeur a.i. du Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons, a communiqué à l'Administration communale un projet d'avenant à l'acte authentique précité ayant pour objet la prolongation du délai pour la réalisation de la condition suspensive relative à l'obtention du permis de lotir et ce, à la

demande de M. André GOETHALS, administrateur-délégué de la Société anonyme VLASIMMO.

En effet, ce dernier stipule dans un e-mail que :

- * la procédure d'urbanisation est plus longue que prévue
- * l'octroi du permis de lotir par la Ville de Tournai sur un terrain dont elle est propriétaire, pourrait être interprété comme un acte contestable par quiconque voulant s'opposer à la réalisation du lotissement (la Ville de Tournai étant juge et partie)
- * la deuxième clause suspensive (état du sous-sol) peut être supprimée, la campagne d'essai de sol ayant été satisfaisante.

M. GOETHALS sollicite l'amendement des conditions suspensives liées à l'acte authentique de vente du 8 février 2012 de la manière suivante :

«L'obtention du permis de lotir sur avis favorable ou favorable conditionnel du fonctionnaire délégué ou sur recours à charge de l'acquéreur; cette clause devra être réalisée dans un délai de douze mois (12) à compter de ce jour sauf si l'acquéreur peut prouver que le retard est imputable à l'Administration ou que l'instruction nécessite le dépôt de plans modificatifs ou l'introduction d'un recours.
Dans cette dernière hypothèse, le délai sera doublé ».

Pour rappel, la Ville de Tournai ne percevra les fonds à provenir de cette vente (19.969,08 €) qu'à la réalisation de la condition suspensive (obtention du permis de lotir), soit endéans les 12 mois minimum et les 24 mois maximum (en cas de recours) à dater de la signature de l'avenant à l'acte authentique du 8 février 2012.

Le Conseil de l'Action sociale a décidé, lors de sa séance du 31 janvier 2013, d'approuver l'avenant à l'acte de vente dont question ci-dessus.

En séance du 8 mars 2013, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre décision, sur ce projet d'avenant à l'acte authentique de vente du 8 février 2012 susmentionné.

Nous vous invitons, dès lors, à marquer votre accord sur les termes de l'avenant à l'acte authentique du 8 février 2012 rédigé à l'intervention du Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que par acte authentique du 8 février 2012, la Ville de Tournai et le Centre public d'Action sociale de Tournai ont aliéné, conjointement, à la Société anonyme VLASIMMO, les biens sis à Froyennes, au lieu-dit « Village », rue des Combattants, cadastrés ou l'ayant été Section B n° 258 C d'une contenance de 1 ha 73 a (propriété du CPAS) et Section B n°251 A d'une contenance de 4 a 90 ca (propriété de la Ville de Tournai) moyennant le prix de 725.000,00 € hors frais et sous les conditions suspensives suivantes :

- l'obtention du permis de lotir exécutoire, à charge de l'acquéreur
- une campagne d'essais de sol satisfaisante (portance et karstique à charge de l'acquéreur);

Considérant que ces conditions devaient être réalisées dans un délai de douze mois à compter de la signature de l'acte authentique (soit à partir du 8 février 2012), sauf si l'acquéreur peut prouver que le retard est imputable à l'Administration;

Considérant que par e-mail du 21 janvier 2013, M. Christian FOUCART, directeur a.i. du Comité d'Acquisition d'Immeubles de Mons a communiqué à l'Administration communale un projet d'avenant à l'acte authentique précité ayant pour objet la prolongation du délai pour la réalisation de la condition suspensive relative à l'obtention du permis de lotir et ce, à la demande de M. André GOETHALS, Administrateur-délégué de la société anonyme VLASIMMO;

Considérant que ce dernier stipule dans un e-mail que :

- * la procédure d'urbanisation est plus longue que prévue
- * l'octroi du permis de lotir par la Ville de Tournai sur un terrain dont elle est propriétaire pourrait être interprété comme un acte contestable par quiconque voulant s'opposer à la réalisation du lotissement (la Ville de Tournai étant juge et partie)
- * la deuxième clause suspensive (état du sous-sol) peut être supprimée, la campagne d'essai de sol ayant été satisfaisante;

Considérant que M. GOETHALS sollicite l'amendement des conditions suspensives liées à l'acte authentique de vente du 8 février 2012 de la manière suivante :

«L'obtention du permis de lotir sur avis favorable ou favorable conditionnel du fonctionnaire délégué ou sur recours à charge de l'acquéreur; cette clause devra être réalisée dans un délai de douze mois (12) à compter de ce jour sauf si l'acquéreur peut prouver que le retard est imputable à l'Administration ou que l'instruction nécessite le dépôt de plans modificatifs ou l'introduction d'un recours.
Dans cette dernière hypothèse, le délai sera doublé »;

Considérant que le Conseil de l'Aide sociale a décidé, lors de sa séance du 31 janvier 2013, d'approuver l'avenant à l'acte de vente dont question ci-dessus;

Considérant que la Ville de Tournai ne percevra les fonds à provenir de cette vente (19.969,08 €) qu'à la réalisation de la condition suspensive (obtention du permis de lotir), soit endéans les 12 mois minimum et les 24 mois maximum (en cas de recours) à dater de la signature de l'avenant à l'acte authentique du 8 février 2012;

Considérant que la parcelle communale permet l'accès au terrain appartenant au Centre public d'Action sociale de Tournai

Considérant qu'en séance du 8 mars 2013, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur le projet d'avenant à l'acte authentique de vente du 8 février 2012 précité;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices y relatives;

Considérant les articles L 1122-30 du Code de la Démocratie locale et de Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver le projet d'avenant à l'acte authentique de vente du 8 février 2012 sous conditions suspensives dont les termes suivent :

" AVENANT A L'ACTE DE VENTE D'IMMEUBLE SOUS CONDITIONS

SUSPENSIVES.

L'an deux mille treize

Le

Il est acté par moi, Christian FOUCART, Directeur ai au comité d'acquisition d'immeubles de Mons, la convention suivante entre :

D'UNE PART,

1) Le Centre Public d'Aide Social de Tournai (211.104.860), dont le siège social est situé à 7500 Tournai, boulevard Lalaing numéro 41, représenté par
- Mme Rita LECLERCQ-DESENCLOS, Présidente
- M. Luc LEROY, Secrétaire
en exécution d'une délibération du Conseil de l'Action sociale en date du
Une copie de ladite délibération demeurera annexée aux présentes.

2) La Ville de Tournai (207.354.920), dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin numéro 52, représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 61, paragraphe premier de la Loi-programme du six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf, en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du vingt-cinq mars deux mille treize.
Une copie de ladite délibération demeurera annexée aux présentes.

Ci-après dénommés "le vendeur".

ET D'AUTRE PART,

La société anonyme VLASIMMO, ayant son siège social à 8500 Kortrijk, Doorniksesteenweg, 81A, boîte 8, inscrite au Registre des Personnes Morales de Kortrijk sous le numéro 0447.852.760.

Société constituée par voie de scission de l'ancienne société anonyme Vlasimmo (elle-même constituée aux termes d'un acte reçu par le Notaire Albert MAERTENS à Kortrijk le vingt-huit avril mil neuf cent septante-sept) aux termes d'un acte reçu par le Notaire Paul Albert MAERTENS à Kortrijk le treize juillet mil neuf cent nonante-deux, publié aux annexes au Moniteur Belge du trente juillet mil neuf cent nonante-deux, sous le numéro 920730-119, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par Maître Philippe DEFAUW, notaire à Kortrijk le vingt-neuf décembre deux mille cinq, publié aux annexes du Moniteur Belge du trente et un janvier deux mille six sous le numéro 06024281.

Représentée, conformément à l'article 20 des statuts sociaux, par M. André GOETHALS, Administrateur délégué, domicilié à 8500 Kortrijk, Beverlaai, 9, nommé à cette fonction par l'Assemblée générale du vingt-deux avril deux mille dix, dont un extrait du procès-verbal a été publié aux annexes du Moniteur belge du vingt-deux septembre deux mille dix sous le numéro 10138941.

Ci-après dénommée "l'acquéreur", qui a comparu devant moi.

EXPOSE PREALABLE

Le huit février deux mille douze l'acte de vente sous conditions suspensives suivant a été signé :

"I. VENTE.

Le vendeur sous 1) vend le bien sous 1) et le vendeur sous 2) vend le bien sous 2) décrits ci-après, aux conditions ci-après à l'acquéreur qui accepte, sous les conditions suspensives suivantes :

- l'obtention du permis de lotir exécutoire, à charge de l'acquéreur
- campagne d'essais de sol satisfaisante (portance et karstique à charge de l'acquéreur)

Ces conditions devront être réalisées dans un délai de DOUZE mois à compter de ce jour sauf si l'acquéreur peut prouver que le retard est imputable à l'Administration.

DESCRIPTION DU BIEN

- 1) VILLE DE TOURNAI (ex FROYENNES), lieu-dit "Village", rue des Combattants.
Cadastré ou l'ayant été Tournai trente-deuxième division (57031), section B, numéro 258C (article 01089) – terre – pour une superficie d'un HECTARE septante-trois ARES (1 ha 73 a)
- 2) VILLE DE TOURNAI (ex FROYENNES), lieu-dit "Village", rue des Combattants.
Cadastré ou l'ayant été Tournai trente-deuxième division (57031), section B, numéro 251A (article 00144) – pré – pour une superficie de quatre ARES nonante CENTIARES (4 a 90 ca)

Ci-après dénommés "le bien".

ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien sous 1) appartient depuis plus de trente ans au vendeur sous 1).
Le bien sous 2) appartient depuis plus de trente ans au vendeur sous 2).

II. CONDITIONS.

1. GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE.

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges hypothécaires, tant dans le chef du vendeur que dans le chef des précédents propriétaires.

2. SERVITUDES.

Le bien est vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, libre à l'acquéreur de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres mais à ses frais, risques et périls sans intervention du vendeur ni recours contre lui, et sans cependant que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi.

A cet égard le vendeur déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles résultant de prescriptions légales.

L'attention de l'acquéreur est attirée sur l'existence d'un sentier communal numéro 29 qui longe le bien.

3. ETAT DU BIEN - CONTENANCE.

L'acquéreur prendra le bien dans l'état où il se trouve, sans aucune garantie au sujet du bon état des constructions, des vices ou défauts apparents ou cachés, de la nature du sol ou du sous-sol, ni de la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour l'acquéreur.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

4. RESERVE.

Tous les compteurs et canalisations qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au vendeur ne font pas partie de la vente et sont réservés à qui de droit.

5. DEGATS MINIERS.

Si le bien vendu est situé dans une commune à exploitation minière, l'acquéreur sera subrogé dans tous les droits et actions qui pourraient appartenir au vendeur, relativement à toutes actions nées ou à naître du chef de dégradations passées, présentes ou futures occasionnées au bien vendu, par suite de l'exploitation de mines, carrières ou autres activités quelconques, ces actions étant transmises avec l'immeuble à l'acquéreur sans qu'il soit autrement garanti que pareil droit existe et sauf toute convention contraire à révéler par tout titre antérieur, même à l'insu du vendeur, mais à respecter par l'acquéreur.

6. CHANTIERS TEMPORAIRES OU MOBILES

A la demande du fonctionnaire instrumentant de savoir si un dossier d'intervention ultérieure avait été rédigé pour le bien décrit plus haut, le vendeur a répondu dans la négative et a confirmé que, depuis le premier mai deux mille un, aucun entrepreneur n'avait entrepris, relativement audit bien, de travaux nécessitant la rédaction d'un dossier d'intervention ultérieure conformément à l'arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mille un et concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

7. PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le vendeur déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

8. GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (C.W.A.T.U.P.E.) opérée par le Décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les « données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du Décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols » ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85 § 1^{er}, alinéa 1, 3^o du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le dix-huit mai deux mille neuf, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le vendeur déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit Décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit Décret sols n'a été effectuée sur le bien et que par conséquent aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

III. PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES - MONUMENTS ET SITES.

En application de l'article 85 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine tel que modifié par le Décret du vingt-sept novembre mil neuf cent nonante-sept, le fonctionnaire instrumentant mentionne que le bien vendu est situé en zone d'habitat au plan de secteur de TOURNAI-LEUZE-PERUWELZ approuvé par Arrêté royal du vingt-quatre juillet mil neuf cent quatre-vingt-un (Moniteur Belge du neuf mars mil neuf cent quatre-vingt-deux) et qu'aucun plan communal d'aménagement n'y déroge.

Le vendeur déclare qu'aucun des actes et travaux visés à l'article 84 paragraphe 1^{er} et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84 paragraphe 2, alinéa 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu.

Le vendeur déclare qu'à sa connaissance le bien n'a fait l'objet d'aucun permis d'urbanisme non périmé et datant de moins de dix ans ou d'un certificat d'urbanisme valable laissant la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur ce bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1^{er}, et, le cas échéant, à l'article 84, § 2, alinéa 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et qu'en conséquence aucun engagement n'est pris quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir ces actes et travaux sur ce même bien.

Le vendeur déclare en outre qu'à ce jour il ne lui a été notifié aucun avis de remembrement ni projet d'expropriation et n'avoir pas connaissance que le bien vendu ait fait l'objet d'une mesure de protection prise en vertu de la législation sur les monuments et sites ou sur l'assainissement et la rénovation des sites d'activité économique désaffectés.

IV. OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS.

Le bien sous 1) est vendu libre d'occupation, ainsi qu'il résulte de la double renonciation dont question ci-après au point VII.

Le bien sous 2) est vendu libre d'occupation.

L'acquéreur aura la pleine propriété et la jouissance du bien le jour de la signature de l'acte constatant la réalisation des conditions suspensives.

Il paiera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien vendu à compter du même moment.

V. MENTIONS LEGALES.

L'acquéreur reconnaît que le fonctionnaire instrumentant a attiré son attention sur les dispositions de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ayant pour objet la restitution des droits d'enregistrement.

VI. PRIX.

Après avoir entendu lecture de l'article 203 du Code des Droits d'Enregistrement réprimant les dissimulations de prix, les parties ont déclaré que la vente est consentie et acceptée moyennant le prix de sept cent vingt-cinq mille euros (725.000,00 €), outre les frais.

Le prix et les frais seront payés sur le compte du bureau des recettes domaniales et amendes pénales à Mons lors de la réalisation des conditions suspensives.

Cette réalisation sera constatée aux termes d'un acte qui sera reçu par le fonctionnaire instrumentant.

VII. DROIT D'OCCUPATION - INTERVENTION.

Interviendra à l'acte constatant la réalisation des conditions Monsieur LEMAHIEU Bernard, cultivateur, demeurant à 7971 Thumaide, rue du Pont numéro 16.

Agissant en sa qualité de bénéficiaire d'un bail à ferme verbal sur une partie du bien appartenant au vendeur sous 1) pour une superficie d'un HECTARE onze ARES (1 ha 11 a) Lequel, après avoir pris connaissance de ce qui précède par la lecture qui lui aura été faite par le fonctionnaire instrumentant, déclarera :

- a) qu'il avait été tenu au courant par le vendeur sous 1) de son intention de vendre le bien ci-avant décrit;
- b) qu'il a renoncé en date du dix-sept avril deux mille huit à son droit d'occupation sur ledit bien en vertu du bail à ferme verbal lui conféré, ce qui est expressément accepté par le vendeur en sa qualité de bailleur : une copie de cette renonciation au droit d'occupation ainsi qu'à tout autre droit demeurera annexée aux présentes;
- c) qu'il a reçu toutes indemnités auxquelles il pouvait éventuellement prétendre du chef de la renonciation qui précède;
- d) qu'il reconnaît par conséquent n'avoir plus aucun droit à faire valoir de ce chef tant vis-à-vis du vendeur que de l'acquéreur aux présentes.

Interviendront à l'acte constatant la réalisation des conditions, Mmes

- 1) DEWAELE Christine, pensionnée, née à Wiers, le vingt-sept mai mil neuf cent quarante-cinq, épouse de M. LEMOINE Michel, né à Tournai, le quinze septembre mil neuf cent quarante-six demeurant à 7500 Tournai, rue Paul Clerboux numéro 6
- 2) DEWAELE Régine, pensionnée, née à Tournai, le vingt-trois mars mil neuf cent cinquante-deux, épouse de Monsieur DUCHATEL Albert, né à Tournai, le premier novembre mil neuf cent quarante-cinq, demeurant à 7730 Estaimbourg, rue des Tanneurs numéro 6.

Agissant en leur qualité de bénéficiaires d'un bail à ferme verbal sur une partie du bien appartenant au vendeur sous 1) pour une superficie de soixante-deux ARES (62 a)

Lesquelles, après avoir pris connaissance de ce qui précède par la lecture qui leur aura été faite par le fonctionnaire instrumentant, déclareront :

- e) qu'elles avaient été tenues au courant par le vendeur sous 1) de son intention de vendre le bien ci-avant décrit;
- f) qu'elles ont renoncé en date du vingt-neuf avril deux mille huit à leur droit d'occupation sur ledit bien en vertu du bail à ferme verbal leur conféré, ce qui est expressément accepté par le vendeur en sa qualité de bailleur : une copie de cette renonciation au droit d'occupation ainsi qu'à tout autre droit demeurera annexée aux présentes;
- g) qu'elles ont reçu toutes indemnités auxquelles elles pouvaient éventuellement prétendre du chef de la renonciation qui précède;
- h) qu'elles reconnaissent par conséquent n'avoir plus aucun droit à faire valoir de ce chef tant vis-à-vis du vendeur que de l'acquéreur aux présentes.

VIII. DISPOSITIONS FINALES.

1. FRAIS.

Tous les frais des présentes sont à charge de l'acquéreur.

2. ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, les vendeurs sous 1) et 2) et l'acquéreur font élection de domicile en leur siège respectif.

3. DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE.

Le vendeur sous 1) et le vendeur sous 2) déclarent expressément dispenser Monsieur le Conservateur des Hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription des présentes.

DONT ACTE.

Passé à Tournai et signé par le vendeur sous 1), l'acquéreur et le fonctionnaire instrumentant, après lecture."

"

AVENANT AUDIT ACTE DE VENTE

L'acquéreur déclare que la campagne d'essais de sol est satisfaisante mais qu'il n'a pu remplir la première condition imposée (à savoir l'obtention du permis de lotir) dans le délai imparti; dès lors, il est accordé par le vendeur un nouveau délai de douze mois (12) pour la réalisation de la condition suspensive suivante :

**L'obtention du permis de lotir sur avis favorable ou favorable conditionnel du fonctionnaire délégué ou sur recours à charge de l'acquéreur; cette clause devra être réalisée dans un délai de douze mois (12) à compter de ce jour sauf si l'acquéreur peut prouver que le retard est imputable à l'Administration ou que l'instruction nécessite le dépôt de plans modificatifs ou l'introduction d'un recours.
Dans cette dernière hypothèse, les délais sont doublés.**

DISPOSITIONS FINALES.

1. FRAIS.

Tous les frais des présentes sont à charge de l'acquéreur.

2. ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, les vendeurs sous 1) et 2) et l'acquéreur font élection de domicile en leur siège respectif.

3. DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE.

Le vendeur sous 1) et le vendeur sous 2) déclarent expressément dispenser Monsieur le Conservateur des Hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription des présentes.

DONT ACTE.

Passé à Tournai et signé par le vendeur sous 1), l'acquéreur et le fonctionnaire instrumentant, après lecture."

Monsieur le Conseiller communal **C.MICHEZ** sort de séance.

8. Vaulx, rue de l'Eglise Saint-Pierre. Ancien presbytère. Vente de gré à gré sur base d'appel d'offres. Projets de contrat de mise en vente et d'acte authentique de vente. Approbation.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai est propriétaire du bien sis à Vaulx, rue de l'Eglise Saint-Pierre, 9, cadastré ou l'ayant été 18^{ème} Division Section B n° 99 D, d'une contenance de 8 a 94 ca (ancien presbytère).

En séance du 1^{er} février 2010, vous avez décidé :

- de désaffecter le bien susmentionné
- de fixer le montant de l'indemnité compensatoire mensuelle à verser à la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de Vaulx à 125,00 € (indexé) et ce, afin de permettre, en fonction de la législation en la matière, la location d'un local pour les réunions de la Fabrique d'Eglise.

De par la destination de ce bien, l'Evêché de Tournai a émis, en date du 15 mars 2011, un avis favorable à sa désaffectation pour autant que le versement de l'indemnité compensatoire (125,00 €) demandée par la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre soit effectif.

Lors de notre séance du 15 mars 2012, nous avons décidé du principe de procéder à la vente de gré à gré sur base d'appel d'offres de l'immeuble précité.

Le prix minimum de vente a été arrêté à 150.000,00 € hors frais lors de notre séance du 19 avril 2012, eu égard au fait que l'Administration de l'Enregistrement a fixé la valeur vénale de ce bien à 110.000,00 € hors frais.

Maître François DUBUISSON, notaire instrumentant dans le cadre de cette aliénation, a transmis à l'Administration communale un projet de contrat de mise en vente de gré à gré d'une durée de six mois relatif au bien susmentionné et ce, conformément à l'Arrêté royal du 14 novembre 2006 portant approbation des règles applicables à la négociation par les notaires de ventes amiables ou judiciaires des biens immeubles.

Nous avons examiné ce projet en séance du 28 juin 2012 et marqué notre accord de principe, sous réserve de votre décision, sur les termes du contrat de mise en vente sous condition de modification de certaines dispositions (modalités de mise en vente).

Dès lors, le contenu de ce contrat peut se résumer comme suit :

a) modalités de mise en vente

- le notaire a la charge exclusive de négocier la vente de ce bien
- le prix minimum de vente est fixé à 150.000,00 € hors frais; le montant des enchères est fixé par tranches de 5.000,00 €
- les candidats acquéreurs signent une offre irrévocable d'achat valable quatre semaines
- l'offre est directement soumise à l'examen du Collège communal.

Le cas échéant, le Collège communal accepte l'offre sous réserve d'une offre supérieure notifiée dans le délai de deux semaines à compter de la décision du Collège communal.

Les candidats acquéreurs sont informés par lettre recommandée envoyée à l'Etude conformément à la décision du Collège communal.

La lettre recommandée peut être remplacée par une lettre simple moyennant accusé de réception.

- En cas de notification d'une offre supérieure, le candidat, qui a fait une offre, sera informé par le notaire et disposera, à compter de cette information, d'un délai de huit jours calendrier pour déposer une nouvelle offre.
A défaut de déposer l'offre dans ledit délai, il devra être considéré comme ayant renoncé à son acquisition.
S'il fait une offre supérieure, l'autre candidat acquéreur sera informé et disposera à son tour de la possibilité de déposer une nouvelle offre supérieure dans les conditions définies ci-dessus.
- Dès que la vente est devenue définitive :
 - * un acompte de 10 % est versé dans les 8 jours sur un des comptes de l'Etude
 - * pas de compromis, la vente étant parfaite par l'acceptation de l'offre par le Collège communal.
- L'acte authentique est signé dans les 4 mois de l'acceptation de l'offre par le Collège communal, tous frais à charge de l'acquéreur.

b) mode de publicité (+/- 700,00 €)

- par des affiches de vente de gré à gré apposées sur le bien
- par une photo et un descriptif apposés sur un panneau à l'intérieur de l'étude du notaire
- par l'inscription de ce bien sur le site internet des immeubles à vendre, tenu par la Compagnie des Notaires du Hainaut
- par voie d'insertions dans les journaux et toutes boîtes ci-après :
 - * la Gazette notariale du Passe Partout
 - * le Courrier de l'Escaut
 - * le Cahier notarial.

c) salaire de négociation

L'honoraire de négociation (2 % du prix de vente) ainsi que les frais de publicité, d'affichage et autres débours seront payables par la Ville au plus tard le jour de la passation de l'acte notarié de vente dudit bien.

d) durée du contrat

Ce contrat a une durée de six mois prenant cours à la première publication dans les journaux, sans tacite reconduction.

L'une ou l'autre des parties peut le résilier à tout moment moyennant un préavis de quinze jours.

Nous avons également marqué notre accord de principe, sous réserve de votre décision, sur les termes du projet d'acte authentique de vente lors de notre séance du 21 décembre 2012.

De plus, nous portons à votre connaissance que l'enquête de commodo et incommodo, tenue du 15 mai au 1^{er} juin 2012, n'a donné lieu à aucune observation.

Etant donné l'état de vétusté de l'immeuble susmentionné, il s'agit d'une bonne opération pour la Ville de Tournai, nous vous prions d'accepter l'aliénation du périmètre décrit ci-dessus par le biais d'une vente de gré à gré sur base d'appel d'offres moyennant le prix minimum de 150.000,00 € hors frais et d'approuver les termes des projets de contrat de mise en vente et d'acte authentique de vente qui en découleront à l'intervention de l'étude de Maître François DUBUISSON, notaire associé de résidence à Maulde.

Les fonds à provenir de cette vente seront affectés à l'article 124/762-56 du budget extraordinaire 2013."

Madame la Conseillère communale **C.LADAVI**D intervient comme suit :

" La vente de ce bâtiment va occasionner des recettes à la Ville, qu'il est à notre avis essentiel de réinjecter dans la Régie Foncière. Cet argent doit servir à rénover les logements de la Ville, à les entretenir ou à acheter des nouveaux immeubles plus appropriés pour faire du logement. Comme nous le rappelons à chaque fois, la Ville a un rôle important à jouer dans le problème criant et urgent du logement.

D'autre part, le bâtiment en question était mis à la disposition des amis du Château de Vault. Avez-vous trouvé une solution alternative pour l'Association des amis du Château de Vault ?"

Monsieur le **Président de l'Assemblée** rappelle le principe comptable qui veut que le produit de la vente soit versé au budget extraordinaire :

" En ce qui concerne les amis du Château de Vault, nous attendons leur proposition en matière de stockage de leur matériel en vue de revoir, avec eux, le texte de la convention."

Par 34 voix pour et 3 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire du bien sis à Vault, rue de l'Eglise Saint-Pierre, 9, cadastré ou l'ayant été 18^{ème} Division Section B n° 99 D, d'une contenance de 8 a 94 ca (ancien presbytère);

Considérant qu'il a été décidé en séance du 1^{er} février 2010:

- de désaffecter le bien susmentionné
- de fixer le montant de l'indemnité compensatoire mensuelle à verser à la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de Vault à 125,00 € (indexé) et ce, afin de permettre, en fonction de la législation en la matière, la location d'un local pour les réunions de la Fabrique d'Eglise;

Considérant qu'en date du 15 mars 2011, l'Evêché de Tournai a émis un avis favorable quant à la désaffectation dudit bien pour autant que le versement de l'indemnité compensatoire (125,00 €) demandée par la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre soit effectif;

Considérant la décision de principe du Collège communal du 15 mars 2012 de procéder à la vente de gré à gré sur base d'appel d'offres du bien précité;

Considérant qu'en sa séance du 19 avril 2012, le Collège Communal a arrêté le prix minimum de vente à 150.000,00 € hors frais, eu égard au fait que l'Administration de l'Enregistrement a fixé la valeur vénale de cet immeuble à 110.000,00 € hors frais;

Considérant qu'en cette même séance, le Collège communal a désigné Maître François DUBUISSON comme notaire instrumentant dans le cadre de cette aliénation;

Considérant que ce dernier a transmis à l'Administration communale un projet de contrat de mise en vente de gré à gré d'une durée de six mois relatif au bien susmentionné et ce, conformément à l'Arrêté royal du 14 novembre 2006 portant approbation des règles applicables à la négociation par les notaires de ventes amiables ou judiciaires des biens immeubles;

Considérant que le Collège communal a examiné ce projet en séance du 28 juin 2012;

Considérant qu'il a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur les termes du contrat de mise en vente sous condition de modification de certaines dispositions (modalités de mise en vente);

Considérant que, dès lors, le contenu de ce contrat peut se résumer comme suit :

a) modalités de mise en vente

- le notaire a la charge exclusive de négocier la vente de ce bien
- le prix minimum de vente est fixé à 150.000,00 € hors frais; le montant des enchères est fixé par tranches de 5.000,00 €
- les candidats acquéreurs signent une offre irrévocable d'achat valable quatre semaines
- l'offre est directement soumise à l'examen du Collège communal.

Le cas échéant, le Collège communal accepte l'offre sous réserve d'une offre supérieure notifiée dans le délai de deux semaines à compter de la décision du Collège communal.

Les candidats acquéreurs sont informés par lettre recommandée envoyée à l'Etude conformément à la décision du Collège communal.

La lettre recommandée peut être remplacée par une lettre simple moyennant accusé de réception.

- En cas de notification d'une offre supérieure, le candidat, qui a fait une offre, sera informé par le notaire et disposera, à compter de cette information, d'un délai de huit jours calendrier pour déposer une nouvelle offre.

A défaut de déposer l'offre dans ledit délai, il devra être considéré comme ayant renoncé à son acquisition.

S'il fait une offre supérieure, l'autre candidat acquéreur sera informé et disposera à son tour de la possibilité de déposer une nouvelle offre supérieure dans les conditions définies ci-dessus.

- Dès que la vente est devenue définitive :
 - * un acompte de 10 % est versé dans les 8 jours sur un des comptes de l'Etude
 - * pas de compromis, la vente étant parfaite par l'acceptation de l'offre par le Collège communal.
- L'acte authentique est signé dans les 4 mois de l'acceptation de l'offre par le Collège communal, tous frais à charge de l'acquéreur.

b) mode de publicité (+/- 700,00 €)

- par des affiches de vente de gré à gré apposées sur le bien
- par une photo et un descriptif apposés sur un panneau à l'intérieur de l'étude du notaire
- par l'inscription de ce bien sur le site internet des immeubles à vendre, tenu par la Compagnie des Notaires du Hainaut
- par voie d'insertions dans les journaux et toutes boîtes ci-après :
 - * la Gazette notariale du Passe Partout
 - * le Courrier de l'Escaut
 - * le Cahier notarial.

c) salaire de négociation

L'honoraire de négociation (2 % du prix de vente) ainsi que les frais de publicité, d'affichage et autres débours seront payables par la Ville au plus tard le jour de la passation de l'acte notarié de vente dudit bien.

d) durée du contrat

Ce contrat a une durée de six mois prenant cours à la première publication dans les journaux, sans tacite reconduction.

L'une ou l'autre des parties peut le résilier à tout moment moyennant un préavis de quinze jours;

Considérant également qu'en sa séance du 21 décembre 2012, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur les termes du projet d'acte authentique de vente;

Considérant que l'enquête de commodo et incommodo, tenue du 15 mai au 1^{er} juin 2012, n'a donné lieu à aucune observation;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices y relatives;

Sur proposition du Collège communal;

Par 34 voix pour et 3 voix contre;

DECIDE :

- 1. de procéder** à la vente de gré à gré sur base d'appel d'offres du bien communal sis à Vaulx, rue de l'Eglise Saint-Pierre, 9, cadastré ou l'ayant été 18^{ème} Division Section B n° 99 D, d'une contenance de 8 a 94 ca (ancienne cure) moyennant le prix minimum de 150.000,00 € hors frais à l'intervention de Maître François DUBUISSON;
- 2. de marquer** son accord sur le projet de contrat de mise en vente de gré à gré, d'une durée de six mois, relatif au bien susmentionné dont les termes suivent :

" Entre les soussignés :

La VILLE DE TOURNAI

Ici représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal

Ci-après dénommée : "le propriétaire",

et

Maître François DUBUISSON notaire à la résidence de Tournai (Maulde).

Ci-après dénommé: "le notaire".

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Le propriétaire charge le notaire d'exposer en vente de gré à gré le bien immeuble ci-après décrit :

Ville de TOURNAI - dix huitième-division - VAULX

Une maison d'habitation avec son terrain, rue de l'Eglise Saint-Pierre, 9, l'ensemble cadastré, selon extrait récent de la matrice cadastrale, Section B, numéro 99/D pour une contenance de huit ares nonante-quatre centiares (8 a 94 ca)

Capacité juridique du propriétaire

Le propriétaire garantit posséder la pleine propriété dudit immeuble et n'être frappé d'aucune incapacité de vendre résultant par exemple de la minorité, de l'administration provisoire, de l'interdiction, du conseil judiciaire, de la prohibition de la vente du logement principal de la famille sans l'accord du conjoint ou du cohabitant légal, d'une interdiction d'aliéner ordonnée par le Juge de Paix (article 223 du code civil), d'un concordat judiciaire, de la faillite, d'une saisie-exécution immobilière ou d'une décision judiciaire empêchant l'aliénation dudit bien.

Modalités de la mise en vente.

Vente par appel d'offres

Le propriétaire charge le notaire de mettre ledit bien en vente de gré à gré par appel d'offres à partir de 150.000,00 €, le montant des enchères fixé par tranches de 5.000,00 €. Pendant toute la durée de validité du présent contrat, le propriétaire renonce à son droit de promettre la vente dudit bien à quelque amateur et pour quelque prix que ce soit, si ce n'est en l'étude et en la présence dudit notaire ou d'un de ses collaborateurs après avoir pris rendez-vous au préalable.

Pendant toute la durée de validité du présent contrat, la procédure suivante sera suivie en cas de dépôt d'une offre irrévocable d'achat en l'Etude dudit notaire :

- les candidats acquéreurs signent une offre irrévocable d'achat valable quatre semaines
- l'offre est directement soumise à l'examen du Collège communal.

Le cas échéant, le Collège communal accepte l'offre sous réserve d'une offre supérieure notifiée dans le délai de deux semaines à compter de la décision du Collège.

Les candidats acquéreurs sont informés par lettre recommandée envoyée à l'Etude conformément à la décision du Collège communal.

La lettre recommandée peut être remplacée par lettre simple moyennant accusé de réception.

- En cas de notification d'une offre supérieure, le candidat, qui a fait une offre, sera informé par le notaire et disposera, à compter de cette information, d'un délai de huit jours calendrier pour déposer une nouvelle offre.

A défaut de déposer l'offre dans ledit délai, il devra être considéré comme ayant renoncé à son acquisition.

S'il fait une offre supérieure, l'autre candidat acquéreur sera informé et disposera à son tour de la possibilité de déposer une nouvelle offre supérieure dans les conditions définies ci-dessus.

- Dès que la vente est définitive :
 - un acompte de 10 % est versé dans les 8 jours sur l'un des comptes de l'Etude;
 - pas de compromis, la vente étant parfaite par l'acceptation de l'offre du Collège communal.
 - l'acte authentique est signé dans les 4 mois de l'acceptation de l'offre par le Collège communal, tous frais à charge de l'acquéreur.

Mode de publicité pour annoncer la vente et estimation de son coût

a) Mode de publicité pour annoncer la vente :

- par des affiches de vente de gré à gré apposées sur le bien
- par une photo et un descriptif apposés sur un panneau à l'intérieur de l'Etude dudit notaire.
- par l'inscription de ce bien sur le site internet des immeubles à vendre, tenu par la Compagnie des Notaires du Hainaut.
- par voie d'insertion dans les journaux et toutes boîtes ci-après :
 - la Gazette notariale du Passe Partout;
 - le Courrier de l'Escaut;
 - le Cahier notarial.

b) Estimation de son coût :

Les parties estiment le coût des dites publicités à 700,00 €.

Montant du salaire de négociation et conditions de son exigibilité

En rémunération de la conclusion de la vente dudit bien, il sera dû par le propriétaire au notaire un salaire de négociation s'élevant à 2 % du prix de la vente, outre le remboursement des frais de publicité, d'affichage et des autres débours (tels que visites, expertise, coût des recherches, etc.) qu'il aurait avancés.

Ce salaire et ce remboursement seront payables au plus tard le jour de la passation de l'acte notarié de vente dudit bien.

Déclaration du propriétaire qu'il n'a pas confié semblable mission à un tiers

Le propriétaire certifie n'avoir chargé aucun autre notaire, aucun agent immobilier, ni aucun tiers de la négociation dudit bien.

Pendant toute la durée du présent contrat, le propriétaire s'engage à n'entamer personnellement aucune négociation et à ne charger aucun tiers d'une semblable mission sans en informer le notaire par une lettre préalable.

Si le propriétaire charge un agent immobilier ou un autre notaire de la vente dudit bien pendant la durée du présent contrat, le notaire soussigné sera immédiatement considéré comme étant déchargé de la présente mission et le propriétaire lui sera immédiatement redevable des frais de publicité, d'affichage et des autres débours (tels que visites, expertise, coût des recherches, etc.) qu'il aurait avancés.

Durée

La présente mission est confiée et acceptée pour une durée de six mois, prenant cours à la première publication dans les journaux et sans tacite reconduction.

A l'échéance du terme de six mois, la mission devra, le cas échéant, être confirmée par un nouvel écrit.

Cette mission sera toujours résiliable à tout moment par le notaire ou par le propriétaire moyennant envoi d'une lettre recommandée et observation d'un préavis de quinze jours. En pareil cas, le notaire devra faire immédiatement le nécessaire pour interrompre toute publicité.

En cas d'expiration de la durée pour laquelle la mission a été confiée ou en cas de résiliation du contrat avant que la vente ait été conclue, le notaire réclamera au propriétaire le remboursement des frais de publicité, d'affichage et des autres débours (tels que visites, expertise, coût des recherches, etc.) qu'il aurait avancés. Le notaire ne pourra réclamer au propriétaire aucun salaire de négociation à moins que la vente dudit bien ne soit finalement conclue au profit d'un candidat qui s'était signalé en l'Etude du notaire avant la résiliation ou l'échéance du contrat.

Occupation

Le propriétaire garantit que ledit bien est libre à la vente

Visites par l'Etude

Responsabilité civile

- 1) En aucun cas, le notaire ne pourra être considéré comme gardien dudit bien, le propriétaire demeurant seul responsable de cet immeuble, notamment en cas de vol, de gel ou d'incendie.
- 2) Dans l'hypothèse où ledit bien serait libre de toute occupation et où le propriétaire en confierait les clés au notaire, le propriétaire autorise le notaire à remettre ces clés à tout amateur qui se présenterait en son étude et il décharge expressément le notaire de toute responsabilité en cas de vol, dégradation ou incendie qui résulteraient de ces visites.

Situation hypothécaire et fiscale

Le propriétaire garantit que ledit bien est quitte et libre de toutes charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques, ainsi que de toutes transcriptions.

Le propriétaire garantit qu'il n'a pas signé d'acte notarié permettant d'hypothéquer ledit bien ou l'engageant à ne pas aliéner ce bien.

En outre, le propriétaire garantit qu'il n'est redevable d'aucunes taxes, impôts ou contributions de quelque nature que ce soit envers l'Administration communale, l'Administration des Contributions Directes ou l'Administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ou l'Office National de la Sécurité Sociale.

Situation cadastrale

Le propriétaire garantit qu'il n'a pas fait des travaux dans le bâtiment prédécrit qui soient de nature à en modifier le revenu cadastral. Il certifie également qu'il n'a pas connaissance qu'une procédure de modification de ce revenu cadastral soit en cours actuellement.

Urbanisme

Le propriétaire certifie ne pas avoir effectué sur ou dans ledit bien des travaux nécessitant au préalable un permis d'urbanisme.

Servitudes

Le propriétaire garantit que ledit bien n'est grevé d'aucune servitude

Installations électriques

L'acte de vente de l'immeuble précisera que le vendeur n'a pas fait réaliser de visite de contrôle (au sens de l'article 276bis du Règlement général sur les installations électriques du 10 mars 1981) par un organisme agréé étant donné que l'acquéreur renouvellera complètement l'installation électrique de l'immeuble. L'acquéreur ne pourra mettre en service la nouvelle installation électrique qu'après un rapport de contrôle positif établi par un organisme agréé.

Dossier d'intervention ultérieure

L'Arrêté royal du 25 janvier 2001 est entré en vigueur le 1^{er} mai 2001. L'Arrêté prévoit notamment l'établissement d'un dossier d'intervention ultérieure.

Le dossier d'intervention ultérieure est le dossier qui contient les éléments utiles en matière de sécurité et de santé à prendre en compte lors d'éventuels travaux ultérieurs et qui est adapté aux caractéristiques de l'ouvrage. Le dossier d'intervention ultérieure contient donc tous les éléments utiles qui permettront que les éventuels travaux ultérieurs soient exécutés en toute sécurité (entretien, travaux ultérieurs prévus tels que réparations, remplacement ou démontage de certaines installations ou éléments).

L'acte confirmant la mutation du bien devra mentionner la remise dudit dossier par la ou les personnes qui cèdent l'ouvrage au nouveau propriétaire.

Après avoir pris connaissance de ce qui précède, le propriétaire déclare et certifie que dans le bien cédé, il n'a été effectué aucun acte qui rentre dans le champ d'application dudit Arrêté royal de sorte qu'aucun dossier d'intervention ultérieure ne devait être établi.

Certificat de Performance Energétique du Bâtiment

Le vendeur déclare être informé qu'il devra disposer d'un certificat de performance énergétique se rapportant au bien, objet de la présente vente, et avoir été mis au courant des sanctions prévues en cas de non-respect de cette obligation. Il s'engage à désigner dans les plus brefs délais un expert énergétique qui procèdera à l'établissement de ce certificat et à communiquer le contenu de celui-ci au notaire dès qu'il lui aura été notifié. Dans l'acte authentique de vente qui sera signé entre le vendeur et le futur acquéreur, ce dernier confirmera expressément vouloir acquérir le bien indépendamment du contenu du certificat. L'original du certificat sera remis par le vendeur à l'acquéreur lors de la signature de l'acte authentique.

Choix du notaire pour l'acte notarié de vente

Le propriétaire fait choix dudit notaire pour représenter ses intérêts dans l'acte de vente à conclure.

Le présent contrat a été fait en autant d'exemplaires que de parties ayant intérêt distinct, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un exemplaire, le";

3. **de marquer** son accord sur le projet d'acte authentique de vente portant sur ledit bien dont les termes suivent :

" L'AN DEUX MILLE TREIZE,

Le

Par devant Nous, **Maître François DUBUISSON** à la résidence de Tournai (MAULDE).

A COMPARU :

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52.

Ici représentée, conformément à l'article L1132-3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin-Délégué à la fonction maïorale, et par M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal agissant en exécution de la délibération du Conseil communal en date du vingt-cinq mars deux mille treize, dont un extrait restera ci-annexé.

Ladite délibération a été notifiée à l'Autorité de tutelle en date du, laquelle n'a pas émis d'objection à la présente vente.

Ci-après dénommée « **LE VENDEUR** ».

Laquelle comparante a, par les présentes, déclaré vendre sous toutes les garanties ordinaires de fait et de droit et notamment pour quitte et libre de toutes dettes et charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques, ainsi que de toutes inscriptions et transcriptions.

Au profit de.....

Ci-après dénommé « **L'ACQUEREUR** ».

Ici présent, comparaissant et déclarant accepter,

Le bien dont suit la désignation :

Ville de TOURNAI – dix-huitième division – VAULX

Une maison d'habitation avec son terrain, rue de l'Eglise Saint-Pierre, 9, l'ensemble cadastré, selon extrait récent de la matrice cadastrale, section B, numéro 99/D pour une contenance de huit ares nonante-quatre centiares (8 a 94 ca).

Origine de propriété

Le bien objet des présentes appartient à la Ville de Tournai depuis des temps immémoriaux.

CONDITIONS

La présente vente est consentie et acceptée aux conditions suivantes :

1. Etat du bien – Contenance

Le bien est vendu tel qu'il se trouve et s'étend dans son état à ce jour, bien connu de l'acquéreur, qui déclare l'avoir visité et avoir pris et reçu toute information quant à sa situation, son état et son affectation sans garantie de l'état du bâtiment ni de la contenance ci-dessus indiquée, toute différence en plus ou en moins entre la superficie indiquée et la superficie réelle, excédât-elle un vingtième, devant faire son profit ou sa perte.

Le vendeur n'est pas responsable des défauts et vices qui sont apparents et que l'acquéreur a pu lui-même constater.

L'acquéreur sera sans recours contre le vendeur pour raison de vices cachés, mais uniquement dans la mesure où le vendeur ne les connaissait pas. Sans que cette affirmation puisse entraîner un quelconque recours de la part de l'acquéreur envers le vendeur compte tenu de l'ancienneté éventuelle du bâtiment et de l'absence de connaissances techniques du vendeur en ces domaines, le vendeur déclare ne pas avoir connaissance de l'existence de vices cachés, mэрule ou amiante.

2. Servitudes – Conditions spéciales

L'acquéreur prendra le bien qui lui est vendu avec ses mitoyennetés et avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, qui peuvent y être attachées, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, comme il avisera, à ses frais, risques et périls, sans recours contre le vendeur, et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits, soit en vertu de la loi. A cet égard, le vendeur déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu, qu'à sa connaissance il n'en existe pas et que son titre de propriété ne mentionne à propos du bien ni servitude, ni condition spéciale.

3. Propriété – Jouissance

L'acquéreur aura dès ce jour la propriété et la jouissance du bien vendu.

4. Impôts

L'acquéreur supportera à partir d'aujourd'hui et proportionnellement pour l'exercice en cours, toutes taxes, contributions et impositions quelconques mises ou à mettre sur le bien vendu.

L'acquéreur rembourse présentement au vendeur le prorata du précompte immobilier pour l'année en cours, soit euros (.... euros); dont quittance.

Le vendeur déclare qu'aucune taxe de recouvrement ne reste due.

5. Assurances

L'acquéreur fera à compter de ce jour son affaire personnelle de l'assurance incendie relative au bien vendu, sans intervention du vendeur à cet égard.

6. Eau, Gaz, Électricité

L'acquéreur sera subrogé dans les droits et obligations du vendeur quant aux abonnements aux eaux, au gaz, à l'électricité, résultant des contrats qui auraient été faits à cet égard.

Ne sont pas compris dans la vente : les compteurs, conduites, canalisations, appareils et autres installations généralement quelconques placés dans le bien vendu par les administrations publiques ou privées quelconques, à titre de location.

Règlement de fourniture d'eau

Les parties reconnaissent expressément que le notaire instrumentant a attiré leur attention sur le règlement de fourniture d'eau, imposé par la Société Wallonne des Eaux, qui stipule qu'en cas de mutation de propriété de l'immeuble raccordé, les parties sont tenues de le signaler dans les huit jours calendrier suivant la date de l'acte notarié.

A défaut d'avoir fait relever l'index du compteur par un agent du distributeur ou de l'avoir relevé contradictoirement eux-mêmes, le vendeur et l'acquéreur seront solidairement et indivisiblement tenus du paiement des sommes dues depuis le dernier relevé d'index ayant donné lieu à facturation.

7. Réservoir à mazout

Le notaire instrumentant a attiré l'attention des parties sur la réglementation applicable en Région wallonne à tout immeuble contenant un réservoir à mazout d'une contenance de trois mille litres ou plus. Dans ce cas :

- tout réservoir doit être équipé depuis le premier janvier deux mille cinq d'un système antidébordement;
- un réservoir aérien doit subir un contrôle visuel effectué par un technicien agréé par la Région Wallonne;
- un réservoir enfoui ou non accessible doit avoir fait l'objet d'un test d'étanchéité au plus tard le premier janvier deux mille cinq, sauf si le réservoir est placé depuis moins de dix ans, auquel cas il doit subir un contrôle au plus tard dix ans après sa mise en service. Lors du contrôle aérien ou du test d'étanchéité d'un réservoir enfoui ou non accessible, une plaquette de contrôle verte est scellée au réservoir et une attestation de conformité est délivrée.

Le vendeur déclare que le bien objet des présentes ne contient pas de tel réservoir.

8. Installation électrique

Le vendeur déclare que le bien présentement vendu est une unité d'habitation au sens de l'article 276 bis du Règlement général sur les installations électriques du dix mars mil neuf cent quatre-vingt-un, étant donné qu'il est équipé d'une installation électrique n'ayant subi aucune modification depuis le premier octobre mil neuf cent quatre-vingt-un ou ayant subi une modification ou extension importante depuis le premier octobre mil neuf cent quatre-vingt-un mais dont la partie antérieure au premier octobre mil neuf cent quatre-vingt-un n'a pas fait l'objet d'une visite de contrôle.

L'acquéreur et le vendeur déclarent avoir convenu de ne pas faire exécuter de contrôle dans le sens de l'article 276 bis du Règlement général sur les installations électriques du dix mars mil neuf cent quatre-vingt-un, dès lors que l'acquéreur prévoit de rénover entièrement l'installation électrique. L'acquéreur reconnaît être au fait qu'il doit en informer par écrit la Direction générale de l'Energie, Division Infrastructure. Il déclare

savoir également que la nouvelle installation électrique ne pourra être mise en service qu'après un rapport de contrôle positif établi par un organisme agréé.

9. Certificat de performance énergétique

Un certificat de performance énergétique se rapportant au bien, objet de la présente vente, a été établi, *par l'expert énergétique le, sous la référence*

Les parties déclarent expressément que l'acquéreur a été mis au courant de l'existence et du contenu de ce certificat préalablement à la signature du présent acte.

Le vendeur remet à l'instant l'original de ce certificat à l'acquéreur.

10. Inondation – Zone à risques

Le notaire instrumentant a attiré l'attention des parties sur l'Arrêté royal du vingt-huit février deux mille sept, portant délimitation des zones à risques visées à l'article 68-7 de la Loi du vingt-cinq juin mil neuf cent nonante-deux sur le contrat d'assurance terrestre.

Le vendeur déclare, au vu des renseignements trouvés via le site

<http://cartographie.wallonie.be>, que le bien, objet des présentes, n'est pas situé en zone inondable.

11. Détecteur d'incendie

L'acquéreur déclare avoir été informé par le notaire instrumentant des dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du vingt et un octobre deux mille quatre imposant l'installation de détecteur de fumée optique dans tout logement individuel ou collectif existant ou à construire à y placer à compter du premier juillet deux mille six pour tout logement existant.

DECLARATIONS URBANISTIQUES

L'acquéreur reconnaît que son attention a été attirée sur les dispositions du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE), et avoir été plus particulièrement informé que, conformément à l'article 84 § 1^{er}, 6° dudit Code, la création d'un nouveau logement dans une construction existante nécessite l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme.

STATUT ADMINISTRATIF

I. Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du CWATUPE

A. Information circonstanciée :

1. Le vendeur déclare qu'en réponse à la demande d'informations relative au bien vendu, l'Administration communale de Tournai a répondu en date du vingt-huit août deux mille douze que le bien en cause :

- «- est situé dans le schéma de développement de l'espace régional;
- est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par Arrêté royal du 24 juillet 1981 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité, en « zone d'habitat » laquelle est régie par l'article 26 du nouveau Code Wallon;
- n'est pas situé dans un projet de révision du susdit plan de secteur approuvé par Arrêté;
- n'est pas situé dans le périmètre d'un plan communal d'aménagement approuvé;
- est situé dans le projet de Schéma de Structure Communal adopté provisoirement par le Conseil communal du 28 avril 2008 avec sur la carte de structure spatiale une affectation de « zone villageoise dense »;
- n'est pas situé sur le territoire ou partie de territoire communal où un règlement régional est applicable;
- est situé sur le territoire communal où un avant-projet de règlement communal d'urbanisme au sens de l'article 78 est à l'étude tout étant qu'à ce jour les

- dispositions du Règlement Général de Police sur les Bâtisses du 15 mai 1946 sont maintenues (cfr article 244 du Règlement Général de Police du 1^{er} juillet 2002);
- n'est pas situé dans un projet de Rapport Urbanistique et Environnemental au sens de l'article 33 dudit Code wallon;
 - n'est pas situé dans un site à réaménager au sens de l'article 169 du Code (site d'activité économique désaffecté);
 - n'est pas situé dans un périmètre de revitalisation urbaine au sens de l'article 172 dudit Code ;
 - n'est pas situé dans un périmètre de rénovation urbaine au sens de l'article 173 dudit Code;
 - n'est pas situé dans le périmètre tel que visé par l'article 136bis (à savoir par Arrêté du Gouvernement wallon) traitant des périmètres des zones vulnérables établies autour des établissements présentant un risque majeur au sens du décret sur l'environnement;
 - n'est pas à notre connaissance soumis au droit de préemption à savoir que le Gouvernement n'a pas arrêté un périmètre d'application de ce droit pour le susdit bien comme dit à l'article 176 § 3 dudit Code;
 - n'est pas repris dans les limites d'un plan d'expropriation approuvé par Arrêté;
 - n'a pas fait l'objet de classement comme monument, comme site ou ensemble architectural;
 - n'a pas fait l'objet d'une inscription sur une liste de sauvegarde visée à l'article 193 dudit Code;
 - n'est pas inclus dans une zone de protection par Arrêté (zone de protection autour d'un monument ou site classé) au sens de l'article 209 dudit Code wallon;
 - est situé aux termes du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique (PASH) approuvé par Arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005, en zone d'assainissement collectif, égout existant;
 - n'est pas situé dans le périmètre d'un lotissement non périmé;
 - n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme de moins de deux ans;
 - n'a pas fait l'objet d'un permis de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1^{er} janvier 1983, à tout le moins au nom du propriétaire actuel;
- En ce qui concerne l'accès du bien à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante : ces renseignements ne seront fournis qu'après consultation des impétrants et des services « Voirie » sur base d'un dossier de certificat d'urbanisme numéro 2;
- Tout renseignement quant à la localisation dans un site repris à l'Atlas des Sites Archéologiques ne peut vous être communiqué, cet atlas n'étant pas établi à ce jour;
- En ce qui concerne (article 85 § 1^{er} - 3^{ème}) les données inscrites pour ce bien dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués, nous ne sommes pas en possession de celles-ci;
- Pour ce qui concerne l'information quant à l'existence d'un certificat de performance énergétique relatif au bien pré décrit, nous ne sommes pas en mesure de vous répondre. En effet, aucune banque de données n'est à ce jour accessible aux communes quant à la certification en matière de performance énergétique des bâtiments existants. Nous vous invitons, dès lors, à interroger les propriétaires du bien concerné auxquels il appartient de faire certifier leur bâtiment et à communiquer ce certificat à l'acquéreur. Veuillez vous en référer également aux exonérations reprises dans l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010, entré en vigueur le 31 mai 2010, modifiant l'Arrêté du 31 décembre 2009 pour la certification des bâtiments résidentiels existants;
- Outre les renseignements ci-dessus tels que préconisés par l'article 85 dudit Code, nous vous signalons également à titre d'information que ce bien :
- n'est pas soumis aux dispositions d'un plan d'alignement approuvé par Arrêté royal;

- est repris dans une zone de contrainte karstique considérée comme faible sur la carte géologique établie en janvier 2004 par la Faculté Polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région wallonne;
- est répertorié dans le Patrimoine Monumental de la Belgique (page 838, Tome 6.2) édité par le Ministère de la Culture française (1976) à savoir : « Remontant au XVIII^{ème} siècle, logis long et bas en moellons éclairé par six fenêtres à la face S., deux au revers, toutes de type tournaisien... »;
- n'est pas inventorié à l'Atlas du Patrimoine architectural des Centres anciens édité par le Ministère de la Région Wallonne;
- n'a pas fait l'objet d'un Arrêté le déclarant inhabitable;»

Une copie du courrier de l'Administration communale de la Ville de Tournai est présentement remise à l'acquéreur qui le reconnaît, dont décharge.

CODE WALLON DU LOGEMENT

L'acquéreur reconnaît que le notaire a attiré son attention sur les dispositions du Code wallon du Logement, institué par le décret du vingt-neuf octobre mil neuf cent nonante-huit et en particulier :

- Sur l'exigence d'un permis de location, régie aux articles 9 à 13bis, à obtenir auprès du Collège communal, pour les catégories de logement suivants :
 - 1) les logements collectifs dont au moins une pièce d'habitation ou un local sanitaire est utilisé par plusieurs ménages;
 - 2) les petits logements individuels dont la superficie habitable ne dépasse pas vingt-huit mètres carrés (28 m²);
 - 3) les bâtiments non initialement destinés à l'habitation, mais utilisés aux fins de logement;
Dans ces trois cas, pour peu qu'ils soient loués ou mis en location à titre de résidence principale.
 - 4) les petits logements individuels loués ou mis en location et dont la vocation principale est l'hébergement d'étudiants.

Toutefois, les dispositions, qui précèdent, ne s'appliquent pas aux logements situés dans le bâtiment où le bailleur a établi sa résidence principale et qui sont loués ou mis en location à deux ménages au plus, pour autant que le nombre total d'occupants des biens loués ne dépasse pas quatre personnes.

- Sur les sanctions applicables en cas de manquement à ces dispositions et notamment, la faculté concédée à l'autorité d'interdire l'accès ou l'occupation des logements concernés.

ETAT DES SOLS - ASSAINISSEMENT DU SOL EN REGION WALLONNE

Décret wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets

L'attention des parties a été attirée sur le fait que la présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution, peut être constitutive de déchets. A ce titre, le détenteur de déchets est tenu d'un ensemble d'obligations allant d'une obligation de gestion à une obligation d'assainissement, voire de réhabilitation.

Décret wallon du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, publié aux annexes du Moniteur Belge du 18 février 2009, (les annexes audit décret ayant été publiées au Moniteur belge du 6 mars 2009), entré en vigueur le 6 juin 2009 (à l'exception de l'article 21 dont la date d'entrée en vigueur sera fixée par un arrêté d'exécution)

En l'état du droit :

- * En vertu de l'article 85 du CWATUPE amendé par le Décret susdit du cinq décembre deux mille huit, le vendeur est tenu de mentionner à l'acquéreur les données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du Décret. A ce jour, cette banque de données est en voie de constitution de sorte que le vendeur est dans l'impossibilité de produire un extrait de celle-ci.
- * Il n'existe pas de norme qui prescrive à charge du cédant les obligations d'investigations d'assainissement ou de sécurité en cas de mutation de sol.

* De même est discutée la question de savoir si l'exigence classique de bonne foi oblige le vendeur non professionnel à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol avant toute mutation.

Dans ce contexte, le vendeur déclare qu'à sa connaissance, après des années de jouissance paisible (sans troubles) et utile (sans vices), sans pour autant que l'acquéreur exige de lui des investigations complémentaires dans le terrain (analyse de sols par un bureau agréé) :

1. ne pas avoir exercé ou laissé s'exercer sur le bien présentement vendu, ni actes ni activités pouvant engendrer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination future du bien.
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien, d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit Décret Sols en vigueur en Région wallonne.
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit Décret Sols, n'a été effectuée sur le bien présentement vendu et que, par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état éventuel de pollution.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur, de toute charge relative à une éventuelle pollution du sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien vendu.

Sous cette réserve, l'acquéreur libère le vendeur de toutes obligations dans les rapports entre parties sans préjudice aux droits des tiers et notamment des autorités publiques. En pareil cas, les parties conviennent que le vendeur mis en cause par les autorités publiques ne pourrait se retourner contre l'acquéreur ou l'appeler en garantie.

SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE LIEE A LA PRESENCE D'UNE CANALISATION DE GAZ NATUREL DE FLUXYS

Le dix-huit novembre deux mille huit, la Société FLUXYS a adressé aux notaires un courrier imposant aux notaires chargés de transactions immobilières, de vérifier si des canalisations de FLUXYS passent à proximité du bien vendu.

Le vingt-neuf août deux mille douze, le notaire instrumentant a consulté le site du Point de Contact fédéral Informations Câbles et Conduites (CICC). En réponse à la demande d'informations concernant le bien, objet des présentes, le CICC a répondu :

« gestionnaires concernés : Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) (via l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques (IGRETEC)/l'Intercommunale du Brabant Wallon (IBW)/l'Association Intercommunale pour la protection et la valorisation de l'Environnement (AIVE)/l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Epuration des Communes de la Province de Liège (AIDE)/l'Intercommunale Namuroise de Services Publics (INASEP)/l'Intercommunale de Propreté Publique (IPALLE), BELGACOM, l'Opérateur des Réseaux Gaz et Electricité (ORES)».

L'acquéreur reconnaît avoir reçu présentement, les lettres de Belgacom, ORES et IPALLE, et leurs annexes éventuelles.

CHANTIERS TEMPORAIRES OU MOBILES

Après avoir été interrogé par le notaire instrumentant sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieure, le vendeur a déclaré qu'il n'a pas effectué sur le bien vendu des actes qui rentrent dans le champ d'application de l'Arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mille un concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

PRIX

Lecture est donnée par le notaire instrumentant de l'article 203, premier alinéa, du Code des Droits d'Enregistrement, rédigé comme suit : "En cas de dissimulation au sujet du prix et des charges ou de la valeur conventionnelle, il est dû individuellement par chacune des parties contractantes une amende égale au droit éludé. Celui-ci est dû indivisiblement par toutes les parties".

Les parties ont déclaré la présente vente consentie et acceptée moyennant le prix de **EUROS** (..... euros), sur lequel prix la somme de **euros** (..... euros) a été payée antérieurement aux présentes, et dont le solde, soit la somme de **euros** (..... euros), a été payé par virement sur le compte numéro 091-0004076-31.

Quittance :

Est ici intervenu, M. Eddy MOULIN, Receveur communal de la Ville de Tournai, lequel déclare que l'entière du prix susmentionné a été payée sur le compte numéro 091-0004076-31 du Bureau des Recettes de la Ville de Tournai, et donne quittance entière et définitive.

Conformément à la décision du Conseil communal, M. Eddy MOULIN et la Ville de Tournai, dûment représentée, requièrent la dispense d'inscription d'office comme dit ci-après.

DISPOSITIONS SUR LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Le notaire instrumentant atteste que :

- le paiement de l'acompte a été effectué
- le paiement du solde du prix, qu'il a personnellement constaté, a été effectué par

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Monsieur le Conservateur des Hypothèques est expressément dispensé de prendre inscription d'office en vertu des présentes pour quelque motif que ce soit.

TUTELLE

La présente convention ainsi que la délibération du Conseil communal de la Ville de Tournai autorisant la vente ont été adressées, le, au Gouvernement de la Région Wallonne dans le cadre de la tutelle d'annulation prévue par le Décret du premier avril mil neuf cent nonante-neuf organisant la Tutelle sur les Communes, les Provinces et les Intercommunales de la Région Wallonne.

La présente vente peut être définitivement conclue en l'absence d'annulation dans le mois de sa notification, par le Gouvernement de la Région wallonne, de la délibération du Conseil communal autorisant la présente vente conclusion.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires résultant des présentes sont à charge de l'acquéreur.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

En vue de bénéficier de la réduction des droits d'enregistrement prévue à l'article 53 du Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe, l'acquéreur déclare : A préciser par l'acquéreur (avec ou sans réduction des droits d'enregistrement)

DECLARATION RELATIVE A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Le notaire instrumentant a donné lecture des articles 62 paragraphe 2, et 73, du Code de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, et interpellé par lui, le vendeur a déclaré ne pas être assujéti à la dite taxe.

TAXATION DES PLUS VALUES

Les parties déclarent être informées de l'Arrêté royal du vingt décembre mil neuf cent nonante-six portant des mesures fiscales diverses et contenant, notamment, taxation des plus-values réalisées à l'occasion d'une cession à titre onéreux d'immeubles bâtis dans les cinq ans de la date d'acquisition.

DECLARATION DU VENDEUR

Le vendeur déclare avoir été informé par le notaire instrumentant des dispositions de l'article 212 du Code des Droits d'Enregistrement relatif à la restitution partielle des droits d'enregistrement. Il déclare ne pas pouvoir bénéficier de cette restitution.

INFORMATIONS

En outre, les parties reconnaissent que le notaire instrumentant les a informées de l'existence en Région wallonne de primes en matière d'aide au logement et en matière énergétique ainsi que de l'octroi de réductions d'impôts par l'Etat fédéral et les a renvoyées à ce sujet aux sites Internet de la Région wallonne et de l'Etat fédéral, et notamment aux sites suivants :

http://minécofgov.be:energy-rational_energy_lise:tax_reductions:home_fr.htm

<http://energie.wallonie.be>

<http://spw.wallonie.be>

DECLARATIONS FINALES

Chaque comparant déclare :

- que son état civil est conforme à ce qui est précisé ci-avant.
- qu'il n'a à ce jour déposé aucune requête en règlement collectif de dettes et s'engage à ne pas en faire la demande endéans les deux mois des présentes.
- qu'il n'est pas pourvu d'un administrateur provisoire ou d'un conseil judiciaire.
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire.
- qu'il n'est pas pourvu d'un administrateur provisoire désigné par le Tribunal de Commerce.
- qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour.
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de l'administration de ses biens.

Le vendeur déclare :

- n'avoir pas bénéficié d'une prime de la Région wallonne pour des travaux effectués à l'immeuble objet des présentes.
- qu'il n'a été effectué aucune visite de fonctionnaires de l'Administration du Cadastre à l'effet de modifier le revenu cadastral suite à des transformations, améliorations ou ajoutées éventuellement réalisées au bien vendu.
- que le bien vendu n'a pas fait l'objet de travaux à ce point important que le maximum du revenu cadastral du bien retenu par la loi pour que l'immeuble soit considéré comme modeste pourrait être dépassé.

IDENTITE

Conformément à la loi organique du notariat, l'acquéreur a été identifié au vu de sa carte d'identité. Il marque son accord sur la mention dans l'acte, de son numéro d'immatriculation au Registre national.

Conformément à la loi hypothécaire, le notaire instrumentant certifie l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance de l'acquéreur au vu du Registre national.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en l'étude du notaire soussigné.

INTERETS CONTRADICTOIRES - ENGAGEMENTS DISPROPORTIONNES

Les comparants reconnaissent avoir été éclairés par le notaire instrumentant sur la portée de l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la loi contenant organisation du notariat, qui dispose: "Lorsqu'il constate l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagement disproportionnés, le notaire attire l'attention des parties et les avise qu'il est loisible à chacune d'elles de désigner un autre notaire ou de se faire assister par un conseil. Le notaire en fait mention dans l'acte".

DROIT D'ECRITURE

Droit d'écriture, sur déclaration du notaire instrumentant : à compléter

DONT ACTE

Fait et passé à Tournai, à l'Hôtel de Ville, date que dessus.

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du présent projet d'acte au moins cinq jours ouvrables avant la signature des présentes et que ce délai leur a été suffisant pour l'examiner utilement.

Après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi et partiellement des autres dispositions, ce que les parties reconnaissent, celles-ci ont signé l'acte ainsi que Nous, Notaire.";

- 4. d'affecter** les fonds à provenir de cette vente à l'article 124/762-56 du budget extraordinaire 2013.

Ont voté pour : Mme R.DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J-M.DE PESSEMIER, A.PESIN, J-M.VANDENBERGHE, G.LECLERCQ, Mme M.WILLOCQ, MM. R.DELVIGNE, J-L.CLAUX, J-L.VIEREN, D.SMETTE, B.MAT, Mme H.CLEMENT-COUPLET, M. J.DEVRAY, Mme S.LIETAR, MM. B.LAVALLEE, G.HUEZ, E.VANDECAYEYE, Mmes C.GUISSET-LEMOINE, B.DEWAELE, H.LELEU, L.BARBAIX, D.CLAEYSSSENS, MM. X.DECALUWE, L.COUSAERT, A.MELLOUK, Mmes MC.MARGHEM, L.DEDONDER, M. P.ROBERT, Mme L.LIENARD, MM. V.BRAECKELAERE, A.BOITE, T.BOUZIANE, M. P-O.DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R.DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Ont voté contre : Mmes M-C.LEFEBVRE, C.LADAVID, M. G.DENONNE

Monsieur le Conseiller communal **C.MICHEZ** rentre en séance.

9. Tournai, Pont à Pont. Travaux de réfection du revêtement de la voirie. Articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 25 janvier 2013, la Zone de Police du Tournaisis a établi un rapport relatif à des dégradations importantes de la voirie inhérentes aux conditions météorologiques au Pont à Pont rue des Puits l'Eau à Tournai et à l'interdiction de circuler et de stationner sur cette voirie.

En date du 28 janvier 2013, l'Echevin délégué à la fonction maïorale a pris une ordonnance de police interdisant le stationnement et la circulation des véhicules sur le Pont à Pont à Tournai, du 25 janvier au 28 février 2013.

L'ingénieur de la Ville a établi un rapport dont les termes suivent :

" Ce 25 janvier 2013, a été signalée une déformation importante du revêtement du tablier du Pont à Pont à Tournai. A la suite de cet événement, un rapport de police a été établi pour constater le danger provoqué par la situation. Celle-ci trouve vraisemblablement son origine dans un gonflement survenu suite au gel de l'eau anormalement présente dans les fondations de la voirie.

Le danger pour les usagers a exigé la pose immédiate d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur pour d'évidentes raisons de sécurité. Dans un second temps, il s'avère nécessaire de rétablir le revêtement dans son premier état afin de supprimer toute source potentielle de danger pour la circulation automobile.

Pour ce faire, contact a été pris avec trois entreprises capables de répondre immédiatement à l'urgence et l'impérieuse nécessité de faire disparaître les déformations, de manière à ce qu'elles nous transmettent leurs devis sur base des instructions données sur site et le métré récapitulatif dressé par les Services techniques.

Les trois entreprises consultées et ayant remis une offre sont :

| Entreprise | Offre Variante 1 (TVA comprise) | Offre Variante 2 (TVA comprise) |
|--|------------------------------------|------------------------------------|
| Pierre PETIT à 7700 Pecq | 79 405,65 € | 106 515,09 € |
| Travaux HERSEAUTOIS à 7712 Herseaux | 83 251,63 € | 108 635,25 € |
| Travaux Publics HUBAUT à 7531 Havinnes | 84 415,65 € | 109 964,80 € |

Ces travaux consistent en :

- Variante 1 : le démontage du revêtement mosaïqué existant et la démolition de sa fondation, le compactage et la reprofilage du fond de coffre, la mise en place d'une nouvelle fondation avant **la pose d'un revêtement hydrocarboné bicouche**, le ragréage des rampes au nouveau revêtement et la remise en état du marquage au sol du stationnement;
- Variante 2 : le démontage du revêtement mosaïqué existant et la démolition de sa fondation, le compactage et la reprofilage du fond de coffre, la mise en place d'une nouvelle fondation avant **la remise en place du revêtement mosaïqué**, le ragréage des rampes au nouveau revêtement et la remise en état du marquage au sol du stationnement.

Le Collège communal, en séance du 1^{er} février 2013, a opté pour la variante 1.

L'offre la plus intéressante émane de la **SPRL PIERRE PETIT** située rue de la Croix-Rouge, 41 à 7700 Pecq. Aussi, je propose de lui confier par procédure négociée et sans publicité, les travaux de réfection du revêtement de voirie du tablier du Pont à Pont à Tournai (variante 1) au montant de 79 405,65 € TVA comprise.

Ceux-ci peuvent lui être confiés conformément à l'article **17 § 2 1^{er} alinéa c)** de la loi sur les marchés publics et seront régis par le Cahier Général des Charges type RW 99 - version 2009 dénommé « QUALIROUTES ». Le paiement se fera sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur la présentation de factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles. L'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise et prend cours à la date du présent rapport.

Fait à Tournai, ce 1^{er} février 2013."

Les crédits non disponibles à ce jour seront prévus au budget extraordinaire 2013.

Il appartient à votre Assemblée de prendre acte de notre décision, prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité en date du 1^{er} février 2013."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 relatifs aux compétences du Conseil communal, et suivants relatifs à la Tutelle et au budget et comptes;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration;

Vu la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 2, 1^o c;

Vu l'Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu le Cahier général des charges, type RW 99, version 2009 dénommé « Qualiroutes »;

Vu la convention du 6 août 1956 entre l'Etat belge et la Ville de Tournai sur la remise et la gestion notamment du Pont à Pont;

Vu le rapport du 25 janvier 2013 établi par la Zone de Police du Tournaisis relatif à des dégradations importantes de la voirie inhérentes aux conditions météorologiques au Pont à Pont rue des Puits l'Eau à Tournai et à l'interdiction de circuler et de stationner sur cette voirie;

Vu l'ordonnance de Police prise par l'Echevin délégué à la fonction maïorale en date du 28 janvier 2013 interdisant le stationnement et la circulation des véhicules sur le Pont à Pont à Tournai, du 25 janvier au 28 février 2013;

Vu le rapport de l'ingénieur de la Ville, dont les termes suivent :

" Ce 25 janvier 2013, a été signalée une déformation importante du revêtement du tablier du Pont-à-Pont à Tournai. A la suite de cet événement, un rapport de police a été établi pour

constater le danger provoqué par la situation. Celle-ci trouve vraisemblablement son origine dans un gonflement survenu suite au gel de l'eau anormalement présente dans les fondations de la voirie.

Le danger pour les usagers a exigé la pose immédiate d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur pour d'évidentes raisons de sécurité. Dans un second temps, il s'avère nécessaire de rétablir le revêtement dans son premier état afin de supprimer toute source potentielle de danger pour la circulation automobile.

Pour ce faire, contact a été pris avec trois entreprises capables de répondre immédiatement à l'urgence et l'impérieuse nécessité de faire disparaître les déformations, de manière à ce qu'elles nous transmettent leurs devis sur base des instructions données sur site et le métré récapitulatif dressé par les Services techniques.

Les trois entreprises consultées et ayant remis une offre sont :

| Entreprise | Offre Variante 1 (TVA comprise) | Offre Variante 2 (TVA comprise) |
|--|------------------------------------|------------------------------------|
| Pierre PETIT à 7700 Pecq | 79 405,65 € | 106 515,09 € |
| Travaux HERSEAUTOIS à 7712 Herseaux | 83 251,63 € | 108 635,25 € |
| Travaux Publics HUBAUT à 7531 Havinnes | 84 415,65 € | 109 964,80 € |

Ces travaux consistent en :

- Variante 1 : le démontage du revêtement mosaïqué existant et la démolition de sa fondation, le compactage et le reprofilage du fond de coffre, la mise en place d'une nouvelle fondation avant **la pose d'un revêtement hydrocarboné bi-couche**, le ragréage des rampes au nouveau revêtement et la remise en état du marquage au sol du stationnement;
- Variante 2 : le démontage du revêtement mosaïqué existant et la démolition de sa fondation, le compactage et le reprofilage du fond de coffre, la mise en place d'une nouvelle fondation avant **la remise en place du revêtement mosaïqué**, le ragréage des rampes au nouveau revêtement et la remise en état du marquage au sol du stationnement.

Le Collège communal, en séance du 1^{er} février 2013, a opté pour la variante 1.

L'offre la plus intéressante émane de la **SPRL PIERRE PETIT** située rue de la Croix-Rouge, 41 à 7700 Pecq. Aussi, je propose de **lui** confier par procédure négociée et sans publicité, les travaux de réfection du revêtement de voirie du tablier du Pont à Pont à Tournai (variante 1) au montant de 79 405,65 € TVA comprise.

Ceux-ci peuvent lui être confiés conformément à l'article 17 § 2 1^{er} alinéa c) de la loi sur les marchés publics et seront régis par le Cahier Général des Charges type RW 99- version 2009 dénommé « QUALIROUTES ». Le paiement se fera sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur la présentation de factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles. L'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise et prend cours à la date du présent rapport.

Fait à Tournai, ce 1^{er} février 2013.";

Vu les offres reçues des trois entrepreneurs consultés;

Considérant que les crédits non disponibles à ce jour seront prévus au budget extraordinaire 2013;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par le Collège communal en séance du 1^{er} février 2013 :

Article 1^{er} : il a été passé un marché de travaux de réfection du revêtement de voirie du tablier du Pont à Pont à Tournai (variante 1 : pose d'un revêtement hydrocarboné bicouche).

Article 2 : ce marché a été passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de 3 entrepreneurs, conformément à l'article 17 § 2, 1^o c de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de l'Entreprise PIERRE PETIT SPRL, rue de la Croix Rouge, 41 à 7700 Pecq, au montant de son offre la moins disante s'élevant à 79.405,65 € TVA comprise, ainsi qu'en régie pour les travaux imprévisibles.

Article 3 : le marché, d'un montant supérieur à 22.000,00 € hors TVA, est régi par le cahier général des charges « Qualiroutes » dans son intégralité.

Article 4 : en vertu des articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, de POURVOIR à la dépense et connaissance de cette décision, prise vu l'urgence résultant d'événements imprévisibles, sera donnée sans délai au Conseil communal qui en prendra acte et délibérera s'il admet ou non la dépense.

Article 5 : l'ordre de commencer les travaux a été donné à l'Entreprise SPRL PIERRE PETIT immédiatement, soit le 1^{er} février 2013.

Article 6 : Le budget extraordinaire 2013 n'étant pas opérationnel, les crédits seront inscrits sous l'article 4213/731-60 pour couvrir la dépense à résulter de ce marché;

ADMET LA DEPENSE.

10. Service Incendie. Remise en état des installations électriques. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.
Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Un rapport du Service Interne de Prévention et de Protection (SIPP) relatif à la caserne du Service Incendie stipule :

" Le SIPP a été prévenu samedi vers 19 heures qu'un accident d'origine électrique était survenu dans le tableau de distribution (TD1) entraînant la destruction de certains appareils électriques (éclairage, ordinateurs, écrans, etc.).

Ce tableau alimente tous les circuits d'éclairage et prises de courant du rez-de-chaussée ainsi que la partie administrative, les locaux sociaux, la centrale, le centre de

communication, l'atrium et les caméras de surveillance. Excepté les circuits de secours qui sont alimentés par le TD2.

Un serrage défaillant de la borne du neutre au niveau de l'interrupteur général est à l'origine de cet accident (photos en annexe).

Un inventaire des dégâts est en cours d'élaboration, le Service Assurances de notre Administration a été informé."

Avertie, ETHIAS, la compagnie d'assurance de la Ville, a demandé de lui faire parvenir un devis chiffré et détaillé des réparations à effectuer.

Deux entreprises ont été consultées et ont remis prix, à savoir:

- AES d'Antoing au montant de 17.096,00 € hors TVA, soit 20.686,16 € TVA comprise
- TECHNORD de Tournai au montant de 16.703,00 € hors TVA, soit 20.210,63 € TVA comprise.

La compagnie d'assurance ETHIAS a précisé par courriel :

" Faisant suite à notre visite en vos installations en date du 10 janvier 2013, je vous marque accord sur le devis de réparation d'un montant de 16.703,00 € hors TVA établi par la Firme TECHNORD pour la remise en état des installations électriques endommagées. L'évaluation de dommage de ce poste bâtiment devrait être prise en considération sans application de vétusté (poste bâtiment avec vétusté < 30 %) (...)."

Un rapport du Service Incendie a mis l'accent sur l'urgence des réparations :

" Il s'agit en ce qui concerne l'impériosité de l'urgence, de la sécurité des intervenants pendant les nuits. A savoir que les couloirs de service ainsi que l'atrium central et les cages d'escaliers se trouvent dans le noir le plus total.

Cet état de fait rend le déplacement des intervenants hasardeux et dangereux. Dans le cas de chutes et de blessures conséquentes, ces mêmes intervenants pourraient se retourner contre l'employeur.

De plus, le raccordement du disjoncteur principal est raccordé de façon provisoire et les fermeture et ouverture manuelles de celui-ci est strictement interdit au risque de créer de nouveaux dommages à l'installation électrique.

A la demande de l'expert de l'assurance, celui-ci demande que l'on fasse au plus vite le remplacement du disjoncteur."

Les dispositions de l'article L1222-3 alinéa 3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation sont les suivantes :

" En cas d'urgence impérieuse résultant d'évènements imprévisibles, le Collège communal peut d'initiative exercer les pouvoirs du Conseil visés à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au Conseil communal qui en prendra acte lors de sa prochaine séance."

Les dispositions de l'article 17 § 2 1 c de la Loi du 24 décembre 1993 relative à ce type de marché stipulent :

" Il peut être traité par procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure, mais si possible après consultation de plusieurs entrepreneurs (...), dans la mesure strictement nécessaire, l'urgence impérieuse résultant d'évènements imprévisibles ne permet pas de respecter les délais exigés par les autres procédures."

Le montant de ces travaux s'élevait approximativement à 20.210,63 € TVA comprise et les crédits sont inscrits sous l'article 351/724-60 du budget extraordinaire 2013, qui n'a pas encore été approuvé par l'Autorité de tutelle.

Les dispositions de l'article L1311-5 alinéa 2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation précisent :

" Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le Collège communal peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au Conseil communal qui délibère s'il admet ou non la dépense."

Il appartient à votre Assemblée de prendre acte de notre décision prise en date du 1^{er} février 2013 vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et d'admettre la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services, notamment l'article 17;

Vu l'annexe à l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant le cahier générale des charges;

Vu l'Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fourniture et services, notamment les articles 120 et suivants;

Vu les dispositions de l'article L1222-3 alinéa 3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation qui stipulent :

" En cas d'urgence résultant d'événements imprévisibles, le Collège communal peut d'initiative exercer les pouvoirs du Conseil visés à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au Conseil communal qui en prendra acte lors de sa prochaine séance.";

Vu les dispositions de l'article 17 § 2 1 c de la Loi du 24 décembre 1993 qui précisent:
" Il peut être traité par procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure, mais si possible après consultation de plusieurs entrepreneurs (...), dans la mesure strictement nécessaire, l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles ne permet pas de respecter les délais exigés par les autres procédures.";

Vu le rapport du Service Interne de Prévention et de Protection (SIPP) dont les termes suivent :

" Le SIPP a été prévenu samedi vers 19 heures qu'un accident d'origine électrique est survenu dans le tableau de distribution (TD1) entraînant la destruction de certains appareils électriques (éclairage, ordinateurs, écrans, etc.).

Ce tableau alimente tous les circuits d'éclairage et prise de courant du rez-de-chaussée ainsi que la partie administrative, les locaux sociaux, la centrale, le centre de communication, l'atrium et les caméras de surveillance. Exceptés les circuits de secours qui sont alimentés par le TD2.

Un serrage défaillant de la borne du neutre au niveau de l'interrupteur général est à l'origine de cet accident (photos en annexe).

Un inventaire des dégâts est en cours d'élaboration, le Service Assurances de notre Administration a été informé.";

Considérant qu'avertie, ETHIAS, la compagnie d'assurance de la Ville, a demandé de lui faire parvenir un devis chiffré et détaillé des réparations à effectuer;

Considérant que deux entreprises ont été consultées et ont remis prix, à savoir :

- AES d'Antoing au montant de 17.096,00 € hors TVA, soit 20.686,16 € TVA comprise
- TECHNORD de Tournai au montant de 16.703,00 € hors TVA, soit 20.210,63 € TVA comprise;

Vu le courriel d'ETHIAS, qui précisait :

" Faisant suite à notre visite en vos installations en date du 10 janvier 2013, je vous marque accord sur le devis de réparation d'un montant de 16.703,00 € hors TVA établi par la Firme TECHNORD pour la remise en état des installations électriques endommagées. L'évaluation de dommage de ce poste bâtiment devrait être prise en considération sans application de vétusté (poste bâtiment avec vétusté < 30 %) (...)" ;

Vu le courriel du Service Incendie, qui met l'accent sur l'urgence des réparations :

" Il s'agit en ce qui concerne l'impériosité de l'urgence de la sécurité des intervenants pendant les nuits. A savoir que les couloirs de service ainsi que l'atrium central et les cages d'escaliers se trouvent dans le noir le plus total. Cet état de fait rend le déplacement des intervenants hasardeux et dangereux. Dans le cas de chutes et de blessures conséquentes, ces mêmes intervenants pourraient se retourner contre l'employeur. De plus, le raccordement du disjoncteur principal est raccordé de façon provisoire et les fermeture et ouverture manuelles de celui-ci est strictement interdit au risque de créer de nouveaux dommages à l'installation électrique. A la demande de l'expert de l'assurance, celui-ci demande que l'on fasse au plus vite le remplacement du disjoncteur" ;

Considérant que les crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2013, sous l'article 351/724-60, mais que le budget n'a pas encore été approuvé par l'Autorité de tutelle;

Vu les dispositions de l'article L1311-5 alinéa 2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation stipulant :

" Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le Collège communal peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au Conseil communal qui délibère s'il admet ou non la dépense." ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par le Collège communal en séance du 1^{er} février 2013 :

Article 1^{er} : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la remise en état de l'installation électrique à la caserne d'incendie.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 17 § 2, 1^o c de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et services, avec l'Entreprise TECHNORD, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai, au montant de son devis qui s'élève 20.210,63 € TVA comprise.

Article 3 : l'ordre de commencer les travaux est donné immédiatement.

Article 4 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'annexe de l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 5 : le présent marché est constaté conformément aux dispositions de l'article 122, 2° de l'Arrêté royal du 8 janvier 1996.

Article 6 : de soumettre la présente décision au Conseil communal qui en prendra acte lors de sa prochaine séance.

Article 7 : de pourvoir, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la dépense résultant de l'exécution du susdit marché. Connaissance de cette décision sera donnée au Conseil communal qui délibèrera s'il admet ou non la dépense.

Article 8 : les crédits de l'ordre de 21.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2013 sous l'article 351/724-60;

ADMET LA DEPENSE.

11. Service Propreté publique. Réfection de la tourelle d'une hydrocureuse. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A.BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'hydrocureuse immatriculée HIR963 est utilisée de manière intensive par le Service Propreté publique.

Le mécanisme de la tourelle du véhicule est arrivé à un stade avancé d'usure, il convient donc de procéder à la réfection de celle-ci.

Ce marché de services est estimé à 15.000,00 € TVA comprise.

Ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 17 § 1^{er} et 2, 1^oa de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 421/745-98 du budget extraordinaire 2013.

Il vous appartient d'approuver les modes et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la Tutelle;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17 § 1^{er} et § 2, 1^o a;

Vu l'Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3 § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'Arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que suite à l'utilisation intensive de l'hydrocureuse par le Service Propreté publique le mécanisme de la tourelle de celle-ci est arrivé à un stade avancé d'usure et qu'il s'avère nécessaire de procéder à sa réfection;

Considérant que ce marché de services est estimé à 15.000,00 € TVA comprise;

Considérant que ce marché de services peut être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 17 § 1^{er} et 2, 1^o a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Attendu qu'un crédit de 15.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013 sous l'article budgétaire 421/745-98;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet la réparation de la tourelle de l'hydrocureuse immatriculée HIR963 pour un montant total estimé à 15.000,00 € TVA comprise. Ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 17 § 1^{er} et 2, 1^o a de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles sont celles prévues dans le cahier général des charges et plus particulièrement dans le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : un crédit de 15.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2013, en cours d'approbation par la tutelle, sous l'article budgétaire 421/745-98.

12. Régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables.
Exercice 2013. Budget. Approbation.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 19 septembre 2011, vous avez approuvé un nouvel avenant au contrat de fourniture de la centrale de cogénération GAZENBOIS. Cet avenant est entré en vigueur le 30 septembre 2011.

En séance du 19 novembre 2012, vous avez approuvé l'avenant n° 5 au contrat de fourniture de la centrale de cogénération GAZENBOIS portant sur les conditions financières de l'article 9 de l'avenant n° 4.

Ces avenants ont profondément modifié le service ordinaire du budget de la Régie. En effet, l'achat de combustible (plaquettes de bois et gaz propane) ainsi que la maintenance de certaines fournitures techniques ne sont plus à charge de la Régie.

Les énergies produites par la centrale de cogénération (électricité et chaleur) sont, dès lors, achetées au fournisseur de celle-ci pour la piscine de l'Orient. Des crédits sont, par conséquent, inscrits au service ordinaire en dépense pour un montant de 73.750,00 € et en recette pour un montant de 81.200,00 €. Une intervention communale de 90.000,00 € est encore prévue afin de supporter les frais fixes et les charges de dette de la Régie.

Au service extraordinaire, un crédit d'aménagement de 20.000,00 € est tout d'abord inscrit pour la réalisation d'une petite annexe attenante au bâtiment de la centrale. Ensuite, un crédit de 2.000,00 € est inscrit pour l'achat d'un pc portable, et ce afin d'assurer le suivi du photovoltaïque dont les investissements ont été réalisés en 2012 dans divers bâtiments communaux. Enfin, un crédit de 5.000,00 € est inscrit pour l'achat d'un système de comptage de chaleur. Ces investissements sont couverts en recettes par un emprunt d'un montant de 27.000,00 €.

Au vu des chiffres présentés, nous vous invitons à approuver, pour l'exercice 2013, les prévisions budgétaires tant au Service ordinaire qu'au Service extraordinaire de la Régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables.

Le projet de budget sera ensuite publié et transmis pour approbation aux Autorités de tutelle."

Monsieur le Conseiller communal **B.MAT** au nom de Tournai Plus, note que ce dossier n'évolue pas favorablement et se demande s'il ne convient pas de résilier la convention avec XYLOWATT pour confier les installations à un privé qui pourrait les valoriser.

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE** déclare :

" Je comprends que le Collège soit dans une période d'incertitude par rapport au fonctionnement de la centrale GAZENBOIS. Toutefois, je trouve que le bâtiment et ses abords pourraient être aménagés correctement au vu du nombre de visites effectuées par des étrangers et des universitaires. Ce n'est pas avec les quelque 20.000,00 € prévus au budget extraordinaire que ces aménagements pourront être réalisés. C'est regrettable".

Monsieur le **Président de l'Assemblée** explique :

" Nous sommes face à un pari technologique de valorisation de biomasse par cogénération financé par des certificats verts, par la récupération de chaleur et par la production d'électricité.

Les rendements énergétiques et financiers sont décevants et les combustibles adéquats, difficiles à trouver. Si ce projet était clôturé, ce serait un échec lourd à porter pour l'entreprise. C'est la raison pour laquelle nous prolongeons les négociations.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision du 10 octobre 2005 de créer une Régie Communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables;

Vu l'Arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des Régies communales;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant qu'en séance du 19 septembre 2011, un nouvel avenant au contrat de fourniture de la centrale de cogénération GAZENBOIS a été approuvé et qu'il est entré en vigueur le 30 septembre 2011;

Considérant qu'en séance du 19 novembre 2012, l'avenant n° 5 au contrat de fourniture de la centrale de cogénération GAZENBOIS portant sur les conditions financières de l'article 9 de l'avenant n° 4, a été approuvé;

Considérant que ces avenants ont profondément modifié le service ordinaire du budget de la Régie, l'achat de combustible (plaquettes de bois et gaz propane) ainsi que la maintenance de certaines fournitures techniques n'étant plus à charge de la Régie;

Considérant que les énergies produites par la centrale de cogénération (électricité et chaleur) sont, dès lors, achetées au fournisseur de celle-ci pour la piscine de l'Orient;

Considérant que des crédits sont, par conséquent, inscrits au service ordinaire en dépense pour un montant de 73.750,00 € et en recette pour un montant de 81.200,00 € et qu'une intervention communale de 90.000,00 € est encore prévue afin de supporter les frais fixes et les charges de dette de la Régie;

Considérant qu'au Service extraordinaire, un crédit d'aménagement de 20.000,00 € est inscrit pour la réalisation d'une petite annexe attenante au bâtiment de la centrale et qu'un crédit de 2.000,00 € est inscrit pour l'achat d'un pc portable, et ce afin d'assurer le suivi du photovoltaïque dont les investissements ont été réalisés en 2012 dans divers bâtiments communaux;

Considérant, enfin, qu'un crédit de 5.000,00 € est inscrit pour l'achat d'un système de comptage de chaleur;

Considérant que ces investissements sont couverts en recettes par un emprunt d'un montant de 27.000,00 €;

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses des Services ordinaire et extraordinaire de la Régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2013;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

que les crédits du budget ordinaire de la Régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables de l'exercice 2013 ont un caractère non limitatif;

APPROUVE :

aux chiffres présentés, le budget des recettes et dépenses des Services ordinaire et extraordinaire de la Régie pour l'exercice 2013 :

| | <u>Service Ordinaire</u> | <u>Service Extraordinaire</u> |
|----------|--------------------------|-------------------------------|
| Recettes | 173.250,00 € | 27.000,00 € |
| Dépenses | <u>173.250,00 €</u> | <u>27.000,00 €</u> |
| | 0,00 € | 0,00 € |

(avec une intervention communale de 90.000,00 €).

La présente délibération sera soumise à l'approbation des Autorités de tutelle.

13. Centre public d'Action sociale (C.P.A.S.). Commission locale pour l'énergie. Rapport 2012.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Conformément au Décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation des marchés de l'électricité et au Décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation des marchés régionaux du gaz, la Commission locale pour l'Energie constituée par le Centre public d'Action sociale a établi un rapport d'activités pour l'année 2012.

Ce rapport fait état du nombre de convocations de la Commission émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

Conformément aux dispositions décrétales, votre Assemblée est invitée à en prendre connaissance avant le 31 mars.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation des marchés de l'électricité;

Vu le Décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation des marchés régionaux du gaz;

Vu le rapport d'activités de l'année 2012 établi par la Commission locale pour l'Energie constituée par le Centre public d'Action sociale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

de ce rapport :

COMMISSION LOCALE POUR L'ENERGIE

Rapport d'activités à destination du conseil communal

Conformément aux décrets relatifs à l'organisation des marchés régionaux du gaz (décret du 19 décembre 2002, article 31 quater, paragraphe 1^{er}, alinéa 2) et de l'électricité (décret du 12 avril 2001, article 33 ter, paragraphe 1^{er}, alinéa 2), avant le 31 mars de chaque année, les Commissions locales pour l'énergie adressent au Conseil communal un rapport faisant état du nombre de convocations de la Commission émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée.

Année : ...2012...

CPAS de : ...TOURNAI.....

A. NOMBRE DE SAISIES ET TYPE DE DECISIONS RELATIVES A L'ACTIVITE DES CLE

1. Nombre de saisies de la commission locale pour l'énergie

* Nombre de saisies de la Commission locale pour l'énergie pour l'ensemble de l'année : 104

* Nombre de réunions de la Commission locale pour l'énergie : 8

En électricité

Nombre de réunions par type de CLE :

* 2 CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie en électricité;

- * 6 CLE concernant la perte de statut de client protégé;
- * 0 CLE pour une demande d'audition du client.

En gaz

Nombre de réunions par type de CLE:

- * 0 CLE concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution;
- * 2 CLE concernant les clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget pendant la période hivernale;
- * 3 CLE concernant la perte de statut de client protégé;
- * 0 CLE pour une demande d'audition du client.

2. Nombre de CLE par type de décision

En électricité

- CLE concernant les **arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie** :

- * 2 décision(s) de retrait de la fourniture minimale garantie;
- * 0 décision(s) portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le GRD avant réunion de la CLE avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);
- * 0 décision(s) d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);
- * 0 décision(s) de remise de dette prise en charge par le Fonds énergie régional;
- * 0 décision(s) portant sur la continuité de la fourniture minimale garantie (liées au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le CPAS,...).

Autre(s) :

- CLE concernant la **perte de statut de client protégé** :

- * 14 décision(s) confirmant la perte du statut de client protégé;
- * 4 décision(s) attestant de la qualité de client protégé et du maintien de la fourniture d'électricité;
- * 9 décision(s) octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix.

Autre(s) :

- CLE pour une **demande d'audition du client** :

- * 0 décision(s) confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients;
- * 0 décision(s) ne confirmant pas le bien-fondé de la demande.

Autre(s) :

.....

En gaz

- CLE concernant *les arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution* :

- * 0 décision(s) de retrait de la fourniture de gaz;
- * 0 décision(s) portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le GRD avant réunion de la CLE avec continuité de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);
- * 0 décision(s) d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);
- * 0 décision(s) portant sur la continuité de la fourniture de gaz (liées au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le CPAS, ...).

Autre(s) :

.....

.....

.....

.....

.....

- CLE concernant les **clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget gaz pendant la période hivernale** :

- * 6 décision(s) de retrait de l'alimentation;
- * 16 décision(s) d'octroi de kWh dont 30 % de la consommation restent à charge du client protégé.

Autre(s) :

.....

.....

.....

.....

.....

- CLE concernant la **perte de statut de client protégé** :

- * 7 décision(s) confirmant la perte du statut de client protégé;
- * 2 décision(s) attestant de la qualité de client protégé et maintenant la fourniture de gaz;
- * 4 décision(s) octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix.

Autre(s) :

.....

.....

.....

.....

.....

- CLE pour une **demande d'audition du client** :

- * 0 décision(s) confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients;
- * 0 décision(s) ne confirmant pas le bien-fondé de la demande.

Autre(s) :

.....

.....

.....

.....

.....

B. MISSION D'INFORMATION

(Détail des actions mises en place par la CLE pour le public qu'elle rencontre afin d'assurer sa mission d'information relative aux mesures à caractère social en matière de fourniture d'énergie et des tarifs applicables, de guidance sociale énergétique et des plans d'action préventive en matière d'énergie).

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Remarques complémentaires :

Le service a reçu 104 demandes pour réunir la CLE. Un travail préalable a permis l'annulation de plusieurs dossiers. Il est judicieux de faire valoir ce travail exercé en aval des réunions de CLE. Par ailleurs, une guidance sociale énergétique se poursuit au-delà des réunions.

Monsieur le Conseiller communal **D.SMETTE** sort de séance.

14. Fabriques d'Eglise Saint-André (Chercq) et Saint-Piat (Tournai). Modifications budgétaires. Avis.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Nous soumettons à votre examen les modifications budgétaires 2012 remises par les Fabriques d'Eglise Saint-André de Chercq et Saint-Piat de Tournai.

La Fabrique d'Eglise Saint-Piat de Tournai sollicite un subside extraordinaire de 3.872,00 € afin de financer des travaux de réfection du vitrail de la façade de l'église (danger pour les passants et la voirie).

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable à la modification budgétaire 2012 de la Fabrique d'Eglise Saint-André de Chercq et un avis réservé à la modification budgétaire 2012 de la Fabrique d'Eglise Saint-Piat de Tournai étant donné l'impossibilité de financer la dépense au budget communal extraordinaire 2012."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant les modifications budgétaires 2012 introduites par les Fabriques d'Eglise Saint-André de Chercq et Saint-Piat de Tournai;

Considérant que la Fabrique d'Eglise Saint-André de Chercq ne sollicite aucun subside ordinaire supplémentaire;

Considérant que la Fabrique d'Eglise Saint-Piat de Tournai sollicite un subside communal extraordinaire de 3.872,00 € pour des travaux de réfection du vitrail de la façade de l'église (danger pour les passants et la voirie);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'émettre les avis suivants :

| Fabrique d'Eglise | N° de modification budgétaire | Date du Conseil de Fabrique | Demande de subside ordinaire | Demande de subside extraordinaire | Motif de la demande | Avis favorable/ défavorable |
|----------------------|-------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------------|--|--|
| Saint-André (Chercq) | 1 | 11 décembre 2012 | 0,00 € | 0,00 € | Dépenses : dépenses ordinaires exercice antérieur (+ 1.000,00 €), entretien et réparation de l'orgue (- 1.000,00 €) | Avis favorable |
| Saint-Piat (Tournai) | 2 | 26 novembre 2012 | 0,00 € | 3.872,00 € | Recettes : fermages (+ 955,00 €), recettes diverses (+ 1.329,00 €) Dépenses : entretien de l'église (+ 2.284,00 €), grosses réparations à l'église (+ 3.872,00 €) | Avis réservé étant donné l'impossibilité de financer la dépense au budget communal extraordinaire 2012 |

Monsieur le Conseiller communal **D.SMETTE** rentre en séance.

15. Musée des Beaux-Arts. Rénovation. Convention tripartite de partenariat entre l'Institut du Patrimoine wallon, la Fédération Wallonie Bruxelles et la Ville de Tournai. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T.BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Communauté française et la Région wallonne ont conclu, le 18 avril 2008, un accord de coopération relatif à la restauration de biens immobiliers classés accueillant ou devant accueillir des infrastructures culturelles.

Le Musée des Beaux-Arts de Tournai a été classé comme monument par Arrêté royal du 13 octobre 1980 et est repris dans la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne.

Le Monument est inscrit, par arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2012, dans la liste des biens classés sur lesquels l'Institut du Patrimoine wallon exerce sa mission de gestion et de valorisation.

La Commission des Infrastructures Culturelles de la Fédération Wallonie-Bruxelles a remis, le 16 janvier 2012, un avis favorable sur le dossier de demande de principe déposé par la Ville le 19 novembre 2009 pour la restauration du Musée des Beaux-Arts, mais en raison des mesures d'économie décidées par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et du moratoire sur tout nouveau projet d'infrastructure culturelle entré en vigueur en 2009, un accord de principe n'a pu être envisagé à l'heure actuelle.

Le Service Public de Wallonie a ouvert, le 28 avril 2008, un certificat de patrimoine pour le bien, que le Département du Patrimoine de la DGO4 du Service public de Wallonie a validé, le 23 février 2009, sa fiche d'état sanitaire.

La rénovation consiste en la restauration du bâtiment historique, son articulation à une nouvelle extension ainsi que la potentielle création de liens avec l'auberge située à l'arrière.

Ces options, développées au sein de l'Administration communale dès le mois de mai 2009, ont été confirmées et précisées dans le dossier de demande de principe établi par la Ville fin 2009. Ces documents constituent une approche programmatique et budgétaire déjà très fournie.

Courant 2010, le dossier intègre un cahier des charges de mise en conformité pour répondre aux conditions de classement du Musée dans la catégorie A (selon le décret du 17 juillet 2002 et l'arrêté du 22 décembre 2006 du Gouvernement de la Communauté française relatifs à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales), objectif amplement justifié par la richesse de la collection. L'objectif général est d'améliorer la valorisation et la conservation des œuvres ainsi que l'accueil du public.

Le budget de rénovation est actuellement estimé entre 13.000.000,00 € et 15.000.000,00 € honoraires compris, TVA non comprise.

Le projet, avec une attention particulière portée à l'articulation entre l'ancien et le nouveau bâtiment, réorganisera complètement les surfaces disponibles actuellement. Le Musée, qui n'expose jusqu'à présent que 10 % de la collection, accueillera davantage d'œuvres et ce dans des conditions de luminosité, de température et d'hygrométrie adaptées. Il permettra une coexistence dynamique d'expositions permanentes d'arts ancien et contemporain et d'expositions temporaires. Il intégrera une série d'espaces de service complémentaires destinés au public, au personnel mais également au stockage de la collection, dont les conditions de conservation seront adaptées. Une option qui consiste à établir des liaisons avec l'auberge de jeunesse existante à l'arrière viserait à la fois à améliorer l'aspect paysager général du site et à créer des synergies avec le Musée telles que résidence d'artiste ou encore équipements partagés de type auditorium. Enfin, c'est l'accueil du public, et notamment celui des personnes à mobilité réduite, qui sera amélioré par de meilleures conditions de confort et de sécurité, des dispositifs d'animation didactique et une inscription intensifiée de l'équipement dans l'espace public urbain.

Un projet de convention tripartite relative au financement et à l'assistance technique du marché de services d'architecture en vue de la rénovation du Musée des Beaux-Arts de Tournai à conclure entre l'Institut du Patrimoine wallon (I.P.W.), la Communauté française et la Ville de Tournai a été établi.

Les éléments essentiels de cette convention peuvent se résumer comme suit :

- La Ville délègue à l'IPW la mission d'organiser un marché public de services pour la désignation d'une équipe d'auteurs de projet en concertation avec la cellule architecture de

la Fédération Wallonie–Bruxelles. Cette délégation a pour objectif d’offrir à la ville une assistance technique et logistique couvrant notamment :

- * la rédaction des avis et autres pièces utiles au lancement de la procédure du marché;
 - * l’élaboration du cahier des charges;
 - * l’analyse technique des candidatures et ensuite des offres et la conduite des négociations;
 - * l’établissement d’un rapport de sélection et ensuite d’attribution permettant à la ville d’attribuer le marché dans le respect de la législation sur les marchés publics.
- La Ville reste seule compétente pour prendre les décisions de lancement et d'attribution du marché portant sur la désignation de l'équipe auteure du projet.
 - La Ville charge également l'IPW de faire établir les relevés nécessaires à l'établissement de fonds de plans devant permettre aux candidats d'établir leur offre sous forme de préesquisse;
C'est l'IPW qui organise et attribue le ou les marchés nécessaires à cet effet.
 - Pour ce faire, l'IPW reçoit une enveloppe forfaitaire de 150.000,00 € TVA comprise de la Fédération Wallonie-Bruxelles;
Ces 150.000,00 € sont notamment destinés à financer l'organisation matérielle du marché de service d'architecture ainsi que toutes les démarches utiles et nécessaires à la bonne préparation dudit marché;
 - la Ville s'engage à prendre en charge toute dépense non couverte par l'enveloppe et en particulier celle relative à l'établissement des relevés;
Il est toutefois précisé que les charges salariales liées aux prestations du personnel de l'IPW ainsi ses frais de secrétariat restent à charge de l'IPW;
 - Dans l'attente de la mise en œuvre effective des travaux de rénovation, la Ville s'engage à gérer en bon père de famille le Musée des Beaux-Arts;
 - En cas de conflit, la compétence juridictionnelle est confiée aux tribunaux de Tournai.

En vue de rencontrer le souci de la Ville de maîtriser les dépenses induites par les engagements précités, il est prévu :

- de constituer un comité d’accompagnement, lequel se réunira de manière régulière et en tout état de cause dans les 30 jours de la demande de la Ville;
- l’engagement de l’IPW de tenir régulièrement informée la Ville de l’évolution des dépenses et de l’avertir dès que les dépenses exposées atteignent l’intégralité de l’enveloppe forfaitaire octroyée par la fédération Wallonie-Bruxelles;
- l’obligation de l’IPW de transmettre à la première demande et sans délai toutes pièces et renseignements utiles quant aux dépenses exposées et restant à exposer.

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à marquer votre accord sur les termes de la convention dont question ci-avant."

Monsieur le Conseiller communal **J-M.VANDENBERGHE**, au nom du cdH, n'est pas opposé à cette convention :

" Mais il faudra peut-être plus que trois opérateurs pour venir à bout de ce dossier. Je trouve aussi que le dossier présenté n'est pas très clair. Le budget estimé tient-il compte de la rénovation du Musée et de son extension y compris côté Auberge de Jeunesse ou non ? D'autre part, le coût de cet investissement auquel il faudra venir ajouter la rénovation de la Maison de la Culture risque de coûter cher à la Ville. N'est-il pas temps de prendre en compte ces critères de supracommunalité pour financer ces investissements qui bénéficient aux habitants des communes limitrophes.

Enfin je m'interroge sur le rôle exact de l'Institut du Patrimoine wallon ?"

Madame l'Echevine **MC.MARGHEM** répond :

" L'exposé des motifs est clair. La rénovation consiste en la restauration du bâtiment historique, son articulation à une nouvelle extension ainsi que la potentielle création de liens avec l'Auberge de Jeunesse.

De même, pour l'IPW, il est précisé que sa mission est d'organiser un marché public de services et de permettre à la Ville d'avoir une assistance technique et logistique, notamment pour établir des relevés et des fonds de plan."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant le projet de convention tripartite relative au financement et à l'assistance technique du marché de services d'architecture en vue de la rénovation du Musée des Beaux-Arts de Tournai transmis par courrier du 11 décembre 2012 à l'initiative de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que les éléments essentiels de cette convention peuvent se résumer comme suit :

- La Ville délègue à l'IPW la mission d'organiser un marché public de services pour la désignation d'une équipe d'auteurs de projet en concertation avec la cellule architecture de la Fédération Wallonie –Bruxelles. Cette délégation a pour objectif d'offrir à la ville une assistance technique et logistique couvrant notamment :
 - * la rédaction des avis et autres pièces utiles au lancement de la procédure du marché;
 - * l'élaboration du cahier des charges;
 - * l'analyse technique des candidatures et ensuite des offres et la conduite des négociations;
 - * l'établissement d'un rapport de sélection et ensuite d'attribution permettant à la ville d'attribuer le marché dans le respect de la législation sur les marchés publics.
- La Ville reste seule compétente pour prendre les décisions de lancement et d'attribution du marché portant sur la désignation de l'équipe auteure du projet.
- La Ville charge également l'IPW de faire établir les relevés nécessaires à l'établissement de fonds de plans devant permettre aux candidats d'établir leur offre sous forme de préesquisse; C'est l'IPW qui organise et attribue le ou les marchés nécessaires à cet effet.
- Pour ce faire, l'IPW reçoit une enveloppe forfaitaire de 150.000,00 € TVA comprise de la Fédération Wallonie-Bruxelles;
Ces 150.000,00 € sont notamment destinés à financer l'organisation matérielle du marché de service d'architecture ainsi que toutes les démarches utiles et nécessaires à la bonne préparation dudit marché;
- la Ville s'engage à prendre en charge toute dépense non couverte par l'enveloppe et en particulier celle relative à l'établissement des relevés;
Il est toutefois précisé que les charges salariales liées aux prestations du personnel de l'IPW ainsi ses frais de secrétariat restent à charge de l'IPW;
- Dans l'attente de la mise en œuvre effective des travaux de rénovation, la Ville s'engage à gérer en bon père de famille le Musée des Beaux-Arts;
- En cas de conflit, la compétence juridictionnelle est confiée aux tribunaux de Tournai;

Considérant qu'en vue de rencontrer le souci de la Ville de maîtriser les dépenses induites par les engagements précités, il est prévu :

- de constituer un comité d'accompagnement, lequel se réunira de manière régulière et en tout état de cause dans les 30 jours de la demande de la Ville;
- l'engagement de l'IPW de tenir régulièrement informée la Ville de l'évolution des dépenses et de l'avertir dès que les dépenses exposées atteignent l'intégralité de l'enveloppe forfaitaire octroyée par la fédération Wallonie-Bruxelles;

- l'obligation de l'IPW de transmettre à la première demande et sans délai toutes pièces et renseignements utiles quant aux dépenses exposées et restant à exposer;

Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le projet de convention tripartite relative au financement et à l'assistance technique du marché de services d'architecture en vue de la rénovation du Musée des Beaux-Arts de Tournai à conclure entre l'Institut du Patrimoine wallon, la Communauté française et la Ville de Tournai et dont les termes suivent :

«Entre

L'Institut du Patrimoine wallon, dont le siège est sis à 5000 Namur, rue du Lombard, 79,

Représenté par

Ci-après dénommé « **l'IPW** »,

La Ville de Tournai, dont l'administration est établie à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52

Représentée par, en vertu d'une décision du Conseil communal du 25 mars 2013,

Ci-après dénommée « **la Ville de Tournai** » ou « **la Ville** »

La Communauté française, dont le Gouvernement est établi à 1000 Bruxelles, Place Surlet-de-Chokier, 15-17

Représentée par

Ci-après dénommée « **la Fédération Wallonie – Bruxelles** ».

PREAMBULE

Considérant que :

- la Communauté française et la Région wallonne ont conclu, le 18 avril 2008, un accord de coopération relatif à la restauration de biens immobiliers classés accueillant ou devant accueillir des infrastructures culturelles;
- le Musée des Beaux-Arts de Tournai a été classé comme monument par Arrêté royal du 13 octobre 1980 et est repris dans la liste du patrimoine exceptionnel de la Région wallonne;
- le Monument est inscrit, par arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2012, dans la liste des biens classés sur lesquels l'IPW exerce sa mission de gestion et de valorisation;
- la Commission des Infrastructures Culturelles de la Fédération Wallonie-Bruxelles a remis, le 16 janvier 2012, un avis favorable sur le dossier de demande de principe déposé par la Ville le 19 novembre 2009, mais qu'en raison des mesures d'économie décidées par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et du moratoire sur tout nouveau projet d'infrastructure culturelle entré en vigueur en 2009, un accord de principe ne peut être envisagé à l'heure actuelle;
- le Service Public de Wallonie a ouvert, le 28 avril 2008, un certificat de patrimoine pour le bien, que le Département du Patrimoine de la Direction Générale Opérationnelle 4 (DGO4) du Service public de Wallonie a validé, le 23 février 2009, ainsi que sa fiche d'état sanitaire;

- la rénovation consiste en la restauration du bâtiment historique, son articulation à une nouvelle extension ainsi que la potentielle création de liens avec l'auberge située à l'arrière. Ces options, développées au sein de l'administration communale dès le mois de mai 2009, ont été confirmées et précisées dans le dossier de demande de principe établi par la Ville fin 2009. Ces documents constituent une approche programmatique et budgétaire déjà très fournie. Courant 2010, le dossier intègre un cahier des charges de mise en conformité pour répondre aux conditions de classement du Musée dans la catégorie A (selon le décret du 17 juillet 2002 et l'arrêté du 22 décembre 2006 du Gouvernement de la Communauté française relatifs à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales), objectif amplement justifié par la richesse de la collection. L'objectif général est d'améliorer la valorisation et la conservation des œuvres ainsi que l'accueil du public.

Le budget de rénovation est actuellement estimé entre 13.000.000,00 et 15.000.000,00 d'euros, honoraires compris, TVA non comprise.

Le projet, avec une attention particulière portée à l'articulation entre l'ancien et le nouveau bâtiment, réorganisera complètement les surfaces disponibles actuellement. Le Musée, qui n'expose jusqu'à présent que 10 % de la collection, accueillera davantage d'œuvres et ce dans des conditions de luminosité, de température et d'hygrométrie adaptées. Il permettra une coexistence dynamique d'expositions permanentes d'arts ancien et contemporain et d'expositions temporaires. Il intégrera une série d'espaces de service complémentaires destinés au public, au personnel mais également au stockage de la collection, dont les conditions de conservation seront adaptées. Une option qui consiste à établir des liaisons avec l'auberge de jeunesse existante à l'arrière viserait à la fois à améliorer l'aspect paysager général du site et à créer des synergies avec le Musée telles que résidence d'artiste ou encore équipements partagés de type auditorium. Enfin, c'est l'accueil du public, et notamment celui des personnes à mobilité réduite, qui sera amélioré par de meilleures conditions de confort et de sécurité, des dispositifs d'animation didactique et une inscription intensifiée de l'équipement dans l'espace public urbain.

En ce qui concerne les études nécessaires pour mener à bien la mission d'auteur de projet, la fiche d'état sanitaire ainsi que les relevés topographiques et altimétriques du terrain sont disponibles. Des mesures thermiques, hygrométriques et d'intensité du spectre lumineux, davantage liées à la fonction spécifique du bâtiment, sont à poursuivre ou à entamer. Une étude archéologique de l'œuvre architecturale, notamment des couches picturales couvrant les murs intérieurs, semble également indispensable pour éclairer le projet de restauration.

EXPOSE DES MOTIFS

Considérant que le Musée des Beaux-arts de Tournai :

- est la seule réalisation en Wallonie, mais aussi le seul musée jamais conçu en tant que tel, de l'architecte de renommée internationale Victor Horta;
- abrite la collection de peintures, dessins et sculptures la plus importante de Wallonie, généralement reconnue par les spécialistes comme la cinquième plus importante de Belgique;
- a vu sa fréquentation tripler entre 2006 et 2011;
- présente, selon la fiche d'état sanitaire, un état de dégradation important, surtout au niveau de la couverture, mais également au niveau de la charpente et des maçonneries de sous-sol;
- prodigue de mauvaises conditions de conservation et d'exposition des œuvres.

Il s'agit dès lors à ce stade d'aboutir à la désignation d'une équipe d'auteurs de projet pour pouvoir finaliser les études préalables et préparer le processus global de rénovation-extension du Musée. Ce processus sera poursuivi ultérieurement sous la responsabilité de la Ville, et sous réserve du coût du chantier et des moyens budgétaires disponibles pour assurer leur financement.

ARTICLE 1^{ER} - OBJET

La présente convention vise à définir les termes d'un partenariat entre l'IPW, la Ville de Tournai et la Fédération Wallonie-Bruxelles pour mener à bien une procédure de désignation d'auteurs de projet en vue de la restauration, de l'extension et de l'aménagement du Musée des Beaux-Arts de Tournai situé à 7500 Tournai, Enclos Saint-Martin 3.

A cette fin, et dans le respect du code de la démocratie locale, la Ville délègue à l'IPW la tâche d'organiser le marché public de service pour désigner une équipe d'auteurs de projet en concertation avec la Cellule Architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La tâche confiée à l'IPW consiste uniquement en une assistance technique et logistique à la Ville, qui demeure l'unique Pouvoir adjudicateur du marché et reste seule compétente pour prendre les décisions de lancement et d'attribution, ainsi que celles liées à l'exécution du marché, dans le respect des dispositions du Code de la démocratie locale.

Parallèlement à ces démarches, et dans le respect de la législation des marchés publics, la Ville et la Fédération Wallonie-Bruxelles confie à l'IPW la tâche de faire réaliser des relevés, ceux-ci étant nécessaires au bon déroulement de la seconde phase de la procédure de désignation de l'équipe d'auteurs de projet mentionnée ci-dessus. Ces relevés seront ensuite cédés gratuitement à la Ville pour le travail de l'équipe d'auteurs de projet.

ARTICLE 2 – TERMES ET OBJECTIFS DES MARCHES

Les parties sont d'accord de conduire le marché de services pour la désignation de l'équipe d'auteurs de projet sur la base d'une procédure négociée avec publicité européenne conforme aux recommandations de la Cellule Architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles et dans le respect de la législation sur les marchés publics. Ce marché vise la désignation d'une équipe complète d'auteurs de projet intégrant notamment les expertises dans les matières suivantes :

- architecture
- stabilité
- techniques spéciales
- muséographie
- paysagisme
- acoustique
- design signalétique et mobilier
- restauration de bâtiments anciens
- Performance Energétique des Bâtiments (PEB)
- le cas échéant, relevés détaillés.

En ce qui concerne le marché pour la réalisation de relevés, l'IPW reste libre de la procédure, ceci dans le respect de la législation sur les marchés publics et en fonction de ses propres procédures de contrôle.

En ce qui concerne le marché visant la désignation d'une équipe d'auteurs de projet, la mission de d'assistance technique et logistique confiée à l'IPW couvre notamment :

- la rédaction des avis et autres pièces utiles au lancement de la procédure du marché
- l'élaboration du cahier des charges
- l'analyse technique des candidatures et ensuite des offres et la conduite des négociations
- l'établissement d'un rapport de sélection et ensuite d'attribution permettant à la ville d'attribuer le marché dans le respect de la législation sur les marchés publics.

ARTICLE 3 – SOUTIENS FINANCIER ET MATERIEL

La Fédération Wallonie-Bruxelles met à disposition de l'IPW une enveloppe forfaitaire ainsi qu'un soutien technique, par le biais de la Cellule Architecture, pour l'organisation du

marché d'architecture. Cette enveloppe maximale de 150.000,00 € TVA comprise est destinée à financer les frais liés à l'organisation du marché, comprenant notamment :

- l'organisation matérielle du marché
- l'indemnisation des experts extérieurs
- l'indemnisation des 5 candidats maximum retenus après l'étape de sélection qualitative, sachant que ne seront indemnisés que les candidats ayant présenté un dossier d'offre complet et formellement régulier
- les études préparatoires, les relevés, les recherches ainsi que toutes les démarches utiles et nécessaires à la bonne préparation du marché de service.

Cette somme sera imputée à la Division Organique 15 (DO15) sur les crédits budgétaires 2013 de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pratiquement, la Fédération Wallonie-Bruxelles verse les parts de cette somme à l'IPW sur base de déclarations de créance accompagnées des pièces justificatives des dépenses. Les versements sont à effectuer sur le compte de l'IPW : IBAN BE30 0910 1222 9911. Toute dépense non couverte par l'enveloppe, et en particulier celle relative au marché de services de relevés est à charge de la Ville. L'IPW introduira auprès de la Ville une déclaration de créance, ainsi que toutes les pièces justificatives permettant d'attester la dépense non couverte par l'enveloppe maximale allouée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Restent à charge de l'IPW les charges salariales liées aux prestations de son personnel ainsi que ses frais de secrétariat exposés dans le cadre de l'exécution de la présente convention. L'IPW s'engage à tenir régulièrement informée la ville de l'évolution des dépenses et à l'avertir dès que les dépenses exposées atteignent l'intégralité de l'enveloppe forfaitaire dont question ci avant.

L'IPW s'oblige à transmettre à première demande et sans délai à la ville toutes pièces et renseignements utiles quant aux dépenses exposées et restant à exposer.

La présente convention n'engage en rien la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Wallonie quant au financement de tous autres frais d'études que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, et des travaux et honoraires de restauration, d'aménagement et d'extension du Musée issus du marché de service. Ce financement est subordonné au respect des procédures légales en vigueur et aux crédits budgétaires disponibles.

ARTICLE 4 – REACTIVITE DES PARTENAIRES

Les signataires de la présente s'engagent à faire diligence pour toute démarche et à mettre tout en œuvre pour respecter les grandes étapes suivantes :

- lancement d'un avis de marché de service d'architecture simultanément, lancement d'un marché de relevés auprès de géomètres
- désignation définitive de l'auteur de projet pour la fin du premier trimestre 2014

ARTICLE 5 – SUIVI

Les parties décident de constituer un comité d'accompagnement chargé d'assurer le suivi de la présente convention. Ce comité est composé de la manière suivante :

- un représentant de l'IPW,
- un représentant de la Direction des Infrastructures Culturelles de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- un représentant de la Cellule Architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- deux représentants de la Ville,
- un représentant de la Direction de la Restauration de la DGO4 du SPW.

Ce comité se réunira de manière régulière et en tout état de cause dans les trente jours calendrier de la demande de la Ville.

ARTICLE 6 – MAINTIEN/ENTRETIEN DU BIEN

En contrepartie des engagements pris par l'IPW et la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Ville s'engage à une gestion de son bien en bon père de famille et ce pendant toute la durée des études dans l'attente de la mise en œuvre effective des travaux.

ARTICLE 7 – FIN DE LA CONVENTION

La présente convention prend automatiquement fin le jour de la notification par la Ville de l'attribution du marché à l'équipe d'auteurs de projet adjudicataire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

ARTICLE 9 – ENTREE EN VIGUEUR

La présente entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à, le en autant d'exemplaires que de parties présentes.».

16. Musée des Beaux-Arts. Legs Alexander. Acquisition d'œuvres d'art.

Monsieur l'Echevin **T.BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Une exposition intitulée « La beauté sauvera le monde » se tiendra au Musée des Beaux-Arts, du 21 avril au 21 juillet 2013.

Dans le cadre de cette exposition, Monsieur le Conservateur du Musée des Beaux-Arts a souhaité pouvoir acquérir, via le legs Alexander, une œuvre du peintre PIATTELLA pour un montant de 10.000,00 € TVA comprise et passer commande de trois toiles auprès du peintre LEBRUN, pour un montant de 12.100,00 € TVA comprise. Soit un total de 22.100,00 € TVA comprise.

En séance du 1^{er} mars 2013, nous avons marqué notre accord de principe sur ces acquisitions qui enrichiront les collections du Musée.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver cette décision."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'organisation d'une exposition intitulée « La beauté sauvera le monde » au Musée des Beaux-Arts, du 21 avril au 21 juillet 2013;

Considérant le souhait de Monsieur le Conservateur d'acquérir, dans le cadre de cette exposition, une œuvre du peintre PIATTELLA pour un montant de 10.000,00 € TVA comprise et de passer commande de trois toiles auprès du peintre LEBRUN, pour un montant de 12.100,00 € TVA comprise, soit un total de 22.100,00 € TVA comprise;

Considérant que ces acquisitions permettront d'enrichir les collections du Musée et qu'elles s'opéreront via le legs ALEXANDER;

Considérant qu'en séance du 1^{er} mars 2013, le Collège communal a marqué son accord de principe sur ces acquisitions;

Considérant qu'il était nécessaire de permettre à l'artiste LEBRUN de commencer son travail pour que les tableaux soient livrés dans les délais impartis pour l'exposition;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur l'acquisition d'une œuvre du peintre PIATTELLA pour un montant de 10.000,00 € TVA comprise et de ratifier l'acquisition d'un triptyque de Pascal LEBRUN pour la somme de 12.100,00 € TVA comprise.

soit un total 22.100,00 € TVA comprise qui sera prélevé sur le legs ALEXANDER.

17. Convention de dépôt. Œuvre d'art « Imago ». Approbation.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Région wallonne est propriétaire d'une œuvre d'art contemporain de M. Emile DESMEDT dénommée « IMAGO » et qui consiste en un cocon (en métal, d'environ 800 kilos dont les dimensions sont les suivantes : environ 1,40 m sur 4 m sur 1,35 m).

La Région wallonne a transmis à l'Administration un projet de convention de « mise en dépôt » de cette œuvre (projet reçu le 19 février 2013).

Les conditions principales de la convention de « mise en dépôt » sont les suivantes :

- la mise à disposition est accordée à durée indéterminée avec possibilité de résiliation « de commun accord » moyennant préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée
- la mise à disposition de l'œuvre est octroyée à titre gratuit
- la Ville doit effectuer à ses frais et sous sa responsabilité, les transports de l'œuvre :
 - * de l'atelier de l'artiste jusqu'au lieu de son installation
 - * lors de sa restitution, de ce lieu jusqu'au dépôt du Patrimoine Régional à Namur
- la Ville doit assurer à ses frais l'œuvre pendant ces transports et pendant la mise à disposition (assurance « tous risques de clou à clou » pour une valeur assurée de 25.000,00 €)
- la Ville doit veiller à ce que le lieu de dépôt satisfasse aux conditions de sécurité requises en la matière
- la Ville doit entretenir l'œuvre, la conserver en bon père de famille et est responsable de celle-ci pendant toute la mise à disposition : des états des lieux sont établis au moment de l'enlèvement de l'œuvre à l'atelier de l'artiste et au moment de sa restitution. L'œuvre doit être restituée en parfait état conforme à l'état des lieux établi lors de l'enlèvement de l'œuvre.

La Ville ne répond cependant pas des détériorations de l'œuvre qui ne sont pas survenues de son fait mais résultent de la force majeure.

- la Ville ne peut ni déplacer l'œuvre sans l'accord préalable de la Région ni procéder à aucun traitement quelconque et doit informer la Région wallonne si un traitement quelconque est nécessaire
- la Ville ne peut exploiter l'œuvre de quelque manière que ce soit sans l'accord exprès et écrit de la Région wallonne (filmer, photographier, copier, étudier, publier l'œuvre...).

Le projet de convention n'en fait pas état mais l'œuvre se trouve actuellement dans une galerie à 5031 Grand-Leez (Gembloux), rue du Petit-Leez, 129.

Avant son installation sur le domaine communal, l'artiste, M. Emile DESMEDT, souhaite nettoyer son œuvre dans son atelier (situé à 7620 Hollain, rue de Tournai, 157).

Lors de sa séance du 22 mars 2013, le Collège communal a décidé :

- sous réserve de la décision du Conseil communal, de marquer son accord sur la mise à disposition par la Région wallonne de l'œuvre « IMAGO » de M. Emile DESMEDT afin que celle-ci soit exposée sur l'espace public communal dans un village de l'entité de Tournai.

Cet espace sera choisi par le Collège communal. L'artiste sera consulté sur le lieu.

- sous réserve de la décision du Conseil communal de marquer son accord sur la « convention de mise en dépôt » à durée indéterminée transmise par la Région wallonne à condition d'y apporter les modifications suivantes :

* présentation des parties et signatures : ajouter Monsieur le Secrétaire Communal comme représentant de la Ville, conformément à l'article 1132-3 du Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation

* article 5 – responsabilité - dernier alinéa : à remplacer par le texte suivant :

«Le dépositaire ne sera pas tenu des détériorations de l'œuvre déposée qui ne sont pas survenues par son fait (notamment : vandalisme, tags, graffitis) mais qui résultent notamment de la force majeure. »

* article 7 – propriété intellectuelle - 1^{er} alinéa : à remplacer par le texte suivant :

«Le dépositaire ne peut exploiter l'œuvre déposée de quelque manière que ce soit (filmer, photographier, copier, étudier, publier l'œuvre...) sans l'accord exprès et écrit du déposant.

Cet accord n'est cependant pas requis si l'œuvre n'est pas photographiée ou filmée isolément mais si elle n'est qu'un élément secondaire de l'image;

* article 8 – durée : supprimer la 2^{ème} phrase rédigée comme suit : La présente convention pourra toutefois être résiliée, de commun accord entre les deux parties, moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à l'autre partie;

- de charger les Services Techniques :

* de procéder à l'enlèvement de l'œuvre où elle se trouve actuellement [galerie située à 5031 Grand-Leez (Gembloux), rue du Petit-Leez, 129] et de la transporter jusqu'à l'atelier de l'artiste (situé à 7620 Hollain, rue de Tournai, 157) pour que celui-ci puisse la nettoyer avant qu'elle ne soit mise à disposition de la Ville étant entendu que le poids de l'œuvre rend nécessaire l'utilisation de sangles et d'instruments de levage (poids : environ 800 kilos, dimensions : environ 1,40 m sur 4 m sur 1,35 m)

* de fixer la date de l'enlèvement et du transport de commun accord avec l'artiste, M. Emile DESMEDT et la Région wallonne

* d'établir, avec M. Emile DESMEDT et un représentant de la Région wallonne, les états des lieux de l'œuvre (lors de l'enlèvement à 5031 Grand-Leez et du dépôt à l'atelier à 7620 Hollain)

* d'examiner l'œuvre afin de déterminer le socle sur lequel l'œuvre devra reposer pour qu'elle soit parfaitement stable lorsqu'elle sera installée sur l'espace public communal

* d'établir, avec M. Emile DESMEDT et un représentant de la Région wallonne, l'état des lieux de l'œuvre lors de l'enlèvement à 7620 Hollain pour son installation sur l'espace public communal

- de contracter, pour une valeur assurée de 25.000,00 €, une police d'assurance « tous risques expositions clou à clou » couvrant tous les dommages qui pourraient être causés à l'œuvre pendant son transport entre la galerie à 5031 Grand-Leez et l'atelier de l'artiste à 7620 Hollain

La Région wallonne et l'artiste seront informés que la Ville :

* ne contractera aucune police d'assurance couvrant les dommages qui seraient causés à l'œuvre dans le cadre du nettoyage et pendant qu'elle se trouve à l'atelier de l'artiste

* ne sera pas responsable des dommages qui seraient causés à l'œuvre à cette occasion et pendant cette période.

- de contracter une assurance « tous risques expositions clou à clou » couvrant l'œuvre pendant son transport par les Services Techniques communaux (entre l'atelier de l'artiste à 7620 Hollain et l'espace public communal choisi pour son exposition) ainsi que pendant son exposition à cet endroit (valeur assurée de 25.000,00 €)
- de soumettre le projet de « convention de mise en dépôt » de l'œuvre au Conseil communal lors de sa séance du 25 mars 2013.

Nous vous invitons à marquer votre accord sur les termes e la convention de mise en dépôt à durée indéterminée relative à l'œuvre d'art contemporain (IMAGO) de M. Emile DESMEDT à conclure avec la Région wallonne (convention modifiée)."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Région Wallonne est propriétaire d'une œuvre d'art contemporain de M. Emile DESMEDT dénommée « IMAGO » et qui consiste en un cocon (en métal, d'environ 800 kilos dont les dimensions sont les suivantes : environ 1,40 m sur 4 m sur 1,35 m);

Considérant le projet de convention de « mise en dépôt » de cette œuvre transmis par la Région Wallonne et reçu le 19 février 2013;

Considérant que les conditions principales de la convention de « mise en dépôt » sont les suivantes :

- la mise à disposition est accordée à durée indéterminée avec possibilité de résiliation « de commun accord » moyennant préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée
- la mise à disposition de l'œuvre est octroyée à titre gratuit
- la Ville doit effectuer à ses frais et sous sa responsabilité, les transports de l'œuvre :
 - * de l'atelier de l'artiste jusqu'au lieu de son installation
 - * lors de sa restitution, de ce lieu jusqu'au dépôt du Patrimoine Régional à Namur
- la Ville doit assurer à ses frais l'œuvre pendant ces transports et pendant la mise à disposition (assurance « tous risques de clou à clou » pour une valeur assurée de 25.000,00 €)
- la Ville doit veiller à ce que le lieu de dépôt satisfasse aux conditions de sécurité requises en la matière
- la Ville doit entretenir l'œuvre, la conserver en bon père de famille et est responsable de celle-ci pendant toute la mise à disposition : des états des lieux sont établis au moment de l'enlèvement de l'œuvre à l'atelier de l'artiste et au moment de sa restitution. L'œuvre doit être restituée en parfait état conforme à l'état des lieux établi lors de l'enlèvement de l'œuvre.

La Ville ne répond cependant pas des détériorations de l'œuvre qui ne sont pas survenues de son fait mais résultent de la force majeure.

- la Ville ne peut ni déplacer l'œuvre sans l'accord préalable de la Région ni procéder à aucun traitement quelconque et doit informer la Région wallonne si un traitement quelconque est nécessaire
- la Ville ne peut exploiter l'œuvre de quelque manière que ce soit sans l'accord exprès et écrit de la Région wallonne (filmer, photographier, copier, étudier, publier l'œuvre ...);

Considérant que le projet de convention n'en fait pas état mais que l'œuvre se trouve actuellement dans une galerie à 5031 Grand-Leez (Gembloux), rue du Petit-Leez, 129;

Considérant qu'avant son installation sur le domaine communal, l'artiste, M. Emile DESMEDT, souhaite nettoyer son œuvre dans son atelier (situé à 7620 Hollain, rue de Tournai, 157);

Considérant la décision du Collège communal du 22 mars 2013 :

- sous réserve de la décision du Conseil communal, de marquer son accord sur la mise à disposition par la Région wallonne de l'œuvre « IMAGO » de M. Emile DESMEDT afin que celle-ci soit exposée sur l'espace public communal dans un village de l'entité de Tournai.
Cet espace sera choisi par le Collège Communal. L'artiste sera consulté sur le lieu.
- sous réserve de la décision du Conseil communal de marquer son accord sur la « convention de mise en dépôt » à durée indéterminée transmise par la Région Wallonne à condition d'y apporter les modifications suivantes :
 - * présentation des parties et signatures : ajouter Monsieur le Secrétaire Communal comme représentant de la Ville, conformément à l'article 1132-3 du Code Wallon de la Démocratie Locale et de la Décentralisation
 - * article 5 – responsabilité - dernier alinéa : à remplacer par le texte suivant :
« Le dépositaire ne sera pas tenu des détériorations de l'œuvre déposée qui ne sont pas survenues par son fait (notamment : vandalisme, tags, graffitis) mais qui résultent notamment de la force majeure. »
 - * article 7 – propriété intellectuelle - 1^{er} alinéa : à remplacer par le texte suivant :
« Le dépositaire ne peut exploiter l'œuvre déposée de quelque manière que ce soit (filmer, photographier, copier, étudier, publier l'œuvre...) sans l'accord exprès et écrit du déposant.
Cet accord n'est cependant pas requis si l'œuvre n'est pas photographiée ou filmée isolément mais si elle n'est qu'un élément secondaire de l'image
 - * article 8 – durée : supprimer la 2^{ème} phrase rédigée comme suit : La présente convention pourra toutefois être résiliée, de commun accord entre les deux parties, moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à l'autre partie;
- de charger les Services techniques :
 - * de procéder à l'enlèvement de l'œuvre où elle se trouve actuellement (galerie située à 5031 Grand-Leez (Gembloux), rue du Petit-Leez, 129) et de la transporter jusqu'à l'atelier de l'artiste (situé à 7620 Hollain, rue de Tournai, 157) pour que celui-ci puisse la nettoyer avant qu'elle ne soit mise à disposition de la Ville étant entendu que le poids de l'œuvre rend nécessaire l'utilisation de sangles et d'instruments de levage (poids : environ 800 kilos, dimensions : environ 1,40 m sur 4 m sur 1,35 m)
 - * de fixer la date de l'enlèvement et du transport de commun accord avec l'artiste, M. Emile DESMEDT et la Région wallonne
 - * d'établir, avec M. Emile DESMEDT et un représentant de la Région wallonne, les états des lieux de l'œuvre (lors de l'enlèvement à 5031 Grand-Leez et du dépôt à l'atelier à 7620 Hollain)
 - * d'examiner l'œuvre afin de déterminer le socle sur lequel l'œuvre devra reposer pour qu'elle soit parfaitement stable lorsqu'elle sera installée sur l'espace public communal

- * d'établir, avec M. Emile DESMEDT et un représentant de la Région wallonne, l'état des lieux de l'œuvre lors de l'enlèvement à 7620 Hollain pour son installation sur l'espace public communal
 - de contracter, pour une valeur assurée de 25.000,00 €, une police d'assurance « tous risques expositions clou à clou » couvrant tous les dommages qui pourraient être causés à l'œuvre pendant son transport entre la galerie à 5031 Grand-Leez et l'atelier de l'artiste à 7620 Hollain
- La Région wallonne et l'artiste seront informés que la Ville :
- * ne contractera aucune police d'assurance couvrant les dommages qui seraient causés à l'œuvre dans le cadre du nettoyage et pendant qu'elle se trouve à l'atelier de l'artiste
 - * ne sera pas responsable des dommages qui seraient causés à l'œuvre à cette occasion et pendant cette période.
 - de contracter une assurance « tous risques expositions clou à clou » couvrant l'œuvre pendant son transport par les Services Techniques communaux (entre l'atelier de l'artiste à 7620 Hollain et l'espace public communal choisi pour son exposition) ainsi que pendant son exposition à cet endroit (valeur assurée de 25.000,00 €)
 - de soumettre le projet de « convention de mise en dépôt » de l'œuvre au Conseil communal lors de sa séance du 25 mars 2013;

Vu l'article L 1122-30 du Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le projet de convention de mise en dépôt à durée indéterminée, avec la Région wallonne, relative à l'œuvre d'art contemporain (IMAGO) de M. Emile DESMEDT dont les termes suivent :

| | |
|-------|---|
| Entre | <p>La Région wallonne représentée par M. Rudy DEMOTTE, Ministre-Président du Gouvernement wallon rue Mazy, 25-27 5100 NAMUR ci-après dénommée : « le déposant »</p> |
| et | <p>la Ville de Tournai représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Didier COUPEZ, Secrétaire communal, et en vertu d'une décision du Conseil communal du 25 mars 2013, ci-après dénommée « le dépositaire »</p> |

Vu la proposition de la Wallonie, par l'intermédiaire de son Ministre-Président, de mettre à disposition de la Ville de Tournai l'œuvre artistique « Imago » réalisée par Emile DESMEDT, acquise par la Wallonie et répertoriée sous le numéro d'inventaire RW2012-64, reprise dans la convention ci-dessous ;

Vu qu'il convient de fixer les modalités du dépôt dans une convention ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités du dépôt par le déposant au dépositaire de l'œuvre « Imago » réalisée par Emile DESMEDT, acquise par la Wallonie et mise par celle-ci à disposition de la Ville de Tournai.

Article 2 : Localisation

L'œuvre objet de la présente convention se trouve dans l'atelier de l'artiste, sis rue de Tournai, 157 à 7620 Hollain.

Le dépositaire effectue à ses frais et sous sa responsabilité le transport de l'œuvre jusqu'à son lieu de dépôt à savoir un espace public dans un village de l'entité de Tournai.

Cet espace sera choisi par le Collège communal.

L'artiste sera consulté sur le lieu.

Conformément à l'article 10 de la présente convention, le dépositaire souscrira également les assurances nécessaires à ce type de transport.

Dans l'éventualité où une plaquette informative relative à l'œuvre serait apposée auprès de celle-ci, le dépositaire annoncera clairement, pour l'œuvre déposée, le nom du déposant avec la mention : « Propriété du déposant, en dépôt à la ville de Tournai ».

Article 3 : Gratuité du dépôt

L'œuvre objet de la présente convention est mise gratuitement à disposition du dépositaire, celui-ci ne sera à ce titre redevable d'aucune compensation financière envers le déposant.

Article 4 : Etat des lieux

Le déposant et le dépositaire ont effectué conjointement en date du (...) un état des lieux de l'œuvre déposée ainsi qu'un relevé photographique et s'accordent quant à cet examen.

Article 5 : Responsabilités

Pendant toute la durée de la mise à disposition, le bien déposé est sous la pleine et entière responsabilité du dépositaire, qui s'engage à en user, à en assurer l'entretien et la conservation en bon père de famille.

Il est strictement interdit au dépositaire de procéder à un traitement quelconque de l'œuvre sans l'accord préalable et écrit du déposant. Si le dépositaire constate que le bien doit être soumis à un traitement quelconque, il est tenu d'en avertir immédiatement le déposant par écrit.

Le dépositaire s'engage à informer immédiatement le déposant de tout problème qui pourrait survenir, il veillera particulièrement à ce que le lieu de dépôt satisfasse aux conditions de sécurité requises en la matière.

Le déposant se réserve le droit de vérifier à tout moment que le dépositaire respecte les conditions de dépôt prévues dans la présente convention. Si tel n'était pas le cas, le déposant se réserve le droit d'invoquer l'article 8 de la présente convention et de retirer immédiatement l'œuvre.

Le dépositaire s'engage à restituer l'œuvre en parfait état conforme à l'état des lieux au terme de la présente convention.

Le dépositaire prendra en charge les frais exposés pour la conservation de l'œuvre déposée et supportera seul les pertes que le dépôt pourrait lui occasionner.

Le dépositaire ne sera pas tenu des détériorations de l'œuvre déposée qui ne sont pas survenues par son fait (notamment : vandalisme, tags, graffitis) mais résultent notamment de la force majeure.

Article 6 : Déplacement du bien déposé

Tout déplacement de l'œuvre objet de la présente convention devra recueillir l'accord préalable et écrit du déposant.

Article 7 : Propriété intellectuelle

Le dépositaire ne peut exploiter l'œuvre déposée de quelque manière que ce soit (filmer, photographier, copier, étudier, publier l'œuvre,...) sans l'accord exprès et écrit du déposant. Cet accord n'est cependant pas requis si l'œuvre n'est pas photographiée ou filmée isolément mais si elle n'est qu'un élément secondaire de l'image.

Le dépositaire n'assume aucune responsabilité du fait de l'exploitation frauduleuse par un tiers de l'œuvre déposée ou de ses reproductions.

Article 8 : Durée

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature et est conclue pour une durée indéterminée.

En cas de non-respect par le dépositaire d'une des dispositions de la présente convention, le déposant pourra résilier celle-ci de plein droit.

Si le déposant se trouvait dans la nécessité de devoir disposer de l'œuvre objet de la présente convention, il en informera immédiatement le dépositaire afin de convenir des modalités de retour du bien déposé.

Article 9 : Modalités de restitution

En cas de restitution de l'œuvre au déposant, notamment en vertu de l'article 8 de la présente convention, il incombera au dépositaire de procéder sous son entière responsabilité à l'enlèvement de celle-ci.

Le lieu de restitution de l'œuvre est fixé au dépôt du Patrimoine régional, sis à Beez, Moulin Meuse, 4. Le transport de l'œuvre jusqu'au lieu de restitution sera effectué aux frais et sous la responsabilité du dépositaire.

Article 10 : Assurances

L'œuvre objet de présente convention sera assurée par le dépositaire et aux frais de celui-ci lors de son transport depuis l'atelier de l'artiste sis rue de Tournai, 157 à 7620 Hollain jusqu'à son lieu de dépôt visé à l'article 2 via une police d'assurance clou à clou.

L'œuvre objet de présente convention, sera également assurée par le dépositaire et aux frais de celui-ci via une assurance tous risques pour une valeur agréée de 25.000,00 € et ce, durant toute la durée de la mise à disposition.

Article 11 : Juridictions compétentes

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tous les différends qui surgiraient entre elles à propos de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le litige sera soumis aux Tribunaux de Namur.

Fait à Namur, en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien, le".

Monsieur le **Président de l'Assemblée** cède successivement la parole aux Conseillers communaux afin qu'ils posent leur question orale :

1) Future salle de sports de Kain. (M. B.MAT)

" Suite aux études et essais géotechniques, qui par manque de prévoyance de notre Commune, n'avaient pas été initialement prévus dans ce projet, quelles sont les mesures structurelles qui devront être entreprises pour la stabilité du bâtiment ? Quels seront les impacts de ses surcoûts sur nos finances communales ?

J'ai ouï dire que les travaux n'avancent guère et que l'entrepreneur devrait, pour respecter des délais qui lui sont imposés, et à défaut d'une bonne organisation administrative du dossier au sein de la Ville, prendre ses responsabilités et entamer des travaux sans avoir eu le feu vert officiel.

J'espère que ces informations sont erronées et que vous pourrez m'affirmer le contraire et nous informer du planning actuel des travaux."

Monsieur l'Echevin des Travaux **A.BOITE** répond comme suit :

" Monsieur le Conseiller,

Avant de répondre précisément à votre question, il me semble important de vous rappeler que le Conseil communal a décidé de procéder pour la construction du nouveau hall des sports de Kain par le mécanisme d'un marché de promotion comprenant à la fois des frais d'études : architecture, stabilité, techniques spéciales, permis d'urbanisme..., mais aussi la réalisation des travaux et le financement.

J'en arrive à l'objet même de votre question et à ce que vous qualifiez de "manque de prévoyance de notre Commune". Afin de vous refaire une idée précise de ce dossier, je vous invite à relire le cahier des charges fourni à l'époque par les entreprises.

De la lecture de celui-ci, on peut notamment retenir que les essais par pénétromètre statique nous laissaient raisonnablement penser que des fondations superficielles de type semelle de fondation auraient été largement suffisantes pour supporter les charges de cette nouvelle installation.

Entre-temps est intervenue une modification des cartes d'aléas karstiques en Wallonie qui révélait que cette zone était passée de risques moyennement élevés à risques élevés. En outre, des essais complémentaires de type reconnaissance en résistivité électrique ont été réalisés à la demande des Services Urbanisme de la Direction opérationnelle du Service public de Wallonie (S.P.W.) compétent. De ces essais et des modifications de la carte karstique, il ressort que les mesures visant à renforcer la stabilité du bâtiment doivent être impérativement mises en œuvre. A ce jour, les coûts ont été estimés à 350.000,00 €. Pour rappel, vous n'êtes pas sans savoir que ce coût supplémentaire a déjà

fait l'objet d'un avenant financier au marché de promotion soumis et approuvé par cette Assemblée.

Monsieur le Conseiller, vous le savez, je suis, avec mes différents collègues, ce dossier depuis le 4 décembre dernier, et donc vous pouvez compter sur notre volonté afin de le régler dans les meilleures conditions possibles pour les Tournaisiens. Singulièrement, nous serons intransigeants sur les questions inhérentes à la stabilité du bâtiment et donc à la sécurité de ses occupants.

Enfin, sur la question des délais, pour rappel, le promoteur dispose de 330 jours calendrier. Ce qui nous amène à une réception desdites installations en avril 2014.
Je vous remercie de votre question."

Monsieur le Conseiller communal **B.MAT** signale que l'entreprise attend un feu vert pour le radier.

Monsieur l'Echevin des Travaux **A.BOITE** précise :

" Pas besoin de feu vert. C'est un marché de promotion. L'entreprise dispose de 330 jours calendrier pour réaliser les travaux".

2) Renouveau de l'ASBL Verts Horizons à Froidmont : où en est-on ?
(Mme M-C.LEFEBVRE)

" Nous étions étonnés en janvier dernier d'apprendre que nous ne devions plus désigner un représentant au Comité d'Accompagnement de cette ASBL communale parce qu'elle est dissoute.

Suite aux renseignements officiels obtenus, l'ASBL n'est pas dissoute mais le Comité d'Accompagnement et l'Assemblée générale ne sont plus réunis.

Il nous paraît important que cette ASBL se remette en selle en ce début de législature en associant habitants, responsables de clubs afin de construire un vrai projet d'animation dans le village."

Madame l'Echevine **L.LIENARD** précise :

" Le Collège n'a pas proposé au Conseil communal le remplacement des représentants communaux au sein de l'ASBL Verts Horizons. Une option est à l'étude :

soit, l'ASBL est remise en scène parce qu'il existe en son sein une volonté de porter un projet pour le village

soit, ce n'est pas le cas et la dissolution devra être envisagée.

La volonté est de progresser sous l'angle juridique autant qu'administratif."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** répond :

" Nous ne doutons pas que le Collège communal y travaille mais nous voulons que cette ASBL soit remise sur les rails avec les associations, les habitants du village et les riverains."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P-O.DELANNOIS** intervient à son tour :

" Je n'ai pas envie de revenir sur le passé. Vous dites : il faut faire en sorte que l'ASBL puisse fonctionner. Vous n'êtes pas sans savoir que la Ville a repris la gestion en propre de

ce bâtiment depuis un certain temps et que cela fonctionne. Y compris au niveau d'Acades.

Pour rappel, les anciens gestionnaires sont venus rapporter les clés à l'Hôtel de Ville et avaient laissé le numéro de téléphone de l'ancien Bourgmestre sur la porte du bâtiment, pour les réservations de salle. Aujourd'hui, ces mêmes personnes voudraient revenir. A titre personnel et suite à l'expérience vécue, je préférerais que la gestion du bâtiment reste à la Ville."

Madame la Conseillère communale **M-C.LEFEBVRE** précise qu'elle parle des utilisateurs en général mais pas d'une personne en particulier :

" Je souhaite que l'on concrétise à nouveau un lien social avec les gens du village."

3) Plantes invasives. (G.DENONNE)

" Les plantes invasives constituent une menace pour la biodiversité et dans le cas de la berce du Caucase pour la santé.

La région incite les communes à mettre en place des plans de gestion de ces espèces. Le matériel de protection nécessaire à la lutte contre la berce est financé par la Région si la Commune s'engage dans un plan de gestion.

A Tournai, si les stations de certaines plantes comme la renouée du Japon sont très étendues et nécessitent un plan d'action important, pour la berce (si on en croit le portail cartographique de la Région) en agissant rapidement il est possible d'enrayer le phénomène.

La Ville a-t-elle prévu de s'engager dans un plan d'action contre les plantes invasives ?"

Monsieur l'Echevin **P.ROBERT** répond en ces termes :

" La Ville de Tournai s'est engagée dès la mise en œuvre de son Plan communal de Développement de la Nature (PCDN) dans la lutte contre les plantes invasives en 2008. Chaque année depuis trois ans maintenant, des campagnes sont menées par le Service Environnement en partenariat avec le Service des Espaces Verts et d'autres organismes tels que le contrat de Rivière Escaut-Lys (CREL) et les Cercles des Naturalistes de Belgique (CNB).

Des réunions sur le site ont été organisées avec la cellule de lutte contre les invasives créée par la Région wallonne, notamment dans le but de tester des méthodes d'éradication de la berce et de la renouée principalement. Des actions ont été menées avec la Défense nationale dans le but de limiter l'expansion de la renouée en centre-ville sur le site de la Caserne Saint-Jean et de la Caserne Ruquoy.

D'autres foyers sont chaque année traités par nos services avec un succès variable en fonction du type d'invasive :

- deux chantiers ont été menés sur la coupure Passy à Froyennes afin de supprimer l'hydrocotyle fausse renoncule. Les pompiers ont d'ailleurs participé à cette opération afin de mettre en place un barrage flottant et éviter ainsi la dispersion de la plante pendant l'opération (cfr reportage No Télé). Aujourd'hui, cette invasive a totalement disparu.
- des chantiers sont menés pour lutter contre la Berce du Caucase sur plusieurs foyers, dans le bois Dossemer en partenariat avec la Province (cfr reportage No Télé), le long de l'autoroute E29, en collaboration avec les SPW, et à Gaurain-Ramecroix
- de la crassule a été repérée à proximité de l'Escaut, aux abords des fours à chaux à Chercq. Les propriétaires ont été sensibilisés à la question

- des actions ont été testées sur la renouée à Marquain, à Froyennes, mais avec un succès très mitigé [couverture par bâche, fauchage répété toute une saison, produits phyto (de façon ponctuelle et limitée au foyer,...)].

Les agents ont suivi plusieurs formations au Parc Naturel de l'Escaut, mais aussi à Tournai dans le cadre d'une conférence organisée par la Ville (intervenant : Cl.VANDAELE de Gembloux) et des équipements adaptés ont été acquis. Ces initiatives permettent aux agents de terrain d'intervenir au quotidien dès qu'un foyer d'invasives est détecté et quand l'ampleur du travail reste raisonnable (on pense notamment à la lutte contre l'ailante glanduleux planté il y a quelques décennies dans nos parcs et présent le long des berges du Pont de Fer à Tournai) et qu'il faut à présent gérer et réguler, aux petits foyers de renouée du Japon apparaissant dans nos parcs (Square Rogier, Parc Marvis,...).

Nous avons cette année répondu à la proposition du Contrat Rivière Escaut-Lys (CREL) relatif à l'octroi d'une subvention. Le chantier sera organisé dans le bois Dossemer courant du mois de mai. A cette occasion, des équipements supplémentaires seront fournis et subventionnés.

Une sensibilisation est également assurée par le biais de reportages et d'articles comme celui réalisé dans le Tournai la Belle en juin 2010.

Nous participons également au recensement des foyers transmis au Contrat Rivière Escaut-Lys (CREL), puis au Service Public de Wallonie."

Monsieur le Conseiller communal **G.DENONNE** note que la Ville elle-même a introduit des plantes invasives dans ses parcs.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** conclut : "La Ville tire les leçons du passé."

Aucune autre observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction du procès-verbal des séances publiques du 14 janvier et 25 février 2013, lesdits procès-verbaux sont approuvés conformément à l'article 10 du règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président de l'Assemblée** clôture la séance publique à 22 heures 20.